

CYBERSÉCURITÉ

Belhimer : la cyberguerre contre laquelle nous mettons en garde "n'est pas une vue de l'esprit"

P. 3

MAROC-ISRAËL

"La normalisation entre le régime marocain et l'entité sioniste vise à exercer des pressions sur l'Algérie" (Jacob Cohen)

P. 24

IMPORTATION DE VOITURES

9 autorisations temporaires accordées jusqu'à présent

Le ministre de l'Industrie, Farhat Aït Ali Braham, a affirmé lundi à Guelma que "9 autorisations temporaires d'importation de voitures ont été accordées jusqu'à présent, l'opération reste ouverte et le nombre des autorisations peut augmenter". Dans une conférence de presse animée en marge de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que "l'opération de réception des dossiers des postulants à l'importation de voitures n'a pas été limitée dans le temps, ni par un nombre donné de concessionnaires", ajoutant que "l'opération reste ouverte à tous ceux capables d'honorer les conditions organisationnelles liées à cette activité".

P. 3
DKnews-APS



AGRONOMIE SAHARIENNE

Les cultures stratégiques, une option alternative aux hydrocarbures

P. 4

ENERGIES RENOUVELABLES

Alliance pour développer des projets en commun

P. 4

TRAFIC FERROVIAIRE

La ligne Annaba-Alger reprend du service

P. 2

SANTÉ

BOUTONS

Comment rééquilibrer la peau ?

P. p 12-13

FOOTBALL

FAF

La visite officielle du président de la Fifa à Alger reportée

P. 21



CINÉMA

L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri dans le casting du nouveau film "Les trois mousquetaires"

P. 16

TIZI-OUZOU

Une jeune fille portée disparue, retrouvée morte dans la forêt de Yakouren

P. 8

EL-TARF

Repêchage d'un corps sans vie à la plage Mechrah Lokton de Berrihane



Les services de la protection civile de la wilaya d'El Tarf ont repêché dans la nuit de lundi à mardi au niveau de la plage Mechrah Lokton dans la commune de Berrihane, le corps sans vie d'un homme, a-t-on appris du chargé de communication de ce corps de sécurité le lieutenant Seifeddine Madaci.

Selon cet officier, la victime dont le corps était en état de décomposition a été repêché suite à une alerte donnée aux services compétents sur l'existence d'un cadavre flottant au niveau de cette plage non surveillée. Le corps de la victime, dont l'identité est inconnue, a été acheminé vers les services de la morgue de l'hôpital d'El Kala pour les besoins de l'autopsie, a-t-il ajouté. Une enquête a été, par ailleurs, ouverte par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes du drame, a souligné le lieutenant Madaci.

TIZI-OUZOU

Reprise des activités culturelles

Plusieurs établissements culturels à Tizi-Ouzou ont repris leurs activités, suite à la décision des pouvoirs publics portant réouverture de certains espaces culturels et de loisirs mis en berne à cause de la crise sanitaire du Coronavirus.

La Maison de la culture Mouloud Mammeri a annoncé la reprise des ateliers pédagogiques à partir du 1 mars prochain et l'ouverture dès à présent des inscriptions au niveau de ses 2 annexes, de Tizi-Ouzou et Azazga.

Une soixantaine d'ateliers seront ainsi relancés avec, cependant, une baisse sensible du nombre de places, notamment dans certains ateliers prisés à l'instar de la musique, du dessin et de la danse, et ce, "conformément au protocole préventif contre la pandémie", a indiqué, à l'APS, Ahlem Hammoutène, la chargée du service animation et des ateliers de l'établissement culturel.

Le théâtre régional Kateb Yacine a, également, annoncé, via les réseaux sociaux, le lancement de 3 ateliers d'initiation au théâtre.

Un pour enfants et adolescents, un autre pour adultes ainsi qu'un atelier de danse classique pour des filles de 07 à 15 ans. Des ateliers seront assurés les vendredi et samedi par des encadreurs professionnels et le nombre de place est limité à 15 personnes par groupe par souci de prévention contre la pandémie de coronavirus.

AIR ALGÉRIE

Perturbations des vols à destination du Sud

La compagnie aérienne publique Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, des perturbations dans son programme, de et vers le Sud du pays, en raison des mauvaises conditions météorologiques.

"En raison des mauvaises conditions météorologiques défavorables sur les aéroports du Sud (vents et mauvaise visibilité), Air Algérie annonce des perturbations dans son programme, de et vers ces aéroports jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques" a indiqué l'entreprise sur sa page Facebook. L'Office national de la météorologie a indiqué lundi, dans un bulletin météorologique spéciale (BMS), que des vents violents marqués par des rafales, atteignant ou dépassant parfois 80 km/h, continueront d'affecter quatre wilayas du sud du pays jusqu'à mardi.

Les wilayas concernées par cette prévision de niveau d'alerte "Orange" sont le sud de Ghardaïa, Tamanrasset, Adrar et Tindouf, précise le BMS, ajoutant que ces vents seront marqués par des soulèvements de sable réduisant fortement la visibilité.

M'SILA

22 millions DA pour le renforcement du transport scolaire



Une enveloppe financière de 22 millions de dinars a été mobilisée en 2021 pour le renforcement du transport scolaire à M'sila, a-t-on appris, mardi auprès des services de la direction locale de l'éducation.

Puisée du budget de la wilaya, l'enveloppe servira aux paiements des charges de la maintenance de la flotte du transport scolaire à travers les communes de la wilaya notamment les zones éloignées, a précisé la même source, expliquant que le secteur de l'éducation, utilise depuis quelques années par voie de location, des bus du secteur privé pour renforcer le transport des élèves.

Un total de 551 bus assure le transport scolaire à travers les communes de la wilaya de M'sila au titre de l'année scolaire 2020-2021 avec 16 bus supplémentaires par rapport à l'année scolaire précédente, ont noté les mêmes services, relevant que ces bus ont été octroyés à la wilaya lors de la récente visite du Premier ministre dans la capitale du Hodna.

Selon les mêmes services, la wilaya s'engage à assurer le transport scolaire des élèves, ceux des zones d'ombre en particulier, a-t-on conclu de même source.

TAMANRASSET

Saisie de plus de 10 kg de drogues

Une quantité de 10,8 kg de Bango (type de drogue) et 138.000 comprimés de produits pharmaceutiques nocifs à la santé ont été saisis par les services de la police judiciaire de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Agissant sur informations faisant état de l'introduction par un groupe criminel d'une importante quantité de drogue et de produits de contrebande à Tamanrasset, les services de police ont pu déterminer le lieu d'activité des suspects et mettre la main sur la quantité de drogue précitée, sur les produits pharmaceutiques nocifs à la santé, et d'autres marchandises de contrebande, a-t-on précisé.

Un dossier judiciaire est en constitution pour la présentation des mis en cause devant les instances judiciaires compétentes, a conclu la source policière.

ALGER

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs à Bouzeréah



Les éléments de police ont procédé au démantèlement d'une bande de malfaiteurs ayant cambriolé une maison à Bouzeréah (Alger) et volé 858 millions centimes et d'autres objets de valeur.

Suite à une plainte déposée par trois individus dont la maison a été cambriolée, les éléments de Sûreté ont diligenté une enquête qui a donné lieu à l'arrestation des mis en cause et la récupération des objets volés, à savoir 858 millions de centimes et d'autres objets de valeur, précise un communiqué des services de Sûreté d'Alger.

Les mis en cause ont été déferés devant les juridictions territorialement compétentes.

TRAFIC FERROVIAIRE

La ligne Annaba-Alger reprend du service

Le trafic ferroviaire des voyageurs desservant la ligne Annaba-Alger a repris lundi dans le respect strict des mesures de prévention de la Covid-19, a-t-on appris du directeur régional de la SNTF à Annaba, Abderrazak Benbelgacem.

Les navettes sont programmées exclusivement de jour, à savoir de 06H00 à 17H00 avec le maintien uniquement du service de la 2ème classe en places assises et la suppression du service de première classe (couchette), a précisé le même responsable.

Trois dessertes hebdomadaires ont été ainsi programmées sur cette ligne avec respect des mesures de distanciation, de désinfection, d'obligation du port des masques de protection et un taux de remplissage limité à 50 %, selon la même source.

TÉMOUCHENT

Exportation de plus de 270 tonnes de poulpes l'an dernier



La wilaya d'Ain Temouchent a enregistré l'exportation de 276 tonnes de mollusques (poulpes) au cours de l'année 2020, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de la Pêche et des Ressources halieutiques.

Medjdoub Benali a indiqué que l'opération d'exportation vers l'Espagne a porté sur une quantité estimée à 276 tonnes de poulpes et a été réalisée par quatre opérateurs économiques.

La wilaya d'Ain Temouchent a maintenu, en 2020, sa position de leader au niveau national en matière de production halieutique, malgré une "baisse relative" due à la pandémie de la Covid-19, a souligné la même source.

La flottille de pêche dans la wilaya d'Ain Temouchent se compose de 418 unités à travers les ports de Beni Saf et de Bouzedjar.



CYBERSÉCURITÉ

Belhimer : «la cyberguerre contre laquelle nous mettons en garde "n'est pas une vue de l'esprit"»

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué mardi que la cyberguerre qui cible l'Algérie à l'instigation de parties étrangères contre laquelle il met sans cesse en garde "n'est pas une vue de l'esprit, ni un recours ringard à +l'ennemi extérieur+."

"Ce contre quoi nous mettons en garde n'est ni une vue de l'esprit, ni un recours ringard à +l'ennemi extérieur+ pour dissuader je ne sais quel pseudo-démocrate de manifester, ce droit étant consacré par la Constitution et encadré par la loi", a précisé M. Belhimer dans un entretien à Echourouk El-Yaoumi.

"Tous les Etats se dotent aujourd'hui d'une doctrine officielle de lutte informatique offensive (LIO) pour encadrer les actions entreprises dans le cyberspace. L'objectif qui leur est imparti est de produire des effets à l'encontre des systèmes adverses, pour en altérer la disponibilité ou la confidentialité des données", a-t-il ajouté.

Les opérations clandestines qu'abrite le cyberspace "touchent à l'espionnage et au sabotage, mais également à la subversion par la propagande et la désinformation, dans l'intention de saper les fondements de l'autorité en l'attaquant et en la discréditant sur les valeurs pour la rendre illégitime", a expliqué le ministre.

Pour y parvenir, des voies bien impénétrables sont empruntées, a-t-il dit. Et de préciser que "si les médias traditionnels emploient des humains pour produire et diffuser leurs messages en observant des lois et réglementations, des règles éthiques ou coutumières, générant un degré rassurant de responsabilité, ce n'est plus le cas des conservateurs d'algorithmes de robot de Facebook-Google-Twitter qui, placés, sont mis sur pilotage automatique, un peu comme des drones tueurs sur lesquels aucun humain n'assume sa responsabilité".

Pour le porte-parole du gouvernement, le cyberspace est "au centre de toutes les convoitises pour son contrôle pour une



première raison : l'attrait qu'il suscite parmi les populations, notamment les plus jeunes". En 2020, Internet abritait près de 60% de la population mondiale, soit 4,5 milliards de personnes parmi lesquelles 3,8 milliards disposent de comptes sur les réseaux sociaux, a-t-il fait savoir.

Alui seul, Facebook enregistre plus de 100 milliards de contenus chaque jour, un déluge que ni ses algorithmes, ni sa petite armée de moniteurs humains, ne peuvent contenir de manière réaliste. C'est la plus grande entreprise des médias de l'histoire du monde, un éditeur et un diffuseur à la fois, avec environ 2,6 milliards d'utilisateurs réguliers, et des milliards d'autres sur ses autres dépendances WhatsApp et Instagram, a affirmé M. Belhimer.

"Les démocraties sont toutes confrontées à leur dépendance de technologies de communication numériques qui autorisent la formation d'une zone de liberté d'expression mondiale

d'une taille illimitée, combinée à une irresponsabilité algorithmique de volumes massifs de désinformation qui se propagent avec une facilité sans précédent", a relevé le ministre, soulignant que "les médias, les dirigeants politiques, les universitaires et le grand public omettent souvent de mettre en perspective historique la spirale infernale des informations quotidiennes, ayant plutôt tendance à se concentrer sur les derniers événements et crises".

Le ministre de la Communication a souligné, dans ce cadre, que la Constitution de 2020 a repris deux catégories de droit, à l'article 47 dans les termes suivants : "Toute personne a droit à la protection de sa vie privée et de son honneur." "Toute personne a droit au secret de sa correspondance et de ses communications privées, sous toutes leurs formes".

Le même article 47 insère deux nouveaux alinéas, le 3 et le 4 pour énoncer : "La protection

des personnes dans le traitement des données à caractère personnel est un droit fondamental". "La loi punit toute violation des droits susmentionnés". Pour M. Belhimer, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité : "le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle", se disant favorable à "un renforcement de leur protection par l'édiction des peines les plus lourdes, quel que soit le mobile ou le statut social de l'agresseur". "C'est d'autant plus nécessaire que le phénomène n'épargne personne et prend des proportions alarmantes", a-t-il déploré. Répondant à une question concernant l'implication de l'entité sioniste dans la guerre électronique, M. Belhimer dira que les recherches militaires et leurs applications civiles israéliennes alimentent "généreusement, mais chèrement, les entreprises qui opèrent dans le cyberspace".

"Certaines des technologies

les plus secrètes produites par les développeurs israéliens restent beaucoup plus proches de leur format militaire original", a-t-il expliqué.

Plus précis, M. Belhimer cite le cas d'un "logiciel offensant vendu à la fois aux pays qui souhaitent espionner leurs propres citoyens ou à des Etats rivaux, et à des sociétés privées qui espèrent gagner un avantage sur leurs concurrents ou mieux exploiter et manipuler commercialement leurs clients".

"Une fois intégrés aux plateformes de médias sociaux comptant des milliards d'utilisateurs, ces logiciels espions offrent aux services de sécurité des Etats une portée potentielle presque mondiale", a-t-il noté. Dans ce contexte, M. Belhimer a évoqué "WhatsApp, une plateforme de médias sociaux appartenant à Facebook, qui a engagé un premier recours devant un tribunal californien contre NSO, la plus grande société de surveillance israélienne - fondée en 2010 par Omri Lavie et Shalev Hulio, tous deux diplômés de la fameuse unité de renseignement militaire 8200 d'Israël".

Concernant ce recours, le ministre explique que "WhatsApp accuse NSO de cyberattaques, NSO ayant ciblé les téléphones mobiles de plus de 1 400 utilisateurs dans 20 pays. Le logiciel espion de la NSO, appelé Pegasus, a été à l'occasion utilisé contre des défenseurs des droits de l'Homme, des avocats, des chefs religieux, des journalistes et des travailleurs humanitaires".

La NSO a, par ailleurs, octroyé "une licence d'utilisation du logiciel à des dizaines de gouvernements, notamment à des régimes n'ayant pas bonne réputation en matière de respect des droits de l'Homme, à l'instar du Maroc", a-t-il ajouté.

IMPORTATION DE VOITURES

Octroi de 9 autorisations temporaires jusqu'à présent (ministre)

Le ministre de l'Industrie, Farhat Aït Ali Braham, a affirmé lundi à Guelma que "9 autorisations temporaires d'importation de voitures ont été accordées jusqu'à présent, l'opération reste ouverte et le nombre des autorisations peut augmenter".

Dans une conférence de presse animée en marge de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que "l'opération de réception des dossiers des postulants à l'importation de voitures n'a pas été limitée dans le temps, ni par un nombre donné de concessionnaires", ajoutant que "l'opération reste ouverte à tous ceux capables d'honorer les conditions organisationnelles liées à cette activité".

Le ministre a également déclaré que ceux qui obtiennent ces autorisations temporaires sont tenus de présenter des dossiers de base pour obtenir, dans une seconde phase, l'agrément final leur permettant d'importer les voitures, ajoutant qu'"il n'était pas possible d'imposer aux concessionnaires "une date fixe" pour apporter les voitures qui se fera, a-t-il noté, en fonction des capacités financières et des relations de chaque concessionnaire avec le constructeur qu'il représente.



Le ministre de l'Industrie, Farhat Aït Ali Braham avait, lors d'un entretien accordé dimanche à la revue "Indjazat", que la liste des concessionnaires retenus dans le cadre de l'importation de véhicules neufs sera révélée "assez bientôt" à l'opinion publique, une liste qui inclura d'autres concession-

naires autres les sept ayant déjà reçu leurs autorisations provisoires.

Le ministre a expliqué aussi que les marques étrangères n'en étaient pas exclues "à condition qu'elles trouvent un algérien résidant comme concessionnaire et non pas associé". S'agissant des conditions énon-

cées par le cahier des charges, M. Aït Ali Braham a nié tout aspect "contraignant", expliquant que ces exigences visaient à assurer un service de qualité.

"Nous avons décidé de limiter certaines dispositions à certains modèles seulement, notamment en ce qui concerne les quatre airbags qu'on a imposés pour les véhicules de haut de gamme seulement. Selon lui, la concession exclusive à partir de la maison mère a été incluse dans le nouveau cahier des charges pour éviter que des concessionnaires revendeurs dans leur pays alimentent des revendeurs en Algérie.

De plus, a-t-il dit, cette disposition permettra d'empêcher les concessionnaires nationaux de s'approvisionner sur des stocks "morts" des différents marchés du monde, "sans aucune garantie".

Le ministre de l'Industrie a inspecté durant sa visite dans cette wilaya l'usine de production de levure à Bouchegouf, l'entreprise des cycles et motos (Cycma) et la zone industrielle Dhraa Lahrech dans la commune de Belkheir et a suivi au siège de la wilaya un exposé sur le foncier industriel et les zones d'activités.

NUMÉRISATION

79 actions achevées en 2020 (bilan)

Sur 83 actions de numérisation inscrites et validées par 23 départements ministériels pour l'année précédente, 79 actions ont été complètement achevées et 4 sont en cours de finalisation, avec un taux d'avancement de 90%, a indiqué le ministre de la Numérisation et des Statistiques dans son bilan pour l'année 2020.

Un document qui fait état d'une série d'actions collaboratives, à l'instar du déploiement de l'application de partage de documents au niveau de 20 départements ministériels ou encore la sensibilisation sur l'utilisation des solutions de GED.

D'autres actions sont encore en cours de finalisation telles que le déploiement de l'application de gestion du courrier, a expliqué la même source relevant le caractère "urgent" de ces actions sectorielles. A cet effet, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, a participé à l'intégration des startups dans ces projets, alors que le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique travaille à la finalisation de l'intégration des projets des établissements de formation et de recherche (universités, Ecoles, centres et laboratoires de recherche, ...). Le ministre a œuvré, en outre, à la promotion d'un écosystème du numérique, avec la création d'un espace d'échange et de concertation avec les acteurs nationaux du secteur, en tenant le 28 décembre dernier une ren-



contre sur les voies et moyens pour promouvoir et développer cet écosystème. Il a, de plus, participé aux travaux de plusieurs groupes et commissions à l'échelle nationale et internationale, notamment la représentation de l'Algérie aux travaux de la CNUCED.

Pour ce qui est du volet statistiques, le ministre a relevé dans son bilan l'engagement de trois actions, dans le cadre du renforcement du Système Statistique National (SSN). La première en lien avec le Conseil National de la Statistique (CNS) en amorçant un processus de relance des activités du CNS, avec un projet de décret transmis au Secrétaire général du Gouvernement pour engagement du processus de promulgation.

Une seconde action est

en lien avec l'Office National des Statistiques (ONS), avec le décret portant rattachement de l'ONS au ministère signé le 8 décembre dernier et publié au JO.

La troisième action consiste à la mise en place des cellules statistiques au niveau des wilayas et des communes qui ont reçu un premier canevas statistique la fin décembre afin de produire une première batterie d'indicateurs socio-économiques.

Le ministre va, selon son bilan, lancer son site web, orientant son plan de communication sur les médias électroniques et les réseaux sociaux en alimentant quotidiennement sa page Facebook par des informations sur l'activité du secteur.

A travers ce programme, le ministre vise à "réussir

la transformation numérique, le développement de l'information statistique et le renforcement du système national statistique conformément au programme du Gouvernement qui ambitionne l'amélioration des services de l'Etat et l'efficacité dans le développement de l'économie nationale".

La feuille de route élaborée par le ministère pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de numérisation a été présentée et approuvée lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 23 août 2020. Elle prévoit la réalisation, l'analyse et l'exploitation de l'état des lieux actualisés en matière de numérisation avec la mise en place d'un cadre organisationnel et fonctionnel adapté tout en renforçant et en actualisant le cadre législatif et réglementaire.

Le ministère projette, en outre, la mise place de mécanismes de financement adaptés, la participation à l'accélération de la mise en exploitation d'une infrastructure technologique adaptée et la promotion de l'émergence d'un écosystème d'acteurs de la numérisation.

CONSEIL DE LA NATION
Participation à la réunion de l'APM

Le membre du Conseil de la nation, Lyes Achour, a pris part, lundi, à une visioconférence organisée par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) en collaboration avec le bureau des Nations unies de lutte contre le terrorisme, au cours de laquelle il a affirmé que la lutte antiterroriste "exige la coopération, la coordination et l'actualisation des procédures pénales, coercitives et préventives".

Cette réunion "a constitué une occasion pour passer en revue l'expérience pionnière de l'Algérie et son approche globale pour la lutte contre le terrorisme et le tarissement de ses sources", précise un communiqué du Conseil de la nation.

M. Achour a affirmé, à ce propos, que la lutte contre l'extrémisme est un long processus nécessitant la collaboration, la coordination et l'actualisation des procédures pénales, coercitives et préventives, soulignant les efforts de l'Etat algérien avec l'accompagnement du Parlement avec ses deux chambres. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du partenariat liant le bureau onusien de lutte contre le terrorisme à la Commission parlementaire ad hoc sur la lutte contre le terrorisme relevant de l'APM.

Les deux parties s'emploient, à travers ce partenariat, "à renforcer le rôle des parlementaires dans la lutte contre le terrorisme et leur contribution à rehausser les capacités des Etats en termes de poursuite, de réintégration et de réhabilitation des personnes qui pourraient avoir des liens présumés avec des groupes terroristes, et évaluer l'efficacité des lois ayant trait à la déradicalisation".

ENERGIES RENOUVELABLES

Alliance entre cinq opérateurs pour développer des projets en commun

Cinq opérateurs du secteur des énergies renouvelables ont signé un protocole d'accord pour développer en commun des projets solaires en Algérie, a indiqué un communiqué du Club Energia, un think tank spécialisé dans ce domaine. Il s'agit des sociétés Zergoun Group, SPS, Miltech, Ozgun et Nerta Solar Algérie (une joint-venture algéro-espagnole), qui ont acté cette alliance à travers ce protocole d'accord, signé dimanche à Alger, précise la même source. Ces cinq opérateurs représentent, selon le communiqué,

l'ensemble de la chaîne de valeur d'un projet photovoltaïque, de l'engineering, à la fourniture du matériel nécessaire (panneaux, structures porteuses...) disponible localement et à l'international, en passant par le génie civil et la construction, précise le communiqué, soulignant que ces sociétés, aux métiers complémentaires, "disposent de l'ensemble de l'expertise nécessaire à la construction d'une centrale solaire". Ce protocole d'accord "concrétise une démarche commune visant à mettre en avant le potentiel industriel et

d'ingénierie dont dispose déjà notre pays d'un côté et pour répondre aux orientations clairement affichées par les pouvoirs publics en termes de transition et de sécurité énergétique", souligne la même source. "Cette initiative, mûrement réfléchie, permet de créer une synergie entre les acteurs locaux pour prendre en charge les futurs projets du gouvernement en matière de développement des capacités nationales", a déclaré le PDG de la société Nerta Solar Algérie, Abdelkrim Dziri, cité dans le commu-

niqué. De son côté, le PDG de la société Zergoun qui fabrique des panneaux solaires, Rahmoun Zergoun, a "mis en avant l'idée d'une filière industrielle à même de créer des milliers d'emplois pour les jeunes et d'économiser de surcroît notre consommation locale en ressources gazières".

Le Club Energia est un think tank ouvert aux opérateurs économiques, aux spécialistes et aux universitaires désireux de s'impliquer dans la dynamique engagée par les autorités publiques et répondant aux exigences du ter-

rain à court et moyen terme. "Les membres du club solliciteront les organisations patronales afin d'unir leurs voix pour la concrétisation de cette démarche qui a déjà permis le lancement de projets en direction des pays d'Afrique comme le Cameroun", est-il indiqué dans le communiqué ajoutant qu'ils "vont se doter d'un nouveau Board, une nouvelle organisation et programmation déjà une prochaine rencontre, le 25 février en cours, avec la participation de personnalités du monde économique et de décideurs politiques.

FONCIER AGRICOLE

Nouvelles dispositions relatives au fonctionnement de l'office national des terres agricoles

Certaines dispositions relatives au fonctionnement, notamment en matière de missions et de financement, de l'Office national des terres agricoles, ont été modifiées et complétées par un nouveau décret exécutif publié au dernier journal officiel (N10).

Il s'agit du décret exécutif n° 21-59 du 4 février 2021 modifiant et complétant le décret de 1996 portant création de l'office national des terres agricoles. Les dispositions concernées par la modification sont celles des articles 5, 11, 12, 13, 20, 21 et 22 du décret de 1996. Suite au nouveau décret, il est stipulé que l'Office, en tant qu'instrument de l'Etat et agissant pour son compte, a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale foncière agricole. A ce titre, il est chargé de l'ensemble des missions en liaison avec son objet telles que définies par les dispositions de la loi 90-25 du 18 novembre 1990 et de la loi 10-03 du 15 août 2010, à l'exception de celles dévolues à l'office de développement de l'agriculture industrielle en terres saha-

riennes, conformément aux dispositions du décret de septembre 2020. L'office est chargé, en outre, d'instruire, en relation avec les services des domaines et par délégation, les demandes de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et de mettre en œuvre la procédure prévue à cet effet, d'assurer le suivi des conditions d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat concédées et de mettre en place des instruments d'évaluation de leur utilisation durable et optimale par les concessionnaires.

Cet organe est aussi tenu de veiller à ce qu'aucune transaction portant sur les terres agricoles ne conduise à un changement de sa vocation agricole, d'engager toutes études et recherches en relation avec son domaine d'activité, d'organiser, à la demande des investisseurs, des actions de formation et des programmes de perfectionnement au profit de leurs personnels, en collaboration avec les établissements de formation et de re-

cherche concernés et d'organiser des rencontres, journées d'études, séminaires et autres manifestations liés à son domaine d'activité. Pour la réalisation de ces objectifs, l'office dispose de services centraux et de structures au niveau des wilayas.

Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toute mesure se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

Les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires trente (30) jours après leur transmission à l'autorité de tutelle, sauf opposition expresse du ministre de l'Agriculture.

Présidé par le ministre de l'agriculture ou son représentant, le Conseil comprend des représentants des ministères de l'Intérieur, la justice, les finances, l'énergie, la transition énergétique, l'urbanisme, le commerce, les ressources en eau, l'environnement et la micro-entreprise. Il comprend aussi un représentant de la direction de

l'organisation et de la planification foncières et de la mise en valeur, deux représentants de la chambre nationale d'agriculture et deux autres représentants d'organisations syndicales les plus représentatives. Le budget de l'office comporte en recettes, la quote-part des redevances prévues par la loi de finances, les subventions de l'Etat liées aux sujétions de service public, le revenu des biens de l'office, le produit des placements des fonds de l'office et les emprunts contractés par l'office, conformément à la réglementation en vigueur.

Ces recettes englobent aussi les dons et legs, les plus-values réalisées, les produits de prestations effectuées, liées à son objet et toutes autres recettes liées à son activité, après avis du conseil d'administration, tandis qu'en matière de dépenses, aucun changement n'a été apporté aux dispositions du précédent décret.

TAMANRASSET

Une tranche supplémentaire de 500 LPA et 200 LPL

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a annoncé, mardi à Tamanrasset, une tranche supplémentaire de 500 logements de types promotionnel aidé (LPA) et 200 autres de type public locatif (LPL), en faveur de cette wilaya.

S'exprimant au terme d'une visite de travail de deux jours dans cette collectivité de l'extrême Sud du pays, le ministre a estimé que ces logements, en plus de 1.000 unités du programme d'habitat rural très prisé localement, contribueront largement à la prise en charge des attentes des citoyens de la région. M. Nasri a fait savoir également qu'un financement de 700 millions DA est consacré à la prise en charge des travaux d'aménagement (VRD primaires et secondaires), ainsi que 300 millions DA pour les travaux d'aménagement (réseaux d'eau potable, assainissement, électricité, routes) dans les zones d'ombre, et 50 millions DA pour les aménagements au niveau des groupements d'habitat rural.

Ces opérations devront toutes être lancées dans le courant du premier trimestre de 2021, et il sera procédé au suivi de leur exécution en associant les entreprises ayant montré une réelle volonté de s'impliquer à la réalisation de ces projets, a ajouté le ministre.

Et de signaler que la wilaya de Tamanrasset continuera à bénéficier du soutien à travers les différentes formules d'habitat, auxquelles s'ajouteront plus de 12.000



lots de terrains à bâtir, qui seront viabilisés avant leur attribution aux bénéficiaires.

Ces programmes d'habitat seront accompagnés de la réalisation d'édifices publics ainsi que d'espaces verts, a-t-il ajouté. M. Nasri a mis l'accent, à ce titre, sur la nécessité d'associer les entreprises de jeunes à la concrétisation des projets, en leur confiant directement ou en sous-traitance. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a révélé qu'il sera procédé, dans le cadre du programme quinquennal 2020-2024,

à la réalisation d'un million de logements de différentes formules, dont 65% destinés à l'habitat rural et à l'auto-construction, des formules adoptées pour les régions montagneuses, des Hauts-Plateaux et du Sud. M. Kamel Nasri a clôturé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya par l'inspection d'un projet de 90 logements de fonction destinés au secteur de l'Éducation nationale, au chef lieu de wilaya, où il a insisté sur le respect des normes précisées dans le cahier des charges lors de la réalisation des programmes d'habitat.

BECHAR

Plus de 5 milliards DA d'aides aux bénéficiaires de lotissements sociaux

Plus de 5 milliards DA d'aides financières à l'habitat rural est prévu au profit de 5.494 bénéficiaires de lotissements sociaux implantés à Jniane Diffallah, sur un global de 11.920 bénéficiaires de ces lotissements au nord-ouest de la commune de Bechar, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya. C'est suite à l'accord du ministère de l'Habitat et à l'importance accordée par la wilaya en matière de prise en charge des préoccupations des citoyens bénéficiaires de ces lots sociaux, qu'il sera procédé à la distribution dans une première phase de 1.000 aides financières du genre aux bénéficiaires de ces lotissements sociaux, a affirmé le wali Bechar.

L'autre partie de ces aides financières aux bénéficiaires des lotissements sociaux sera attribuée au cours du premier semestre de 2021, qui est "une année d'excellence pour le logement dans la wilaya de Bechar qui n'a pas enregistré d'autant d'aides financières pour l'habitat depuis plus de 20 années", a précisé M. Mohamed Belkateb, lors d'un récent point de presse.

Durant cette même année, sera attribué aussi un quota de 1.269 logements publics locatifs (LPL) aux demandeurs retenus par les commissions des 12 dairas de la wilaya, chargées de l'attribution des logements sociaux, dans le souci de l'absorption de la demande en logements dans la région et d'amélioration des conditions de vie des habitants de la wilaya", a-t-il souligné.

Outre cette opération, il est prévu aussi le lancement d'un programme de réalisation de 1.269 unités relevant du programme LPL à travers la wilaya, au titre de l'augmentation de l'offre en matière de logements sociaux, a-t-il annoncé.

En 2020, un programme de 1.812 unités de logements, tous programmes confondus, ont été réceptionnés, dont 1.788 du programme LPL et 24 autres de celui du logement promotionnel public (LPP) qui n'a pas connu un vif succès auprès des citoyens dans la région, sachant que la plupart des demandeurs de logements préfèrent le programme de l'habitat rural offrant plus de commodité et répondant aux exigences sociales et culturelles des habitants de la wilaya, a expliqué le chef de l'exécutif de wilaya. Les programmes de logements destinés aux catégories vulnérables demeurent parmi "les priorités de l'État" et les projets de logement, toutes formules confondues, "se poursuivront conformément aux programmes tracés par l'État", a-t-il ajouté. Par le passé, la wilaya de Bechar a bénéficié, au titre des différents programmes de logement, de 60.533 unités, dont 7.709 unités de LPL, 1.500 unités AADL, 3.206 logements promotionnels (ancienne et nouvelle variantes), 100 autres du programme promotionnel public, 400 unités du promotionnel libre, en plus de 1.000 aides financières pour la réhabilitation de l'habitat précaire et 46.618 aides financières à l'habitat rural, selon la direction locale du logement. La wilaya de Bechar compte, avec l'accord du ministère de l'habitat, créer à l'avenir des segments de 100,150 et 250 unités de type habitat rural pour la satisfaction de la demande et des besoins des habitants en ce genre de logements et réaliser dans des délais courts l'ensemble des travaux de viabilisation et de réseaux divers (eau potable, assainissement, gaz, électricité et téléphone), a fait savoir le wali de Bechar.

OUARGLA

30.000 têtes de cheptel ciblées par une campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants

Une campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR) cible quelque 30.000 têtes du cheptel ovin et caprin n'ayant pas été touché par la précédente campagne de rattrapage dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mardi à la direction des services agricoles (DSA). Un lot de 130.000 doses de vaccin a été mobilisé pour les besoins de la campagne préventive de vaccination contre la PPR qui se poursuit

actuellement, dans le but de protéger le cheptel des épizooties, a indiqué le responsable de l'inspection vétérinaire, Bouti Khemra. Treize (13) vétérinaires du secteur privé agréés ont été mobilisés aux côtés de ceux de l'inspection vétérinaire pour les besoins de l'opération à laquelle sont associés les éleveurs et les services de la Chambre de l'Agriculture, a-t-il ajouté. La campagne de vaccination "gratuite" vise à renforcer

l'immunité du cheptel contre la PPR, préserver les ressources de plusieurs familles vivant de l'activité d'élevage, notamment en milieu rural, et éviter l'apparition de foyers épizootiques, sachant que la wilaya d'Ouargla est une zone de transit, selon le même responsable. La situation sanitaire du cheptel dans la wilaya est "saine", a assuré M. Khemra en précisant qu'aucun cas de maladies animales dangereuses n'est

CONSTANTINE

Distribution de 1.803 logements publics locatifs

Un quota de 1.803 logements publics locatifs (LPL) a été distribué mardi à Constantine à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid coïncidant avec le centenaire de la naissance du martyr symbole, Zighoud Youcef (1921-1956).

La cérémonie de distribution de ce lot de logements a été organisée à la maison de la culture Malek Haddad en présence des autorités locales et des bénéficiaires qui ont salué à cette occasion, les efforts déployés par l'État pour prendre en charge les préoccupations des citoyens en matière d'habitat.

Il s'agit, selon les précisions fournies sur place, de 1.213 LPL distribués au profit des demandeurs de logement de la commune de Constantine et 590 unités similaires remises aux demandeurs de logement de la commune d'Ain Smara. Le chef de l'exécutif local, Ahmed Abdelhafid Saci, a indiqué en marge de la cérémonie de distribution de ces logements que l'administration locale s'attèle à "assumer ses engagements, en procédant de manière cyclique et selon un planning établi, à la distribution de logements au profit des demandeurs, issus de toutes les régions de la wilaya".

À ce titre le même responsable a annoncé la distribution "prochainement" de 400 LPL constituant le dernier quota du pro-

gramme de 1.100 logements à caractère social, réalisés au profit de la commune d'Ain Smara. Aussi, les bénéficiaires de ce type de logement de la commune d'El Khroub, pourront prendre "prochainement" possession des clés de leurs logements, a fait savoir M. Ahmed Abdelhafid Saci, affirmant qu'il ne reste que la phase de validation de la liste des bénéficiaires pour que ces logements soient attribués. Appelant les citoyens à faire confiance à l'administration, le même responsable a affirmé que des instructions fermes ont été données pour accélérer les procédures de l'étude des demandes de logements et les travaux de réalisation pour permettre une prise en charge "rapide" des préoccupations exprimées en la matière.

Le chef de l'exécutif local a indiqué que l'étude des dossiers des cas restant des détenteurs de pré-affectations délivrées en 2012 et 2013 aux occupants d'habitations précaires de la vieille ville de Constantine était en cours pour permettre l'affichage de la liste des bénéficiaires "dans les prochains mois".

De sa part le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI, Assadi Fodil a souligné que les chantiers de réalisations de 2.547 logements à caractère social ont été bouclés dans la wilaya de Constantine.

Plus de 234.000 documents fonciers numérisés depuis l'année 2019

Plus de 234.000 documents et archives fonciers ont été numérisés et indexés dans la base de données de la conservation foncière de la wilaya de Constantine depuis l'année 2019 à ce jour, a déclaré lundi le directeur de la conservation foncière.

S'exprimant en marge d'une visite effectuée par le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafid Saci, à cette direction, le conservateur foncier, Mohamed Bouanika, a indiqué que l'opération de numérisation et d'indexation des documents et archives fonciers, lancée en 2019 dans le cadre de la modernisation de ce secteur, est parvenue à son terme après avoir numérisé plus de 234.000 documents fonciers.

La numérisation de tous les documents fonciers de la wilaya de Constantine, datant de l'année 1961 à ce jour, est passée par trois étapes, à savoir le scan des actes fonciers, l'insertion des données des propriétaires et l'indexation dans la base de données en établissant le lien proportionnel entre le propriétaire et son bien, a fait savoir le même responsable.

Les différents types de docu-

ments fonciers numérisés, entre autres les actes fonciers, les registres de dépôts, les fiches personnelles et alphabétiques, ainsi que les fiches parcelles et de copropriété, seront mis à la disposition des citoyens en un court laps de temps contrairement aux années précédentes, où l'opération d'attribution de ces papiers administratifs s'effectuait dans plusieurs jours, a assuré M. Bouanika.

De son côté, le wali de Constantine, qui s'est enquis de l'état d'avancement de l'opération de numérisation des actes fonciers de la wilaya, a estimé que cette démarche vise à sécuriser ce genre de papier administratif et moderniser la qualité des prestations publiques en vue d'une meilleure exploitation de ces documents par les citoyens. Les autorités locales ont doté la conservation locale foncière par un grand nombre de personnels administratifs en vue d'accélérer le processus de numérisation des documents et archives fonciers, a fait savoir le chef de l'exécutif local, notant que 140 éléments ont été mobilisés pour réussir l'opération de modernisation de ce secteur.

enregistré, hormis les cas de maladies ordinaires affectant le bétail. En parallèle, une campagne de sensibilisation est initiée en direction des éleveurs sur l'obligation de vaccination du bétail contre la PPR et ainsi de préservation du cheptel. Lancées en 2019, les campagnes de vaccination contre la PPR ont touché à ce jour 305.261 têtes de bétail à travers la wilaya, selon l'inspection vétérinaire de la DSA d'Ouargla.

AGRONOMIE SAHARIENNE

Les cultures stratégiques, une option alternative aux hydrocarbures (rencontre)

L'orientation vers les cultures stratégiques dans le Sud du pays, en tant que ressources alternatives aux hydrocarbures, dans le cadre de la stratégie prospective de l'Etat portant développement de la production agricole, a été vivement recommandée par le secrétaire général (SG) de la Chambre de l'Agriculture d'El-Oued. Invité à un forum culturel hebdomadaire, à l'initiative de l'association culturelle soufie, axé cette semaine sur le thème de "Cultures stratégiques non-conventionnelles dans le Sahara", Ahmed Achour a estimé que "l'orientation vers le développement des cultures stratégiques dans le Sud du pays est l'unique option susceptible d'assurer une richesse alternative aux hydrocarbures et qu'il appartient d'impulser cette approche".

Pour cet agronome saharien, les études et expériences de terrain menées au niveau d'exploitations et périmètres agricoles dans le Sud, notamment dans la wilaya d'El-Oued, se sont avérées "viables" et "réussies", notamment celles liées au développement de certains genres de cultures tels la canne à sucre, la betterave sucrière, le colza et la triticales, grâce à la réunion de conditions favorables au développement de ces filières, dont les facteurs hydro-édaphiques et climatiques des régions sahariennes.

M. Ahmed Achour a déclaré, à ce titre, que les résultats des recherches ont prouvé que ces filières culturales sont à même de contribuer à l'impulsion de la dynamique économique, la diversification des ressources et la réduction de la facture d'importation des produits de large consommation, dont le sucre et l'huile. Pour étayer ses propos, l'intervenant a cité, à titre d'illustration, la culture d'une surface de 80.000 ha en betterave sucrière est susceptible de contribuer à atteindre l'autosuffisance en matière de sucre.

Cette perspective de développement de l'investissement agricole aura aussi un impact positif sur le développement social, dont la génération d'emplois au niveau des entités agricoles et industrielles, selon le même responsable.

Le programme de vulgarisation et d'orientation arrêté par les services agricoles d'El-Oued porte sur la valorisation de l'investissement dans les cultures stratégiques, s'appuyant sur les expériences réussies dans les régions du Sud. Les cultures stratégiques (canne à sucre, betterave sucrière, colza et triticales) ont gagné, cette année, en superficies à travers les différentes zones agricoles de la wilaya d'El-Oued, selon la Chambre locale de l'Agriculture.

TRANSPORT FERROVIAIRE

SNTF : mesures pour pallier aux insuffisances de la gestion des ressources humaines

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé sa décision d'installer une commission de pilotage chargée de la mise en place de nouveaux "pro-logiciels GRH et paye", afin de pallier aux insuffisances en matière de gestion des Ressources humaines (GRH).

"La SNTF informe l'ensemble des cadres et travailleurs de l'entreprise que, suite aux résultats des missions d'audit en cours au niveau des différentes structures de l'entreprise, notamment au niveau des structures opérationnelles chargées de la gestion des ressources humaines, il a été relevé des insuffisances en matière de gestion des ressources humaines et traitement des salaires", a précisé l'Entreprise dans un communiqué publié sur sa page facebook.

Face à cette situation, "la Direction Générale a décidé d'installer une commission de pilotage chargée de la mise en place de nouveaux pro-logiciels GRH et paye, afin de pallier à ces insuffisances", explique la même source. Cette commission est chargée de définir les besoins en matière de gestion RH pour l'élaboration des cahiers des charges, de mettre à disposition de l'opérateur choisi, le support réglementaire et les référentiels de la gestion RH, ainsi que le suivi et la validation des étapes de réalisation du projet. "L'objectif final étant d'aboutir à une gestion souple et efficace de la partie ressources humaines, particulièrement, le suivi des recrutements, de la formation et du déroulement des carrières, en plus d'une gestion plus efficace des volets rémunération des personnels de l'entreprise", conclut le communiqué.

INDUSTRIE

La relance de l'usine de production de levure de Guelma "couvrira 30 % du marché national" (ministre)

Le ministre de l'Industrie, Farhat Aït Ali Braham, a affirmé lundi à Guelma que la relance des activités de l'usine de production de levure alimentaire de Bouchegouf fermée depuis 2002 "assurera la couverture de 30 % des besoins du marché national en ce produit".

La capacité de production de cette unité avant sa fermeture était de près de 56.000 tonnes par an représentant le tiers des besoins nationaux estimés à 150.000 tonnes par an, a précisé le ministre dans une conférence de presse animée en marge de sa visite de travail dans cette wilaya.

Le ministre a souligné que l'Algérie assurerait son autosuffisance en levure grâce au tissu industriel composé des usines de Bouchegouf et d'Oued Smar (Alger) tandis qu'actuellement, le pays recourt totalement à l'importation pour couvrir ses besoins en ce produit pour une facture annuelle de 100 millions dollars.

Au cours de son inspection durant la nuit de dimanche à lundi de l'usine de Bouchegouf à 35 km à l'Est de Guelma, le ministre a relevé que les équipements et installations de l'usine sont en bon état et peuvent de nouveau être opérationnels.

Il a, dans ce sens, assuré



qu'avec ces équipements, ce foncier et ces atouts, "la relance de cette usine représente un impératif national".

Sans annoncer un délai pour cette relance, le ministre a déclaré que cela restera tributaire de l'avis des experts soulignant que l'usine produisait par le passé la levure destinée aux boulangeries "rapidement périssable" d'où, a-t-il ajouté, la nécessité de procé-

der à certains aménagements sur les équipements pour pouvoir produire une levure de qualité capable de concurrencer la levure sèche d'importation.

Lors de son inspection au chef-lieu de wilaya de l'Entreprise des cycles et motocycles (Cycma) qui emploie 80 travailleurs contre 1.600 par le passé et est confrontée à des difficultés

financières depuis deux décennies, le ministre a fait savoir "qu'il sera procédé prochainement à l'étude d'un plan pour sortir cette entité économique publique de son état actuel".

Relevant que motos et motocycles produits actuellement par cette entreprise "ne répondent plus aux besoins du marché", il a estimé possible d'envisager l'orientation du complexe vers une industrie mécanique qui fournit des produits commercialisables.

Le ministre a suivi au début de sa visite un exposé sur le secteur de l'industrie avant de se diriger vers la zone industrielle Dhraa Lah rech, créée en 1990 mais est restée confrontée à de multiples problèmes, puis vers le chantier de réalisation d'une structure de stockage de céréales dans la commune de Belkheir qui se trouve à l'arrêt depuis plusieurs années pour cause de problèmes techniques et administratives.

FINANCES

ABC Bank-Algérie lance un guichet pour les produits de la finance islamique

La banque ABC (Arab banking corporation) a ouvert, lundi, le premier guichet de commercialisation des produits de la finance islamique sous l'appellation commerciale "Al-Buraq", près du siège de la banque à Bir Mourad Raïs (Alger).

Lors de la cérémonie d'ouverture, le président directeur général d'ABC Bank, Nadir Idir a indiqué que la banque ne se limitera pas à cette filiale, dévoilant un programme de généralisation des guichets de la finance islamique, à travers les agences de cette banque privée implantée en Algérie depuis 1998.

"Les guichets consacrés à la finance islamique seront ouverts l'année en cours à Sétif et Hassi Messaoud, avant leur généralisation à travers tous les réseaux de la banque", a-t-il indiqué.

Il a ajouté que la Banque a pénétré le marché financier avec la présentation de 14 produits adaptés aux besoins des différentes catégories parmi les particuliers, les professionnels et les entreprises, se félicitant de l'ouverture de ce guichet de la finance islamique "Al Buraq" qui se caractérise par un cadre organisationnel innové garantissant l'autonomie de cette activité qui se distingue de l'activité classique de la banque "ABC".

"La filiale de la finance islamique est complètement autonome de l'activité traditionnelle de la banque, en termes de système informatique, de comptabilité et de liquidité", a-t-il fait savoir.

Les produits commerciaux exposés "ont été choisis avec précision, dans le respect des préceptes et principes de la religion",

et ce par souci de satisfaire les besoins des clients, aussi bien les établissements, les professionnels que les particuliers", a-t-il souligné.

L'ouverture de ce premier guichet de finance islamique intervient après l'obtention par l'ABC bank de l'autorisation de la Banque d'Algérie pour la commercialisation de ce type de produits, dans le cadre autorisé par la loi, a soutenu le même responsable, ajoutant qu'une affluence croissante vers cette finance est enregistrée au niveau mondial durant les dernières années. Le directeur de la Finance islamique à l'ABC bank, Samir Rezak a souligné que l'établissement "entend commercialiser les produits islamiques, à travers tout le territoire national pour répondre aux besoins des particuliers, et des entreprises intéressées par ces services". Il a affirmé que la banque dispose d'une instance de contrôle du respect de la charia qui veille à ce que les produits proposés soient conformes aux dispositions de la charia islamique, une instance composée de spécialistes en sciences islamiques, économiques, juridiques et bancaires, et son rôle est d'orienter, contrôler et superviser les opérations de la finance islamique". Il a également rappelé que la banque avait obtenu le certificat de conformité à la charia pour le guichet "Al Buraq", ainsi que les produits de la finance islamique par l'Instance nationale de la fatwa pour l'industrie financière islamique. Répondant à une question sur les secteurs qui recevront un financement de la succursale, il a répondu que la banque,

qui obtient des crédits pour 14 produits pour les particuliers, les institutions et les professionnels, est "prête à financer tous les secteurs qui produisent et fournissent des services".

Et d'ajouter: "Les opérateurs économiques peuvent bénéficier d'une gamme de produits proposés, que ce soit pour financer les cycles d'exploitation et de production ou pour financer les cycles d'investissement et l'acquisition des besoins liés à la production", soulignant l'intention de la banque de contribuer à la redynamisation de l'économie du pays.

En ce qui concerne le financement pour particuliers, il a affirmé que l'un des financements les plus importants que la banque puisse fournir est le financement pour l'acquisition de logements et de véhicules, en plus que l'achat d'articles ménagers.

Le responsable a salué la concurrence que commence à connaître le marché de la finance bancaire islamique en Algérie, soulignant que c'est dans l'intérêt des citoyens et des opérateurs économiques.

Quant au président de l'Instance nationale de la fatwa pour l'industrie financière islamique, Abderahmane Sennoussi, il a déclaré que sa commission tenait à assurer l'élément qualité des produits islamiques, afin qu'ils soient conformes aux normes internationales de la charia représentées par les institutions de référence de la finance islamique.

Il est à noter que la Banque ABC est située à Bahrein et possède des succursales dans 17 pays.

START-UP

Yacine Oualid prend part à la réunion annuelle du "World Business Angels Investissement Forum"

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine Oualid a participé dimanche par visioconférence aux travaux de la réunion annuelle de l'Organisation du monde des affaires et de l'investissement "World Business Angels Investissement Forum", en sa qualité de membre de l'Organisation, indique un communiqué du ministère. L'intervention du ministre délégué a porté sur "l'importance accordée par l'Algérie au soutien des startups et au passage vers un modèle écono-

mique sous-tendu par la connaissance", précise la même source. Ont pris part à cette rencontre, l'ancienne présidente de la République de Croatie Kolinda Grabar-Kitarovic et le ministre Pakistanais de la Communication, ainsi que le représentant de l'Organisation en Algérie, Sid Ali Zerrouki. Ce Forum figure parmi les plus importantes organisations de soutien de l'investissement aux startups dans le monde, conclut le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent se maintient à plus de 63 dollars le baril

Les cours du pétrole évoluaient en ordre dispersé mardi, après avoir atteint de nouveaux records la veille, le marché surveillant l'avancée des campagnes de vaccination contre le Covid-19 et le froid glacial qui frappe les Etats-Unis.

Vers 10H45 GMT (11H45 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril perdait 0,21% à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 63,17 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de mars gagnait dans le même temps de 0,61% à 59,83 dollars.

La veille, les deux contrats de référence ont touché des prix plus vus depuis janvier 2020, le WTI franchissant pour la première fois depuis plus d'un



an la barre symbolique de 60 dollars, une semaine après le Brent. Des analystes estiment que l'amélioration de la situation sur le front du Covid-19 soutient les prix à un niveau d'avant la pandémie, affirment des analystes.

"Les investisseurs savent que nous nous rapprochons du jour où les mesures de confinement prendront fin et où les mesures restrictives contre le Covid-19 seront assouplies", ont-ils continué.

COMMERCE

La nigériane Ngozi Okonjo-Iweala nommée à la tête de l'OMC

La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala a été nommée lundi à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans l'espoir de mettre fin à des années de blocage de l'institution, devenant ainsi la première femme et la première africaine à occuper ce poste.

"Les membres de l'OMC viennent d'accepter de nommer la Dr Ngozi Okonjo-Iweala comme prochain directeur général de l'OMC.

La décision a été prise par consensus lors d'une réunion spéciale du Conseil

général de l'organisation aujourd'hui", a annoncé l'OMC. "La Dr Okonjo-Iweala deviendra la première femme et la première africaine à la tête de l'OMC. Elle prendra ses fonctions le 1er mars et son mandat, renouvelable, expirera le 31 août 2025", a souligné le gendarme du commerce mondial dans un bref message.

Sa nomination à la tête de l'OMC était attendue, après le retrait de la course le 5 février de sa seule autre rivale, la ministre sud-coréenne du Commerce Yoo Myung-hee. Cette dernière avait pris sa décision,

après avoir consulté les Etats-Unis, qui sous Donald Trump étaient son principal soutien. Après plusieurs mois de paralysie, l'administration Biden a préféré lever le principal obstacle à la nomination de Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'OMC, en apportant "son soutien appuyé" à la candidature de la Nigériane.

Le processus de désignation d'un successeur au Brésilien Roberto Azevedo, parti un an avant la fin de son mandat pour raisons familiales, était dans l'impasse depuis l'automne.

ARABIE-SAOUDITE

GASCO projette la création d'une filiale pour développer ses activités GPL

La Société nationale du gaz et d'industrialisation d'Arabie saoudite (GASCO) créera une filiale à part entière pour développer ses activités GPL, a-t-elle annoncé dans un communiqué. "La nouvelle entité, qui sera basée à Riyad se spécialisera dans l'établissement et la construction de réseaux

et de réservoirs de GPL", a indiqué la société gazière.

Elle développera également des produits et des solutions GPL et fournira des services de conseil technique et d'ingénierie connexes. La création de cette nouvelle filiale qui n'a pas encore obtenu les approbations et les

permis nécessaires, précise la même source. "GASCO annonce l'approbation du conseil d'administration d'incorporer, après avoir obtenu les approbations et licences requises des autorités compétentes, une filiale LLC détenue (à 100%), avec son siège social à Riyad", indique le communi-

qué. Selon GASCO, cette décision s'inscrit dans sa stratégie de mise à niveau des services et des solutions fournis aux clients GPL à travers le royaume. Le bénéfice net de la société pour le troisième trimestre de 2020 a affiché une baisse de 7,4% par rapport au même trimestre en 2019.

ANGOLA

Plus de 5 milliards de dollars générés par les exportations de pétrole en 2020

L'Angola a exporté l'année dernière 472 millions de barils de pétrole qui ont rapporté à l'Etat des revenus annuels de 5,7 milliards de dollars, a indiqué lundi le ministère des Finances.

"L'Angola a exporté en décembre dernier 36,3 millions de barils au prix moyen de 42 dollars et a consolidé des revenus annuels de 3,750 milliards de kwanzas (5,7 milliards de dollars)", a indiqué le ministre dans un communiqué. Le président du conseil d'administration de l'Agence nationale du pétrole et du gaz (ANPG), Jerónimo Paulino, avait auparavant souligné que la production de pétrole en Angola a diminué d'environ 15% par an, soit environ 140.000 barils par jour.

La baisse de la production est due au manque d'investissements dans la recherche, l'exploration, le raffinage et le stockage au cours des dernières années, a souligné M. Paulino.

A l'heure actuelle, la production annuelle du pays est estimée à 1,22 millions de barils par jour, mais pour atteindre ce chiffre, le secteur a dû recourir ces dernières années à l'exploitation de champs marginaux, qui ne sont pas économiquement attractifs pour développer et produire.

Le ministre angolais des Ressources minières, du Pétrole et du Gaz, Diamantino Azevedo, avait affirmé que son pays poursuivra ses efforts pour sti-

muler la rentabilité du marché pétrolier, en tenant compte de la situation économique et financière actuelle.

Les activités de recherche et d'évaluation de nouvelles exploitations pétrolières et gazières pour les cinq prochaines années en Angola peuvent confirmer l'existence de réserves estimées à 57 milliards de barils de pétrole, selon un décret présidentiel publié au Journal officiel.

Ces activités de recherche peuvent également révéler l'existence de 27 trillions de pieds cubes de gaz, précise la même source, faisant état de l'adoption de la stratégie d'exploitation des hydrocarbures de l'Angola pour la période 2020-2025.

KOWEÏT

L'inflation à 2,1% en 2020

L'inflation au Koweït s'est établie à 2,1% en 2020, soit près du double des 1,1% de l'année précédente, selon les chiffres officiels diffusés mardi par la Banque nationale du Koweït (NBK). La hausse des prix des denrées alimentaires a poussé l'inflation globale au Koweït à atteindre un sommet depuis trois ans, tandis que les coûts du logement sont restés stables, a indiqué la NBK. "La reprise de l'inflation était en grande partie due à la composante alimentaire de l'indice des prix à la consommation", a déclaré la Banque. Les prix des denrées alimentaires au Koweït ont aug-

menté de 4,9% contre 1,1% en 2019. Les augmentations ont été généralisées, la viande, les fruits et les légumes subissant d'importantes pressions sur les prix. Selon NBK, la hausse du coût des aliments peut avoir été causée par les perturbations induites par le COVID-19 dans la chaîne d'approvisionnement, entre autres facteurs.

"Cela pourrait être le résultat d'une combinaison de prix alimentaires internationaux plus élevés, partiellement liés à une baisse du dollar américain, à des problèmes de chaîne d'approvisionnement prolongés et à des aug-

mentations de prix des détaillants locaux qui répercutent des prix d'achat plus élevés", a déclaré NBK. "La demande intérieure a été dynamique pendant une partie de 2020, à la fois en termes de refoulement, après des semaines de blocage au deuxième trimestre de l'année dernière, et soutenue, les restrictions de voyage internationales obligeant plus de personnes à dépenser dans le pays plutôt qu'à l'étranger pour la plupart de l'année", a-t-elle ajouté. Alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté, les coûts du logement sont restés stables au Koweït.

FRANCE

Plus de 200 projets de l'aéronautique et d'automobile seront soutenus

Plus de 205 nouveaux projets vont bénéficier des fonds de soutien à l'investissement dans les filières aéronautique et automobile en France, a indiqué mardi le ministère de l'Economie.

Ces projets "seront soutenus à hauteur de plus de 174 millions d'euros par l'Etat", a précisé la même source dans un communiqué.

Depuis septembre, 492 projets des filières aéronautique et automobile ont été sélectionnés pour bénéficier d'un soutien de l'Etat de plus de 431 millions d'euros au total. Les projets soutenus sont majoritairement (60%) portés par des petites et moyennes entreprises, a souligné le communiqué. Doté de 300 millions d'euros, le Fonds de modernisation, de diversification et de verdissement des procédés de la filière aéronautique doit aider à faire rebondir les entreprises frappées par la crise sanitaire. Il vise notamment à les encourager à développer un avion moins polluant. Côté automobile, le fonds de soutien aux investissements de modernisation de la filière vise à accélérer l'automatisation et la numérisation des procédés industriels. Il est doté de 600 millions d'euros sur trois ans. Pour ces deux filières, un appel à projet avait été ouvert du 1er septembre au 17 novembre 2020. Il a ensuite été prolongé au 1er juin 2021.

TUNISIE

Baisse de 8,8% de la croissance économique en 2020

La croissance économique de la Tunisie a connu une baisse de 8,8% en 2020 par rapport à 2019, a annoncé l'Institut National de la Statistique (INS) dans un communiqué. Cette chute de croissance, qui s'explique, selon l'Institut, par des baisses enregistrées dans les secteurs vitaux, est loin des prévisions du gouvernement tunisien établies dans la loi de Finances complémentaire 2020, soit une contraction de 7,3%. Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) avait prévu une contraction de 7% du taux de croissance de l'économie tunisienne, pendant toute l'année 2020, pour passer à 4% en 2021, et atteindre 3% au cours de l'année 2025.

ITALIE

Hausse de l'excédent commercial en 2020

L'excédent commercial de l'Italie a atteint 63,5 milliards d'euros en 2020, en hausse par rapport aux 56,1 milliards enregistrés l'année précédente, malgré la pandémie de coronavirus qui a freiné les exportations, a indiqué mardi l'Institut national des statistiques (Istat). Les exportations ont chuté de 9,7% en 2020, "en dépit d'une reprise rapide après leur effondrement en mars et avril", les mois de strict confinement qui avaient paralysé l'activité économique, commente Istat. Il s'agit du pire résultat depuis la crise de la dette en 2009. Quant aux importations, elles ont diminué de 12,8% en 2020, selon l'Institut des statistiques. La chute des exportations, dont plus d'un tiers est dû au recul des ventes de biens d'équipement, concerne tous les principaux marchés. Si la baisse des exportations vers la Chine a été très limitée, elle a été importante vers les pays de l'Asean et de l'Opep, la France et le Royaume-Uni, note l'Istat. La chute des exportations a été particulièrement forte pour les machines et équipements (-12,6%), les produits pétroliers raffinés (-42,4%) et les produits en cuir (-20,8%, hors vêtements). A l'inverse, les ventes de produits pharmaceutiques, chimiques, médicaux et botaniques (+3,8%) et de produits alimentaires, boissons et tabac (+1,9%) ont augmenté.

Cependant, la NBK, a noté que la valeur de l'indice des coûts de logement est restée inchangée à 115 depuis juin 2019 et n'a peut-être pas reflété le ralentissement général du marché immobilier. "Il est difficile de tirer des conclusions définitives de cette composante. L'indice n'a pas changé au plus fort de la pandémie, lorsque les loyers étaient sous pression en raison des départs d'expatriés et / ou en raison des demandes des locataires de baisser les loyers dans un contexte de revenus plus faibles", a déclaré NBK.

SAIDA Opération d'aménagement au profit de plus de 180 habitations du village Ouled Bouziane

Des opérations d'aménagement externe au profit de 182 habitations rurales du village de Ouled Bouziane 2 dans la wilaya de Saïda seront lancées prochainement, a-t-on appris lundi du wali Saïd Sayoud.

En marge de sa visite dans ce village distant de 5 km de la ville de Saïda, le wali a indiqué que les habitants du village concerné qui ont eu un soutien de l'Etat pour la construction de leurs habitations rurales bénéficieront prochainement de travaux d'aménagement avec la pose des réseaux d'électricité, de gaz naturel, d'assainissement, ainsi que le revêtement des chaussées.

Dans ce cadre, deux entreprises ont été désignées pour lancer, dans les deux prochaines semaines, l'opération de réalisation de deux réseaux de gaz naturel et d'électricité sous la supervision de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO), a-t-on fait savoir.

Ces projets d'urgence seront concrétisés grâce à l'octroi d'une enveloppe financière estimée à 900 millions DA dont a bénéficié la wilaya dernière destinée au développement des zones d'ombre.

Les autres insuffisances enregistrées au niveau de ce village concernent notamment l'éclairage public et la construction d'un groupe scolaire.

Les services de la wilaya de Saïda ont enregistré la réalisation de plus de 260 projets et opérations de développement à travers les zones d'ombre dans la wilaya l'an dernier dont ceux de réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité utilisant l'énergie solaire, ainsi que des pistes, des salles de soin, des groupes scolaires et l'approvisionnement en gaz propane par citernes, a-t-on rappelé.

Il est attendu le lancement, fin mars prochain, de plusieurs autres actions de réalisation de plus de 360 projets de développement à travers les zones d'ombre de la wilaya.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 4 morts et 15 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 15 autres ont été blessées dans 11 accidents de la circulation survenus dimanche dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué mardi un bilan de la Gendarmerie nationale.

Ces accidents ont été enregistrés dans les wilayas de Batna, Blida, Tlemcen, Tamansasset, Guelma, M'sila, Oran, Illizi, Tipasa et Naama.

Les unités de la Gendarmerie nationale ont procédé, samedi et dimanche derniers, dans deux opérations distinctes, à Bejaïa et Boumerdes, à l'arrestation de 04 individus et à la saisie de 417 comprimés psychotropes de différents types, d'un montant de 74.000 DA, des revenus de ce trafic, outre un moyen de transport.

En matière de lutte contre le trafic et la contrebande, les unités de la Gendarmerie nationale ont procédé, durant la même période, à la saisie de 25.406 unités de boissons alcoolisées, 5 quintaux de tabac à chiquer, 12.800 sacs de ce tabac, 331 kg de viande de volaille et 80 quintaux d'orge.

Ces mêmes unités ont saisi "un détecteur de métaux et sept moyens de transport" et arrêté 14 individus dans 11 wilayas: Chlef, Oum El Bouaghi, Bejaïa, Blida, Alger, Sétif, Ouargla, Bordj, Bou Arredj, Khenchela, Tipasa et Ain Defla", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, les éléments de la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (VT-Tiaret) ont arrêté un individu avec en sa possession trois faux billets de 2.000 DA.

TIZI-OUZOU

Une jeune fille portée disparue, retrouvée morte dans la forêt de Yakouren

Une jeune fille portée disparue début février courant a été retrouvée morte lundi par les services de la sûreté de wilaya dans la forêt de Yakourene à plus d'une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi auprès de sources sécuritaires.

Répondant aux initiales de S.K., la victime âgée de 17 ans, avait quitté le domicile familial à Azazga pour "se rendre chez sa grand-mère".

N'ayant pas eu de nouvelles de leur fille, près d'une semaine de son départ, ses parents ont déposé plainte auprès de la sûreté de daïra d'Azazga, après qu'ils se sont rendus compte qu'elle n'était pas chez sa grand-mère, a-t-on indiqué.

Le corps sans vie de S.K abandonné à la lisière de la



forêt près du village Ait Aissi, dans la commune de Yakourene, a été découvert par un citoyen et récupéré par les services de sécurité.

Il a été déposé à la morgue de l'hôpital d'Azazga pour autopsie, a-t-on ajouté. Les mêmes sources ont signalé la présence de traces de violence sur le corps de la victime laissant supposer qu'elle aurait été tuée. Une enquête est ouverte par les services de la sûreté de wilaya pour élucider les circonstances du drame.

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

La mise à niveau des zones d'ombre, un axe prioritaire de l'Algérie Nouvelle (Merad)

Le chargé de mission à la présidence de la République, Brahim Merad, a affirmé, lundi dans la wilaya de Ghardaïa, que la mise à niveau des zones d'ombre et enclavées constitue un axe prioritaire de la Nouvelle Algérie préconisée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'éradication des zones d'ombre et leur développement à travers l'amélioration des conditions de vie des citoyens, avec une approche participative des habitants de ces zones, font partie des objectifs principaux du développement durable, a souligné M. Merad, lors d'une visite d'évaluation des opérations lancées pour améliorer les conditions de vie des habitants des zones classées d'ombre de la wilaya. Les visites effectuées dans l'ensemble des zones d'ombres à travers le territoire national permet d'évaluer et de diagnostiquer les manques constatés au niveau des différentes régions et d'y remédier de manière efficiente en étroite collaboration les partenaires locaux et ministériels ainsi

que le tissu associatif, a-t-il noté. En visitant les zones d'ombre de Hassi-Ghanem (wilaya déléguée d'El-Menea) et de Mansour a au sud de Ghardaïa, le chargé de mission du dossier zones d'ombre et la délégation qui l'accompagne se sont enquis des projets et réalisations initiés dans le cadre de la mise à niveau des zones d'ombre, et touchant tous les domaines de la vie des citoyens, dont la santé, l'électricité, le gaz, l'eau potable, l'éducation et les routes. "Le président de la République a placé l'élément humain au centre de ses préoccupations, de manière à lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la précarité", a rappelé M. Merad, en mettant l'accent sur le désenclavement de ces zones en s'appuyant sur la création d'activités génératrices de revenus destinés aux jeunes et aux femmes en situations de précarité. Il a noté que pas moins de 70 millions DA ont été consentis pour les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau potable, électricité et assainissement), dans les zones d'ombre

recensées prioritaires dans la wilaya de Ghardaïa. Les services de la wilaya ont établi une cartographie de ces zones d'ombre avec des fiches techniques comprenant les déficits en matière de développement et les projets prioritaires de chaque zone à inscrire en vue d'améliorer les conditions de vie et répondre aux aspirations de ses habitants.

Cinq zones localisées en milieu rural et zones éparses de Hassi-Ghanem (commune d'El-Menea), Rahmania (commune de Guerrara), Zouia et les quartiers de l'ancienne Mansoura, ont été répertoriées à travers les 13 communes de la wilaya de Ghardaïa comme "zones prioritaires" nécessitant une action d'urgence.

Selon le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani, 500 millions DA ont été consentis pour améliorer les conditions de vie des habitants des zones d'ombre recensées dans la wilaya pour 2021. La délégation visitera demain les zones d'ombre au nord de la wilaya, notamment à Guerrara.

TISSEMSILT

Sidi Boutouchent : une "attention particulière" et des projets au profit des zones d'ombre

Plusieurs projets de développement ont été réceptionnés en 2020 au profit des zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent (Tissemsilt) à laquelle les autorités locales accordent une "attention particulière", a affirmé mardi, le premier responsable de la wilaya, Abbes Badaoui.

Au total, 13 projets de développement ont été attribués durant l'année 2020, aux zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent, pour un coût global de 57 millions de dinars, dans le cadre du plan communal de développement (PCD), a indiqué le wali Badaoui à l'APS.

Il a souligné que les projets ont été destinés essentiellement au désenclavement et au raccordement des agglomérations aux réseaux d'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'éclairage public et à la rénovation des écoles primaires. Les habitants des zones d'ombre d'Aïn Reghouil et Chayia ont bénéficié d'une opération d'alimentation en eau potable à partir de réservoirs d'une capacité globale de 158 mètres cubes, en plus de l'ouverture de pistes sur une distance de 1,5 kilomètre en direction du douar Sidi Abdoune, a-t-il dit. 40 habitations de 6 zones d'ombre ont été raccordées au réseau électrique dans le cadre du plan sectoriel, dans le cadre des projets de développement.

D'autre part, le premier responsable de la wilaya a fait

part de la programmation, pour l'année 2021, de 7 opérations de développement au profit de plusieurs zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent, "ce qui permettra de palier au déficit enregistré dans le domaine du développement de ces agglomérations rurales enclavées", a-t-il noté. Le wali a également annoncé que la zone d'ombre "Beni Hayane" de la même collectivité a bénéficié d'une opération de réalisation d'une route permettant de désenclaver les habitants, en plus de l'ouverture de voies en direction de 10 petites agglomérations rurales. Pour palier au déficit d'eau potable, le même responsable a indiqué qu'une opération d'acquisition de citernes de capacité de 20 mètres cubes et leur raccordement à des fontaines publiques destinées aux habitants de plusieurs zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent, relevant que l'école primaire de la zone d'ombre de "Beni Hayane", a bénéficié d'un projet d'extension consistant en la réalisation de classes supplémentaires.

M. Badaoui a souligné que "les zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent ont bénéficié d'une attention particulière de la part des autorités de la wilaya, sachant que cette commune comprend plus de 20 zones d'ombre, en plus de petites agglomérations rurales, réparties dans les zones montagneuses

caractérisées par des reliefs difficiles. La réception de ces nouveaux projets est attendue pour le second trimestre de l'année en cours, a fait remarquer le responsable.

Plus de 200 zones d'ombre recensées à Tissemsilt

Concernant la situation générale des zones d'ombre dans la wilaya, il a fait savoir que plus de 200 zones d'ombre ont été recensées. Elles ont bénéficié de près de 326 opérations et de projets de développement, parmi lesquels 203 ont été jusqu'à présent pris en charge, alors que 120 autres seront achevées avant la fin du mois d'avril prochain.

Tous les projets entrant dans le cadre du programme de développement de ces agglomérations rurales enclavées seront achevés, a-t-il rassuré.

Le wali a, d'autre part, indiqué que le choix de ces opérations de développement a eu lieu avec la participation de représentants des habitants des zones d'ombre de la wilaya, précisant à ce propos, qu'un représentant a été désigné pour chaque zone d'ombre de la wilaya, ce qui permet de déterminer les priorités.

Au passage, il a souligné qu'il y a "un suivi permanent du développement des zones d'ombre à travers un travail de coordination regroupant le représentant de la zone d'ombre, les associations des douars, les comités de quar-

tiers, les services des communes et des daïras et le cabinet du wali". Par ailleurs, des sessions de formation et de qualification seront lancées au profit des jeunes des zones d'ombre, notamment dans les activités agricoles, à l'instar de la plantation d'arbres fruitiers, pour leur permettre de bénéficier du financement des mécanismes d'emploi et de concrétiser de petits projets d'investissement, a ajouté le wali. Concernant l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves dans les zones d'ombre, M. Badaoui a assuré que les écoles primaires seront dotées d'appareils de chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz propane, en attendant l'alimentation des ces zones rurales enclavées en gaz naturel. Les agglomérations rurales sises dans les zones montagneuses seront alimentées en électricité à partir de l'énergie solaire, selon le même responsable.

"Les autorités de la wilaya poursuivront leurs efforts pour concrétiser le travail de terrain et de proximité visant à connaître de près l'avancement des travaux des différentes opérations de développement destinées aux zones d'ombre, en plus d'écouter les préoccupations de leurs habitants en relation avec le développement local et en associant leurs représentants", a-t-il affirmé.

INDE

Au moins 37 morts dans un accident de bus

Au moins 37 personnes ont été tuées mardi lorsqu'un bus qui les transportait a plongé dans un canal, dans l'Etat de Madhya Pradesh dans le centre de l'Inde, a indiqué la police.

"Nous avons jusqu'à présent retrouvé 37 corps qui ont été envoyés à l'autopsie.

Les opérations de recherche et de sauvetage sont en cours", a déclaré Dharamveer Singh, commissaire de la police locale.

Selon les médias locaux, sept personnes, dont le chauffeur, ont réussi à sortir de l'eau et se trouvaient en sécurité.

L'accident s'est produit lorsque le bus, qui transportait plus de 50 passagers, a fait une embardée sur la route puis a plongé dans un canal, près du village de Satna, tôt mardi matin.

Les autorités locales ont interrompu le flux d'eau dans le canal pour faciliter les opérations de sauvetage et permettre à deux grues d'extraire le bus du canal, selon des



informations de presse.

"Le bus était complètement submergé et trois heures ont été nécessaires pour le sortir de l'eau", a rapporté le quotidien Times of India.

Le bureau du Premier

ministre indien, Narendra Modi, a tweeté que les familles des personnes tuées dans l'accident recevraient 200.000 roupies (2.750 dollars) de compensation.

"L'Etat tout entier se tient

aux côtés des personnes frappées" par le drame, a déclaré de son côté le Premier ministre du Madhya Pradesh, Shivraj Singh Chouhan, dans un message vidéo.

On ignorait encore l'origine de la tragédie mais le vaste réseau routier de l'Inde est mal entretenu et notoirement dangereux.

En 2019, plus de 150.000 personnes ont trouvé la mort dans quelque 500.000 accidents sur les routes indiennes, soit 410 décès par jour ou 17 morts par heure, selon des données gouvernementales.

Selon une récente déclaration du ministre des Transports, Nitin Gadkari, le gouvernement espère réduire de moitié le nombre de morts et d'accidents de la route d'ici 2025.

ETATS-UNIS

Une tornade fait au moins trois morts

Au moins trois personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées par le passage lundi soir d'une tornade dans l'Etat américain de la Caroline du Nord, ont rapporté mardi les secours.

Tandis qu'une bonne partie du reste des Etats-Unis était touchée par une vague de grand froid, la tornade a frappé le sud de cet Etat du sud-est, notamment

les zones côtières. "Pour l'instant, il y a trois morts confirmés et dix blessés confirmés", ont précisé les services de secours du comté de Brunswick.

Une cinquantaine d'habitations ont été endommagées, des câbles électriques coupés, ont-ils ajouté dans un communiqué. Des photos publiées sur les réseaux sociaux montraient des arbres arrachés,

des véhicules et des maisons détruits.

Le retour à la normale "passera par un long processus", a déclaré le shérif local John Ingram.

De nombreux autres Etats américains faisaient face mardi à une vague de froid venue de l'Arctique, qui a fait chuter les températures à des niveaux record, jusqu'au Texas.

PAYS-BAS

Pandémie : un tribunal ordonne au gouvernement de lever le couvre-feu

Un tribunal de La Haye a statué mardi que le gouvernement néerlandais doit mettre fin au couvre-feu en vigueur, une mesure de lutte contre la Covid-19 qui avait conduit à de violentes émeutes dans le pays.

"Le couvre-feu doit être levé immédiatement", a déclaré le tribunal dans un communiqué, relayé par des médias, estimant que le gouvernement a abusé des pouvoirs d'urgence disponibles.

"Le couvre-feu est une vio-

lention profonde du droit à la liberté de mouvement et à la vie privée", nécessitant donc "un processus décisionnel très minutieux", a-t-il ajouté.

L'affaire avait été portée devant la justice par un groupe protestant contre l'instauration du couvre-feu.

Le gouvernement néerlandais avait annoncé début février prolonger le couvre-feu national, en vigueur de 21h00 à 4h30 depuis le 23 janvier, jusqu'au 2 mars.

Ce couvre-feu, le premier

aux Pays-Bas depuis la Seconde Guerre mondiale, avait mené peu après son instauration aux pires émeutes qu'a connu le pays en plusieurs décennies.

La loi spéciale sur laquelle s'est basée le gouvernement pour imposer un couvre-feu est prévu pour des "circonstances très urgentes et exceptionnelles", a indiqué le tribunal.

Or, un juge de première instance a statué que "l'introduction du couvre-feu n'im-

pliquait pas l'urgence particulière requise" pour pouvoir utiliser cette loi, notamment parce que la possibilité d'une telle mesure a été discutée à de nombreuses reprises avant sa mise en vigueur, selon le tribunal.

Le gouvernement n'avait pas encore réagi à ce jugement.

D'après l'agence de presse ANP, citant un porte-parole du tribunal, un éventuel appel ne suspendra pas la décision prise en première instance.

INDONÉSIE

Le volcan Merapi entre en éruption

Le volcan indonésien Merapi est entré mardi en éruption, crachant des nuages de cendres et de fumées jusqu'à deux kilomètres de hauteur, a annoncé le Centre indonésien de recherche et de développement, de technologies et de catastrophes géologiques (BPPTKG).

"Au moment de l'éruption volcanique, 38 avalanches sismiques ont été enregistrées, d'une amplitude de 3 à 24 mm pour une durée de 12,8 à 96,8 secondes en plus d'un tremblement de terre de type multiphase, d'une amplitude de 3 mm pendant neuf secondes", a indiqué le chef du BPPTKG, Hanik

Humaida. La coulée de lave et les nuages chauds du volcan devraient affecter les zones situées au sud et au sud-ouest du sommet volcanique, a précisé le responsable, ajoutant que l'Agence géologique locale maintient toujours le statut d'alerte du volcan au niveau III.

Les autorités ont invité la population locale à évacuer une zone d'un rayon de trois kilomètres autour du mont Merapi.

La dernière éruption majeure du Merapi, près de la ville indonésienne Yogyakarta, remonte à 2010 et avait tué

plus de 300 personnes, contraignant plus de 280.000 habitants à évacuer.

C'était l'éruption la plus puissante de puis celle de 1930 qui avait fait quelque 1.300 morts.

Une explosion en 1994 avait tué 60 personnes.

L'Indonésie se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, où la friction des plaques tectoniques provoque de fréquents séismes et éruptions volcaniques.

L'archipel d'Asie du Sud-Est compte plus de 17.000 îles et îlots et près de 130 volcans actifs.

BURKINA FASO

Plus de 22 400 personnes déplacées en un mois

Le Burkina Faso a enregistré à la date du 31 janvier écoulé un total 1 097 462 personnes déplacées, soit une hausse de 22 469, par rapport aux statistiques du 31 décembre 2020, indique mardi le rapport mensuel du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (Conusur).

Le document révèle une augmentation d'environ 2% par rapport aux chiffres du mois dernier qui faisaient état de 1 074 993 individus, alors que cette population de personnes déplacées internes est composée de 53% de femmes contre 47% d'hommes et environ 55% d'individus de moins de 15 ans.

La province du Centre-Nord vient en tête avec plus de 40% du nombre total des personnes déplacées internes dans le pays, suivie de la Sahel (32,2%), du Nord (7,7%), de l'Est (7,2%) et la Boucle du Mouhoun (4,1%).

Les régions les plus touchées sont en proie aux attaques terroristes depuis plus de cinq ans.

En plus des 1 097 462 personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, soit plus de 5% de la population totale du pays, plus de 2100 écoles sont fermées privant ainsi plus de 307 000 enfants d'éducation et une centaine de formations sanitaires fermées affectant près d'un million de personnes.

Le rapport du Conasur souligne que les personnes déplacées internes sont confrontées à des besoins urgents, notamment en matière d'articles ménagers essentiels, les kits de cuisine, nattes, savon et médicaments.

Outre l'insécurité, quinze provinces sur les 45 que compte le Burkina Faso sont en situation de déficit céréalier et des populations connaissent une situation alimentaire difficile, notamment celles de la partie nord du pays confrontées à plusieurs facteurs de risque, selon le rapport final de la première session du Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA).

OCÉAN PACIFIQUE

Un séisme de 6,2 secoue l'archipel du Vanuatu

Un séisme de magnitude 6,2 a secoué mardi Port Vila, la capitale de l'archipel du Vanuatu dans l'Océan Pacifique, a annoncé l'Institut de géophysique américain (USGS).

Selon l'USGS, le tremblement de terre s'est produit à faible profondeur (10 km) à 90 km à l'ouest de Port Vila.

Aucune alerte au tsunami n'a été déclenchée. Le séisme a été suivi par deux répliques de magnitudes 5,5 et 5,7 sans qu'aucun dégât ou blessé n'ait été signalé.

La semaine dernière, un séisme de magnitude 7,7 avait frappé la région, provoquant une alerte au tsunami mais la vague n'avait pas dépassé les 30 cm.

Le séisme, dont l'épicentre a été localisé à environ 430 kilomètres du Vanuatu, avait amené la Nouvelle-Zélande et l'Australie à déclencher l'alerte.

La région englobant le Vanuatu et la Nouvelle Calédonie voisine fait partie de la Ceinture de feu du Pacifique, l'une des zones d'activité sismique les plus intenses de la planète.

ETATS-UNIS

Une tempête hivernale frappe 25 Etats

Une tempête hivernale "sans précédent" s'étendant sur plus de 3.200 km a touché 25 Etats américains, a annoncé mardi le Service météorologique, soulignant que plus de 150 millions de personnes étaient concernées par un avis de tempête ou par un avis de météo hivernale.

Cette tempête prolongée, qualifiée de "polaire" par les spécialistes, sera caractérisée par de fortes chutes de

neige, du gel et un froid record. Elle a d'ores et déjà provoqué une pénurie d'électricité généralisée et a fortement perturbé les voyages depuis le sud du Texas jusque dans le nord du Maine, a indiqué le Service météorologique national.

Rien qu'au Texas, plus de 2,7 millions de personnes n'avaient plus d'électricité lundi à 10h00 heure locale, selon poweroutage.us, un site de suivi des services

publics. Plus de 70 % du pays a reçu de la neige lundi matin, selon le Service météorologique.

Plus de 50 millions de personnes pourraient voir la température descendre en dessous de zéro au cours des prochains jours, a déclaré USA Today, soulignant que des centaines de records de température avaient été ou seraient bientôt battus.

EL-TARF

Vaccination d'une quinzaine de personnes âgées du pensionnat de Ain Assel

Une quinzaine de personnes âgées résidant au niveau du pensionnat pour personnes âgées de Rokaba, dans la commune de Ain Assel (El Tarf) a bénéficié du vaccin anti covid19, a indiqué, mardi, la directrice locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS).

Selon Mme. Anissa Djeriden, 15 pensionnaires de ce centre qui en compte une quarantaine ont été vaccinées contre la covid 19, dans le cadre de la campagne de vaccination qui se poursuit depuis quelques jours dans cette wilaya frontalière.

L'opération, qui s'est déroulée en présence du directeur local de la santé Hadj Bada Abderrahmane, a ciblé également quatre (04) cadres entre pédagogue et médecin faisant partie du staff encadrant ce pensionnat, a-t-on précisé, signalant que les bénéficiaires du vaccin anti covid ont été placés sous observation juste après l'administration du vaccin pour s'enquérir d'éventuelles manifestations post-vaccinales indésirables.

Une deuxième opération est prévue dans "les prochains jours" pour toucher le reste des pensionnaires de cet établissement, a-t-on en outre ajouté.

Pour rappel, la wilaya d' Tarf a bénéficié d'un premier quota de 660 doses de vaccin, réceptionnées il y a une semaine et la campagne de vaccination se poursuit à travers 41 points fixes et 05 autres mobiles au profit des zones éparses.

En vertu du planning mis en place par les autorités sanitaires du pays, la vaccination contre la covid19 a été accessible, a-t-on également rappelé, en priorité au personnel médical, paramédical et staffs mobilisés dans le cadre de cette lutte en sus des personnes âgées ainsi qu'aux patients atteints de maladies chroniques.

EL BAYADH

2,6 milliards DA pour réaliser un hôpital à Labiodh Sidi Cheikh

Le secteur de la santé a débloqué une enveloppe financière de 2,6 milliards DA pour réaliser un hôpital de 80 lits dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris auprès de la Direction de la santé, de la population et des réformes hospitalières (DSP).

Une enveloppe financière de l'ordre de 1,2 milliard de DA a été récemment réservée pour la réalisation d'un hôpital à Labiodh Sidi Cheikh avec une rallonge de 1,4 milliard DA, a précisé le directeur local de la santé, de la population et des réformes hospitalières, Smail Benbrahim.

L'opération permettra ainsi d'entamer les travaux de réalisation de cet hôpital, cette année, à l'issue des procédures administratives dont celles d'octroi du marché à l'entreprise devant se charger des travaux, a ajouté M. Benbrahim selon qui "l'étude du projet a déjà été élaborée".

La daïra de Brizina a également bénéficié d'une enveloppe financière estimée à 1,5 milliard DA pour la réalisation d'un hôpital de 60 lits dont l'étude a été finalisée et les procédures administratives entamées pour le démarrage des travaux cette année, a-t-il fait savoir. Selon M. Benbrahim, les services de la DSP ont résilié le contrat avec l'entreprise de réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la daïra de Boualem et ont entamé des démarches pour confier le marché à une autre et achever les travaux dont le taux d'avancement a atteint 87 %, a-t-on fait savoir.

La décision de résiliation du contrat avec cette entreprise est due au retard accusé dans la réalisation du projet, a expliqué le DSP soulignant que la poursuite des travaux nécessite une dotation financière de plus de 1,7 milliard DA mais aussi de confier le projet à une autre entreprise à l'effet de livrer le projet dans les plus brefs délais.

CANCER DE L'ENFANT

Bientôt un service d'hospitalisation au CAC de Tizi-Ouzou

Un service d'hospitalisation des enfants cancéreux sera incessamment ouvert au niveau du Centre anticancer (CAC) de Draa Ben Khedda, à l'Ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, lundi, du médecin chef en pédiatrie au niveau de cette structure, le docteur Amine Sadeg.

Le nouveau service sera doté de 12 lits d'hospitalisation pour la prise en charge thérapeutique ainsi que d'un ser-

ALGÉRIE - BILAN CORONAVIRUS

175 nouveaux cas, 162 guérisons et 2 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Cent soixante-quinze (175) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 162 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 111.069 dont 175 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2945 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 77.330, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 25 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 19 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 4 autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar. Le



même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19 - SÉTIF

Décès du Dr. Abdelkarim Djerad président de l'association algérienne de nutrition maghrébine

Le Docteur Abdelkarim Djerad médecin connu de la wilaya de Sétif et président de l'association algérienne de nutrition maghrébine est décédé dimanche à l'âge de 66 ans des suites de complications de son infection par la Covid-19, a-t-on appris lundi auprès de ses proches.

Le défunt a rendu l'âme dans la nuit de dimanche à lundi au service de réanimation du CHU Mohamed

Abdenour Saâdna où il était admis depuis plusieurs jours suite à des complications dues à son infection par la covid-19 aggravée par sa maladie cardiaque, a précisé à l'APS son fils Noureddine Djerad. Médecin depuis 1983, Abdelkarim Djerad avait occupé plusieurs fonctions dont médecin chef du service de prévention à l'hôpital Seroub Khithir d'El Eulma, puis directeur du même établissement avant

d'ouvrir sa propre clinique de médecine générale dans la ville d'El Eulma. Il fonda en 2018 l'association algérienne de nutrition maghrébine. Cette figure populaire qui était surnommé "le médecin des pauvres" s'est spécialisé en médecine moléculaire et nutrition. Le défunt sera inhumé lundi au cimetière Si di Haydar à l'Est de la ville de Sétif où il habitait la cité Ain Mouss, a-t-on indiqué de même source.

UNITÉ DE TRAITEMENT DU CANCER PÉDIATRIQUE DE BLIDA Hausse des cas ces dernières années

Une hausse des cas de cancer chez les enfants a été enregistrée ces dernières années par l'unité de traitement du cancer pédiatrique de l'hôpital Hassiba Ben Bouali (Blida), a-t-on appris lundi de sa responsable Dr.

Samia Guemgar déplorant le manque de moyens susceptibles d'assurer une prise en charge idoine des malades. "L'unité de traitement du cancer pédiatrique enregistre chaque année une hausse des cas d'atteinte de cette maladie chez les enfants", a indiqué à l'APS Dr. Guemgar, signalant l'accueil de 42 nouveaux cas en 2020 contre 25 nouveaux cas en 2010.

Sachant que cette unité assure la prise en charge d'une moyenne de 500 cas/an. "La majorité des cas enregistrés ces trois dernières années est issue du centre de Blida, à l'opposé des années précédentes durant lesquelles la majorité des cas accueillis relevait des wilayas de Laghouat et de Djelfa", a-t-elle relevé. Pour Dr. Guemgar, les cas de cancer pédiatrique

sont, dans leur majorité, le cancer du sang, les lymphomes et les tumeurs cérébrales, a-t-elle précisé.

S'agissant des causes à l'origine de la hausse des cas d'atteinte des enfants par le cancer, Dr. Guemgar a fait état de nombreux facteurs, à leur tête le non suivi d'un régime alimentaire sain et la pollution. Elle a, ce titre, lancé un appel aux parents en vue de choisir une alimentation saine à leurs enfants afin de préserver leur santé, tout en les encourageant à la pratique du sport. La responsable a aussi déploré "la grande pression" enregistrée au niveau de cette unité du fait qu'elle accueille des enfants malades issus de nombreuses wilayas du pays, dont particulièrement les wilayas mitoyennes d'Ain Defla, Chlef et Tipasa, outre Djelfa, Laghouat et Tissemsilt.

La cheffe du service pédiatrique, Pr. Leïla Kidji a relevé, pour sa part, une hausse des cas d'atteinte par le cancer, parallèlement à un manque en moyens, dont notamment

en matière de lits qui ne dépasse pas 12 unités, a-t-elle déploré, soulignant la proposition faite par le staff médical portant sur le transfert de cette unité aux locaux de l'hôpital Ferroudja, actuellement inoccupés, suite à son transfert au CHU Franz Fanon, est-il signalé. "Cette situation contraint le staff médical à transférer de nombreux cas à d'autres unités spécialisées, à l'instar de celle de l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger", a-t-elle expliqué, assurant néanmoins la prise en charge, au niveau de son unité, des "cas d'urgence en dépit du manque de lits.

Nous exploitons, pour ce faire, les lits disponibles au niveau du service pédiatrique", a-t-elle relevé.

La même responsable a également soulevé un autre problème relatif à "un déficit en médicaments actifs et nécessaires pour le traitement du cancer, à l'instar des traitements administrés aux enfants souffrants d'allergies à la chimiothérapie. Un fait qui empêche le traitement

des enfants malades". Pr. Kidji a, par ailleurs, souligné l'importance dévolue par les responsables de cette unité à la prise en charge psychologique des enfants malades et à l'accompagnement de leurs parents pour le relèvement des taux de guérison. Une salle de jeux a été affectée aux enfants pour les aider à accepter l'idée d'être arrachés à leur environnement familial pour rester à l'hôpital, tout en assurant une scolarité aux enfants du cycle primaire.

Le staff médical de cette unité a, en outre, loué le rôle important des associations caritatives dans leur soutien aux malades du cancer, dont "El Badr", "El Fedjr" et "Nassima" à travers la prise en charge de l'hébergement des parents des malades, tout en contribuant à atténuer les charges financières liées aux analyses médicales et à la radiologie non disponibles au niveau de l'hôpital, grâce à l'orientation des malades vers des laboratoires conventionnés avec ces associations.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 2.408.243 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 2.408.243 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 109.074.730 cas d'infection ont été également diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 66.872.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de lundi, 6.743 nouveaux décès et 278.225 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.009 nouveaux morts, l'Espagne (702) ainsi que le Brésil et l'Allemagne (528).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 486.332 décès pour 27.694.647 cas recensés, selon le comptage de l'université américaine Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 239.773 morts et 9.866.710 cas, le Mexique avec 174.657



morts (1.995.892 cas), l'Inde avec 155.813 morts (10.925.710 cas), et le Royaume-Uni

avec 117.396 morts (4.047.843 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 187 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Slovaquie (179), le Royaume-Uni (173), la République tchèque (172) et l'Italie (155).

L'Europe totalisait mardi à 11H00 GMT 807.971 décès pour 35.686.022 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 642.657 décès (20.219.831 cas), les Etats-Unis et le Canada 507.641 décès (28.521.174 cas), l'Asie 248.948 décès (15.727.936 cas), le Moyen-Orient 101.134 décès (5.124.728 cas), l'Afrique 98.946 décès (3.763.136 cas), et l'Océanie 946 décès (31.910 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

OMS

Le nombre hebdomadaire de cas diminue de près de la moitié depuis le début de l'année

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré lundi que le nombre hebdomadaire de cas d'infection au nouveau coronavirus a diminué de près de la moitié jusqu'à présent cette année. Ce chiffre est passé de plus de 5 millions dans la semaine du 4 janvier à 2,6 millions au cours de la semaine du 8 février, a précisé le chef de l'OMS lors d'une conférence de presse virtuelle. "Cela montre que les mesures simples de santé publique fonctionnent, même en présence de variants", a-t-il noté. Selon lui, le nombre

de cas a diminué à l'échelle mondiale pour la cinquième semaine consécutive, la semaine dernière ayant connu le nombre de cas hebdomadaire le moins important depuis octobre 2020.

"Ce qui importe maintenant, c'est la façon dont nous répondons à cette tendance. Le feu n'est pas éteint, mais nous en avons réduit la dimension."

Si nous arrêtons de le combattre sur n'importe quel front, il reviendra beaucoup plus fort", a averti le directeur général de l'OMS. "Chaque jour où il y a moins d'infections signifie des vies sauvées, une souff-

rance évitée et un fardeau sur les systèmes de santé un petit peu allégé", a-t-il estimé, ajoutant que le monde a désormais davantage de raisons d'être optimiste pour parvenir à mettre la pandémie sous contrôle. Tedros Adhanom Ghebreyesus a également indiqué que le monde disposait maintenant de tous les outils pour la distribution rapide des vaccins et que les pays devraient intensifier leur production tout en faisant des efforts en matière d'équité.

"Assurer un déploiement rapide et équitable des vaccins à l'échelle mondiale est essen-

tiel pour sauver des vies et stabiliser les systèmes de santé. Mais c'est aussi essentiel pour sauver des moyens de subsistance et stabiliser les économies", a-t-il souligné.

Alors que le monde s'efforce de contenir la pandémie, la vaccination est en cours dans certains pays avec les vaccins déjà autorisés. Par ailleurs, 242 candidats vaccins sont encore en développement dans le monde, dont 63 en cours d'essais cliniques, dans des pays comme l'Allemagne, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, selon les informations publiées le 9 février par l'OMS.

RUSSIE

Près de 14.000 nouveaux cas quotidiens

La Russie a signalé mardi près de 14.000 nouvelles infections quotidiennes de Covid-19, le bilan le plus bas depuis octobre dernier.

"Au cours des dernières 24 heures en Russie, 13 233 cas confirmés de nouvelle infection au Covid, ont été recensés dans 84 régions, dont 1 312 (9,9%) sans manifestations symptomatiques", a souligné le centre de réponse au Covid-19. La Russie a enregistré au total 4.099.323 cas depuis le début de

la pandémie. Les autorités ont également fait état de 459 décès imputés au virus au cours des dernières 24 heures, portant le nombre des morts à 80.979.

Moscou, la région la plus touchée du pays, a signalé 1409 nouveaux cas en 24 heures, suivie de Saint-Petersbourg (1.082) et la région de Moscou (643).

La Russie a lancé officiellement en janvier une campagne de vaccination massive avec le Spoutnik V, en vue de stopper la

propagation de l'épidémie sans réimposer de confinement national. Depuis fin janvier, l'épidémie est en reflux en Russie, selon les autorités. Moscou a ainsi levé la plupart des mesures sanitaires restrictives comme la fermeture des restaurants à 23H00. Contrairement au printemps, le gouvernement n'a pas adopté de mesures de confinement strict pour contrer la deuxième vague épidémique, au nom de la sauvegarde de l'économie.

ALLEMAGNE

L'Allemagne va généraliser les tests gratuits et auto-tests à un euro

L'Allemagne va généraliser des tests gratuits anti-Covid, ainsi que les auto-tests à un euro, a annoncé mardi le ministre de la Santé, Jens Spahn.

"A partir du 1er mars, tous les citoyens doivent pouvoir être testés gratuitement par du personnel formé aux tests rapides antigéniques. Ils sont désormais suffisamment dis-

ponibles sur le marché", a annoncé le ministre sur Twitter. "Les municipalités peuvent demander à leurs centres de test ou à leurs pharmacies de proposer ces tests", précise le ministre conservateur. Le coût de ces tests devrait être pris en charge par l'Etat fédéral, selon l'agence de presse DPA. Des tests à pratiquer soi-même "devraient également

être accessibles à tous après leur approbation" par l'Institut fédéral des médicaments et des matériels médicaux, ajoute M. Spahn. "Ces tests peuvent contribuer à la sécurité de la vie quotidienne, notamment dans les écoles et les garderies", relève-t-il, précisant que son ministère était actuellement "en négociation avec différents fabricants". Une contri-

bution d'un euro en échange d'un test est actuellement à l'étude, selon plusieurs médias allemands. Les tests antigéniques ne sont toutefois pas considérés comme aussi fiables que les tests PCR. En Allemagne, l'Institut de veille épidémiologique Robert Koch prône ainsi la validation d'un test antigénique positif par un test PCR.

JAPON

Démarrage des vaccinations

Les autorités japonaises ont confirmé mardi que la campagne de vaccination contre la Covid-19 débutera mercredi et concernera dans un premier temps à un nombre réduit de personnels hospitaliers.

Les premières doses seront administrées à partir de mercredi à environ 40.000 professionnels de la santé volontaires, a déclaré le ministre chargé de superviser le déploiement des vaccins, Taro Kono, lors de deux conférences de presse, en japonais

puis en anglais. La vaccination sera ensuite élargie aux autres personnels de santé. Elle ne sera pas étendue aux personnes âgées avant avril au plus tôt, a confirmé le ministre.

"J'aimerais que de nombreuses personnes se fassent vacciner une fois que nous aurons une compréhension exacte des bénéfices et des risques", a ajouté M. Kono, sans donner de date pour la vaccination du reste de la population. Il a dit que le public

japonais pourrait s'informer sur l'efficacité et les effets secondaires des vaccins via le site internet et le compte Twitter du bureau du Premier ministre, ainsi que par les médias.

A cinq mois de l'ouverture des JO de Tokyo, sur lesquels pèsent des doutes quant à la possibilité de les organiser de manière sûre, le ministre a affirmé "ne pas prendre en considération" l'événement pour le déploiement des vaccins.

CORONAVIRUS - VACCINS

Débat au Conseil de sécurité sur l'accès équitable aux vaccins

Le Conseil de sécurité devrait tenir mercredi une réunion d'information de haut niveau sur le Covid-19 en mettant l'accent sur l'accès équitable aux vaccins en particulier dans les pays à faible revenu et touchés par des conflits, selon des sources diplomatiques.

La réunion qui sera présidée par le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, se concentrera sur les obstacles à l'accès, tels que l'approvisionnement et le financement des vaccins, les défis logistiques liés à la livraison et à l'administration des vaccins et l'accès humanitaire dans les situations de conflit.

Les membres du Conseil peuvent utiliser leurs interventions nationales pour promouvoir la coopération et la coordination internationale pour le biais du principal outil multilatéral, COVAX, et peuvent faire appel au financement des donateurs pour soutenir l'accès aux vaccins pour les pays à faible revenu.

Les membres peuvent en outre réitérer la demande du Conseil aux Etats et parties aux conflits armés de conclure des accords de cessation des hostilités ou même d'encourager l'idée de "pauses vaccinales".

Selon des sources diplomatiques, le Royaume-Uni a récemment partagé avec quelques pays un projet de résolution sur la gestion des vaccins.

"Il y a un projet de résolution, les négociations viennent de débuter, cela va prendre du temps". De son côté, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de l'ONU, le Suédois Olof Skoog, souligne que la vaccination, "est le grand défi du moment" et "il faudra beaucoup de temps avant que tout le monde soit vacciné".

Il rappelle que l'UE a contribué à créer le mécanisme Covax qui, sous l'égide de l'ONU, doit permettre "la livraison d'au moins 2 milliards de doses avant fin 2021, dont au moins 1,3 milliard à 92 pays à revenus inférieurs".

Dans le même contexte, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres a réitéré ses appels en janvier pour que les vaccins COVID-19 soient un bien public mondial, affirmant que cela nécessitait un financement complet de l'accélérateur ACT et de son installation COVAX, tout en suscitant des inquiétudes quant à ce qu'il a appelé le "vaccinationalisme".

Lors d'une vidéoconférence du Conseil, le 25 janvier, sur la mise en œuvre de la résolution 2532, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, a affirmé que les inégalités dans la reprise mondiale et l'absence de vaccination dans les pays en développement, y compris les pays touchés par un conflit et l'instabilité, serait "un coup dur pour la paix et la sécurité".

Une étude commissionnée par la Chambre de commerce internationale, rendu public en janvier, a révélé l'impact économique potentiel de l'échec de la distribution équitable des vaccins.

Elle a conclu également que si les pays riches vaccinent complètement d'ici le milieu de l'année et que les pays à faible revenu sont largement exclus, l'économie mondiale subirait des pertes totalisant jusqu'à 9,2 billions de dollars en 2021.

Près de la moitié de ces coûts, soit 4,5 billions de dollars, seraient supportés par les pays riches en raison des perturbations continues du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement. Selon l'étude, un autre scénario plus probable a révélé que si les pays en développement vaccinent la moitié de leur population d'ici la fin de l'année, l'économie mondiale subirait toujours des pertes comprises entre 1,8 billion de dollars et 4,4 billions de dollars, avec plus de la moitié des pertes dans les économies riches. Ces coûts économiques, ont noté les auteurs de l'étude, dépassent de loin le financement actuel des donateurs nécessaire pour acheter des vaccins pour tous et financer entièrement l'ACT Accelerator, qui a un déficit de financement de 27,2 milliards de dollars au 19 janvier. Faisant référence à cette analyse lors du VTC du Conseil du 25 janvier, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, a déclaré que "ce n'est pas une question de générosité mais une question d'intérêt personnel des pays plus riches".

BOUTONS

COMMENT RÉÉQUILIBRER LA PEAU ?

L'acné touche de plus en plus de femmes adultes. En quelques années, c'est même devenu l'un des premiers motifs de consultation chez le dermatologue. Nos conseils pour rééquilibrer la peau sans l'irriter et faire disparaître ces imperfections.

Pourquoi les boutons surviennent-ils parfois à l'âge adulte, comment les combattre le plus efficacement et retrouver une jolie peau ? Ou vous dit tout pour faire la guerre aux boutons !

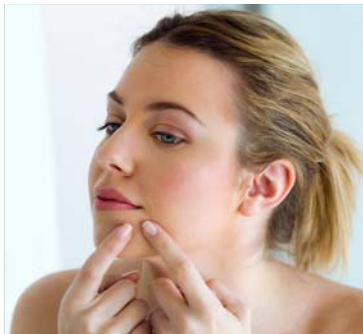
QUELLES SONT LES CAUSES DE L'ACNÉ ADULTE ?

Des études récentes montrent que, en plus du stress, de l'hérédité, de l'alimentation et des dérèglements hormonaux, la pollution serait elle aussi responsable d'une peau plus grasse, plus brillante et davantage sujette aux points noirs, aux microkystes et à l'acné. Et ce, même si on n'a pas souffert d'acné à l'adolescence. Les principales coupables : les particules fines, telles que le plomb, l'oxyde d'azote ou encore le monoxyde de carbone, dont le niveau au cours des cinq dernières années aurait progressé de près de 8% en milieu urbain dans le monde. Mais les perturbateurs endocriniens sont aussi mis en cause...

ET AU NIVEAU DU VISAGE ?

Des boutons apparaissent, de type acné inflammatoire. Ils se situent plutôt sur le bas du visage. Et plus particulièrement sur le menton, les maxillaires, le cou et parfois même sur le décolleté.

La peau devient plus sensible et a tendance à se déshydrater. Sur tout, ces imperfections laissent souvent des traces : des mini-cicatrices sous forme de taches rouges ou brunes, qui ne s'estompent plus. À partir de la quarantaine, ces marques s'accompagnent en plus d'une perte d'éclat et de fermeté, de rides et de ridules.



LES MEILLEURS ACTIFS CONTRE LES BOUTONS ?

Pour lutter contre cette acné tardive, les crèmes et autres sérums contiennent des ingrédients ciblés. Du zinc, par exemple, un actif de référence en dermatologie, qui possède

des propriétés antibactériennes, séborégulatrices et cicatrisantes, ou du gluconolactone et du niacinamide, aux vertus anti-inflammatoires et séborégulatrices. Certains soins intègrent de l'acide glycolique ou salicylique, dont l'effet "peeling" comme les cellules mortes et limite les imperfections, élimine les comédons et affine les pores dilatés.

À utiliser de manière ponctuelle, par exemple dans un masque hebdomadaire, pour lisser et clarifier le

teint sans aggraver l'épiderme. Tout comme le charbon végétal, capable d'absorber les brillances, ou encore les différentes argiles aux propriétés assainissantes, qui permettent de redonner de la luminosité aux teints brouillés.

QUE SE PASSE-T-IL AU SEIN DE LA PEAU ?

Non seulement la pollution contribue à accroître le niveau de sébum sécrété par les glandes sébacées, mais elle a surtout un impact sur la qualité de ce dernier. Le squale, notamment, un lipide présent dans le sébum, modifie sa composition chimique lorsqu'il est confronté aux polluants et aux rayons ultraviolets (en particulier les UVA). Il s'oxyde rapidement, ce

qui crée un environnement favorable au développement de la bactérie *P.acnes*, mais également à l'inflammation et à la prolifération des points noirs.

QUELS RÉFLEXES ADOPTER CONTRE LES BOUTONS ?

Objectif numéro un : rééquilibrer la peau sans la décapier ni l'irriter. Avec, comme premier réflexe, le nettoyage du visage deux fois par jour. Le matin pour réveiller l'épiderme et le préparer à recevoir des actifs anti-imperfections ; le soir, afin d'éliminer tout ce qui pourrait obstruer les pores, comme les traces de pollution, de maquillage, de sébum, de poussière... En choisissant un gel moussant doux (sans savon) ou une eau micellaire, qui permet de restaurer en même temps le pH de la peau.

Puis, une lotion purifiante peut être utilisée pour resserrer le grain de peau et limiter les brillances.

Ensuite, ne pas zapper le soin : le matin, une crème hydratante légère, choisie dans une gamme anti-acné, et le soir, un soin traitant sur tout le visage. Il sera chargé de lutter contre les boutons, mais aussi éventuellement contre les signes de l'âge. Une fois par semaine, l'application d'un masque désincrustant détoxifie le teint et apporte davantage de neteté à l'épiderme.

COMMENT LIMITER LES EFFETS DE LA POLLUTION SUR LA PEAU ?

En ville, surtout si l'on passe beaucoup de temps à l'extérieur, il peut être bénéfique d'utiliser des produits qui contiennent des ingrédients à l'action antipollution. En

déposant un film protecteur, ils piègent les particules polluantes, les empêchant ainsi de se fixer à la surface de la peau. Sous forme de brume légère et invisible, à vaporiser même par-dessus le maquillage, pour diminuer l'hypermérorrhée et lutter contre l'oxydation du sébum (Aqua Urban, brume défense pollution de Galénic, ou Aqua Aeria, brume botanique oxygénante antipollution de Sanoflore, par exemple).

QUEL MAQUILLAGE CONTRE LES IMPERFECTIONS ?

Il faut choisir des textures fluides et non comédogènes pour ne pas aggraver l'état de la peau et éviter de superposer trop de couches, car cela peut favoriser l'apparition de boutons et de comédons. Le matin, par exemple, on peut tout à fait appliquer un fond de teint fluide et une poudre ou un blanch après la crème de jour, à condition de choisir des soins non comédogènes.

Et si l'acné persiste ?

Il faut alors consulter un dermatologue. Pour une acné légère à moyenne, un traitement local, à base de peroxyde de benzoyle et de rétinoïdes, sera généralement le plus adapté, sauf si l'éruption est très inflammatoire. Si ce traitement ne suffit pas, des antibiotiques (cyclines) par voie orale peuvent être prescrits en renfort. Il est recommandé de consulter également son gynécologue, qui pourra si besoin changer la contraception. Par voie orale, l'isotrétinoïne reste un traitement efficace, mais il est réservé aux acnés sévères qui présentent un risque de cicatrices.

L'ACNÉ, UN FACTEUR DE RISQUE DE DÉPRESSION

Le risque de dépression est particulièrement élevé dans l'année suivant le diagnostic d'acné. L'acné augmente le risque de dépression, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *British Journal of Dermatology*. Les chercheurs de l'Université de Calgary au Canada ont réalisé une méta-analyse sur la base des données médicales renseignées sur les soins primaires au Royaume-Uni collectées entre 1986 et 2012 (Health Improvement Network (THIN), pour établir un lien entre troubles dermatologiques et les risques psychosociaux. Parmi les participants suivis pendant 15 ans, 134

427 vivaient avec de l'acné et 1 731 608 personnes n'en avaient pas. Les résultats de l'étude ont montré que le risque de dépression majeure était plus élevé dans l'année suivant le diagnostic d'acné, une probabilité plus élevée de 63% par rapport aux personnes sans acné, et diminuait par la suite. Le danger de développer une dépression importante est de 18,5% pour les patients acnéiques et de 12% sans problèmes dermatologiques. « Cette étude met en évidence un lien important entre maladie de la peau et maladie mentale : le risque de dépression étant le plus élevé au moment de la première consultation

d'un médecin pour des problèmes d'acné, il montre à quel point notre peau peut avoir un impact sur la santé mentale globale », a expliqué l'auteure principale, Mme Isabelle Vallerand, de l'Université de Calgary, au Canada. « Pour ces patients atteints d'acné, c'est plus que des boutons sur la peau et cela peut poser des problèmes de santé mentale importants et devrait être pris au sérieux ». Les conclusions de cette étude confirment celles des experts de la *British Skin Foundation* qui affirment dans une étude publiée en avril 2016 que l'acné aurait de sérieuses conséquences sur le plan psychologique.



Comment estomper mes cicatrices d'acné ?

Elles mettent souvent à mal notre confiance en nous, que l'on soit adulte ou ado. Le Docteur Claude Bruley, dermatologue, nous guide pour afficher une peau clean.

Chez l'ado, comme chez l'adulte, il existe des solutions pour estomper les marques dues aux boutons d'acné. Mais il est surtout essentiel de limiter l'apparition de nouvelles imperfections en suivant quelques règles.

QUAND LES CICATRICES SONT DÉJÀ INSTALLÉES, QUE PEUT-ON FAIRE ?

Cela dépend du type de cicatrices (on exclut les chéloïdiennes) :

Si elle sont en relief, on n'y touche pas, en général elles s'aplatissent au fil du temps. Si elles forment un creux, elles resteront telles qu'elles. Quand elles sont difficiles à assumer, on peut consulter un chirurgien esthétique pour pratiquer un "élevement" des cicatrices. Si elles sont colorées, on évite tout traitement agressif. La pigmentation se situe au niveau du derme, elle met des mois voire des années à disparaître.

QUELLE ROUTINE SOIN ADOPTER POUR LIMITER L'APPARITION DE BOUTONS D'ACNÉ ?

On adopte une bonne hygiène de vie, sans cigarette, avec de bonnes nuits de sommeil et en limitant le stress. On se méfie de l'effet rebond du soleil sur l'acné, en se protégeant avec une crème solaire indice 50. Matin et soir, on nettoie le visage en douceur, à l'aide de produits riches en actifs antibactériens, adaptés aux imperfections et non comédogènes.

Attention au maquillage comédogène. On opte pour des produits dermo-cosmétiques aux formules adaptées qui n'obstruent pas les pores de la peau.

QUAND UN BOUTON APPARAÎT, QUE FAUT-IL FAIRE POUR QU'IL DISPARAISSE RAPIDEMENT ?

Il faut limiter l'inflammation, donc on ne fait rien, on ne touche pas au bouton. On se contente de bien nettoyer et purifier la peau avec des formules douces.

AU CONTRAIRE, QUELS SONT LES GESTES À ÉVITER LORSQU'UN BOUTON APPARAÎT ?

On ne le touche pas et on ne le presse pas, sinon il risque d'éclater dans le derme, ce qui va aggraver la situation. Et on n'utilise pas de produit décapant pour l'éliminer.

ACNÉ DE L'ADULTE COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

A l'âge où quelques rides apparaissent ou quand elles sont déjà bien installées, de gros boutons rouges peuvent faire irruption sur le visage. Heureusement, les traitements sont aujourd'hui efficaces, à condition d'être patiente et de suivre scrupuleusement la prescription médicale.

"Les études montrent que l'acné de la femme adulte concerne aujourd'hui une femme sur deux, à des degrés variables", explique le Dr Nina Roos, dermatologue. "Si ces données portent sur des femmes de 25 à 40 ans, je vois aussi dans mon cabinet des femmes de 45 ans et plus concernées par des boutons et un problème de rides, poursuit la dermatologue. Cependant, la principale préoccupation reste l'acné : elles souhaitent donc se débarrasser de leurs boutons avant de s'occuper de leurs rides."

CEST QUOI CES BOUTONS ?

C'est une acné inflammatoire, localisée sur le bas du visage. "C'est la zone de la barbe, jusqu'au cou, précise la dermatologue. En période de prémenopausse, une brusque apparition de boutons n'est pas rare : les cycles se raccourcissent, et le taux d'androgènes (hormones mâles) devient plus important, ce qui favorise une intensification de l'acné." De nombreux facteurs entrent en jeu : hormis les hormones, la contraception (stérilif Mirena et pilule de 2^e génération), le stress, la pollution, le maquillage s'il est trop occlusif et le tabac. Les perturbateurs endocriniens et une alimentation déséquilibrée peuvent également exercer une influence. Les aliments industriels transformés, à index glycémique élevé et les laitages de vache doivent être évités pour limiter l'acné.

COMMENT SOIGNER SA PEAU AU QUOTIDIEN ?

Il faut la nettoyer sans l'agresser, matin et soir, avec des produits qui respectent son pH, afin de protéger la barrière cutanée et de maintenir le film hydrolipidique.

Si la peau le supporte, la nettoyer avec un gel moussant. C'est en effet la gélénique la plus efficace pour supprimer toute trace de pollution et de salissures

Si la peau est trop sensible, mieux vaut un lait ou une eau micellaire. Rincer ensuite avec une brumisation d'eau thermale. Une ou deux fois par semaine, un



masque à l'argile rouge ou au charbon permet de faire peau nette. Pour traiter la peau, si le problème consiste juste en quelques boutons ponctuels, et en l'absence de consultation, on peut se tourner vers les soins 2 en 1 pour adultes : ils sont adaptés à une peau devenue plus sensible.

COMMENT TRAITER BOUTONS ET RIDES ?

Le dermatologue traite tout de suite l'acné par un traitement classique médicamenteux (local, par antibiothérapie, par isotrétinoïne...). En général, la peau est moins grasse qu'à l'adolescence, elle est plus fragile, le médecin doit moduler le traitement et l'adapter à sa patiente. L'écoute est très importante, et le traitement doit être décidé en fonction de la sévérité de l'acné et de la demande de la patiente.

Avec un traitement local, à la fois anti-acné et antirides, comme une crème à la vitamine A acide, délivrée sur prescription médicale uniquement. Irritante et asséchante, elle se révèle très

efficace sur ces deux problèmes de peau, mais elle doit être utilisée sous contrôle dermatologique.

Plus light : "On peut proposer un soin anti-acné, à appliquer le matin, associé à une crème à l'acide hyaluronique pour le soir. L'essentiel étant de ne pas conjuguer deux soins irritants pour la peau : pas de rétinol ni d'acide de fruits, par exemple".

Autre solution : il est possible de traiter les boutons pendant 3 à 4 mois, puis de s'occuper de traiter les rides avec des actifs connus (acide hyaluronique, par isotrétinoïne, rétinol, rétinol dérivé, acides de fruits, vitamine C, etc.). Pour les femmes autour de la trentaine qui ont la peau claire, le traitement peut être adapté de manière à agir préventivement sur les rides tout en venant à bout des boutons.

COMBIEN DE TEMPS ÇA VA DURER ?

"C'est un traitement long, qui dure entre 6 et 12 mois pour supprimer les lésions et endiguer les poussées. Il faut donc être assidue et confiante, assure le Dr Roos.

Ensuite on gardera le traitement de fond contre les rides tout en stabilisant l'acné". Quelques boutons peuvent encore apparaître, le plus souvent dus à des excès alimentaires (Noël, Pâques...) au stress ou à la fatigue.

EST-CE QU'ON PEUT PRÉVENIR L'APPARITION DES BOUTONS ?

"Oui, même si les récives sont fréquentes, explique la dermatologue. Le bon réflexe, c'est de décrypter les signes annonciateurs d'une poussée (la peau devient plus grasse, plus sensible, quelques boutons apparaissent...) et d'avoir toujours sous la main un traitement pour endiguer son évolution. Il est aussi possible, dans une période de stress intense ou d'excès alimentaire, de redémarquer son traitement de manière préventive. On peut également essayer de limiter les facteurs aggravants. Cela permettra d'alléger le traitement." Il y a des causes sur lesquelles on peut jouer sans stresser, simplement en faisant évoluer ses habitudes sur plusieurs mois : réduire la consommation de tabac ou éviter les aliments transformés.

QUELLES BONNES HABITUDES ADOPTER ?

Pour camoufler les boutons, appliquer un fond de teint (crème teintée ou BB crème) spécial peau grasse non comédogène, après le soin anti-acné. Terminer par un voile de poudre.

S'en tenir à ces produits : trop de couches sur la peau risquent de boucher les pores. Limiter l'utilisation de crème solaire aux périodes d'ensolaillement et de vacances. Un écran anti-UV n'est pas justifié si on travaille dans un bureau et si on n'est pas dans le Sud.

Au soleil en revanche, adopter un indice 50 ou 50+, et ne pas interrompre son traitement. Au besoin, voir le dermatologue avant de partir.

Choisir un maquillage non occlusif, avec la mention "non comédogène", afin de ne pas favoriser la survenue de boutons.

3 FACTEURS QUI PEUVENT AGGRAVER VOTRE ACNÉ

Alimentation, hygiène et stress sont les trois facteurs extérieurs qui peuvent intervenir sur les poussées d'acné, selon une étude présentée lors du Congrès de l'Académie européenne de dermatologie qui se tenait à Madrid.

Réunis à Madrid pour leur 28^e congrès, les médecins de l'Académie européenne de dermatologie ont présenté une étude qui pointe du doigt les trois facteurs principalement mis en cause dans l'acné. Les dermatologues ont évalué l'exposition à différents facteurs d'aggravation de l'acné chez plus de 6700 participants de six pays d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et

d'Europe. Selon leurs conclusions, De mauvaises habitudes alimentaires, une augmentation du stress et de mauvaises routines de soins de la peau sont les facteurs les plus fréquemment associés à l'acné.

ATTENTION AUX PRODUITS LAITIERS ET AU SUCRE

Côté alimentation, l'étude montre qu'un nombre significativement supérieur de personnes acnéiques (48,2%) consomment quotidiennement des produits laitiers par rapport aux personnes qui n'en ont pas (38,8%). La différence

est également statistiquement significative pour les jus de fruits et les sodas (35,6% contre 31%), les pâtisseries et le chocolat (37% contre 27,8%), sans oublier les sucreries (29,7% contre 19,4%).

L'exposition à la pollution ou au stress est également plus fréquente chez les personnes acnéiques que chez les participants témoins. On estime que l'acné affecte une personne sur 10 dans le monde, ce qui en fait la 8^e maladie la plus répandue. Il a été récemment rapporté que l'acné affecte également jusqu'à 40 % des femmes adultes.

SOMMET DU G5 SAHEL Appel à un effort financier supplémentaire pour lutter contre le terrorisme

L'évaluation de la situation sécuritaire, la lutte contre le terrorisme, et le développement dans les pays du Sahel, sont les principaux axes abordés lundi lors de la 7ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat des pays du G5 Sahel, à N'Djamena, avec un appel à un effort financier supplémentaire de la communauté internationale.

Le président tchadien, Idriss Déby Itno, a indiqué dans son allocution que "le succès de la lutte contre le terrorisme restait fortement tributaire des actions de développement", ajoutant que "la stratégie militaire contre le terrorisme gagnera en efficacité si la Force Conjointe du G5 Sahel et les forces armées des pays du Sahel montent en puissance".

Idriss Déby a en outre appelé à un effort financier supplémentaire de la communauté internationale pour soutenir le G5 Sahel.

"Notre volonté partagée de vaincre au plus vite le terrorisme dans le Sahel doit s'accommoder d'un réel engagement. Ce terrain de mobilisation des Etats du G5 Sahel doit être soutenu, renforcé, par l'ensemble de la communauté internationale", a-t-il soutenu. "Les pays du G5 pourront obtenir plus de résultats dans la lutte contre le terrorisme, s'ils obtiennent un mandat sous la charte des Nations Unies pour la force conjointe du G5 Sahel", a déclaré Déby Itno. Il a appelé les partenaires du G5 Sahel à "plus de contributions", à "plus d'unité" dans leurs actions et à un "réel engagement" face à la nébuleuse terroriste.

"Si nous pouvons nous réjouir du niveau de la dynamique commune qui est mise en marche dans la lutte contre le terrorisme et l'obscurantisme, le bout du tunnel n'est pas encore perceptible", a tempéré le président tchadien, soulignant que "la misère et la précarité matérielle alimentent et fertilisent le terreau du terrorisme et du radicalisme violent dans notre espace".

Pour le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, "l'un des défis majeurs dans cette lutte contre le terrorisme est la mobilisation de troupes plus étoffées face à l'intransigeance de ces déstabilisateurs".

"Notre constant plaidoyer se poursuivra pour la mobilisation des ressources et la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel en coordination avec le secrétariat exécutif", a-t-il indiqué.

De son côté, le président mauritanien, Mohamed Ould El-Ghazaouani, a déclaré que "le bilan sécuritaire du G5 Sahel en 2020 se révéle positif avec un rapport de forces favorable qui s'est nettement imposé aux groupes terroristes".

"La force conjointe du G5 Sahel s'est renforcée en capacités de commandement et de planification, et même en coordination avec les forces partenaires et des opérations conjointes qui contribuent significativement à la fragilisation des groupes terroristes, à la reconquête des territoires et au rétablissement de l'autorité de l'Etat", a précisé M. Ould El-Ghazaouani qui achève sa présidence en exercice de l'Organisation régionale. "Pour consolider les acquis, le G5 Sahel continuera à œuvrer pour que ses forces de défense et de sécurité nationale puissent assurer pleinement leurs missions régaliennes et pour que la force conjointe continue sa montée en puissance", a promis le président mauritanien. Le G5 Sahel a été créé en 2014 à Nouakchott en Mauritanie par le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad pour œuvrer ensemble pour le développement et la sécurité. L'organisation régionale a lancé en 2017 une force conjointe pour lutter contre les groupes terroristes et les trafics de drogues et d'êtres humains. Le 7ème sommet du G5 Sahel, entamé lundi et qui se termine mardi, réunit les chefs d'Etat des pays membres, ainsi que le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, président en exercice de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Y prennent également part, entre autres, le président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki et la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie Louise Mushikiwabo. La présidence tournante du G5 Sahel est exercée pendant un an par les chefs d'Etat des pays membres de l'organisation. Ce sera au tour du président tchadien, Idriss Déby Itno, de prendre les rênes de l'organisation régionale au cours du sommet qui se tient à N'Djaména en remplacement de son homologue mauritanien Mohamed Ould El-Ghazaouani. Mardi, les chefs d'Etat du G5 Sahel et le Président Macky Sall vont continuer les travaux. Une conférence virtuelle avec le Président Français Emmanuel Macron est annoncée. Il s'en suivra le communiqué final et la conférence de presse des présidents sortant et entrant du G5 Sahel.

APS

SAHARA OCCIDENTAL L'avenir du Sahara occidental ne dépend pas de l'annonce de Trump

La diplomatie américaine a d'autres moyens de réviser la décision de Trump, en revenant aux négociations pour le règlement du conflit au Sahara occidental, a affirmé mardi l'écrivain français d'origine marocaine, Jacob Cohen, assurant que l'avenir du Sahara occidental reste ouvert malgré l'annonce de l'ancien président américain.

"Trump nous a habitués à ces annonces tonitruantes qui rompent avec les usages diplomatiques et surtout avec les équilibres délicats qui sauvegardent le consensus", a indiqué Jacob Cohen dans un entretien à l'APS, soulignant que "la diplomatie américaine aurait d'autres moyens, si elle le souhaite, d'atténuer la portée de la déclaration de Trump".

Il s'agit selon lui, de revenir au statu quo qui a les faveurs de l'ONU et de l'Union Africaine (UA), c'est-à-dire revenir aux négociations pour trouver un règlement— improbable — entre les prétentions marocaines et l'autodétermination des Sahraouis, assurant que, "l'avenir du Sahara occidental reste finalement ouvert malgré l'annonce de Trump".

Evoquant les relations entre le régime marocain et l'entité sioniste, Jacob Cohen rappelle que la normalisation "n'est pas le fruit du hasard, ni un coup diplomatique sans fondement mais couronne 60 années de relations de moins en moins secrètes", faisant savoir que "Mohammed 6 n'attendait que le moment favorable pour l'officialiser".

Et ce moment était arrivé avec les autres normalisations. Il a, en outre, rappelé que le roi "Hassan II tenait déjà beaucoup à cette relation intime avec l'entité sioniste".

Par ailleurs, l'écrivain français d'origine marocaine pense qu'à travers cette normalisation le Maroc "espère devenir le partenaire indispensable de l'axe américano-sioniste dans la région (et) devenir en quelque sorte leur sentinelle et éventuellement leur tremplin pour des

actions de maintien de l'ordre". "Nul doute que le Maroc accueillera favorablement toute demande venant de l'entité sioniste ou des Américains pour établir les installations nécessaires

au contrôle de toute la région", a-t-il ajouté. Un élément que les pays limitrophes et même au-delà doivent, selon lui, "prendre en considération".

Dans une rétrospective des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste, M. Cohen rappelle "qu'après son indépendance en 1956, la monarchie marocaine s'était alliée aux ex-colonisateurs contre les groupes révolutionnaires pour renforcer son pouvoir au détriment de son intégrité territoriale".

Il a également rappelé que le roi Hassan II a conclu "un accord en février 1961 avec le Mossad et l'Agence juive pour permettre aux juifs marocains de partir en Israël par dizaines de milliers sans aucun document de voyage", indiquant que, le Mossad, présent au Maroc depuis 1948, avec des réseaux étendus et même des caches d'armes et des fabriques de faux papiers, va alors devenir un partenaire discret mais efficace du régime (marocain)".

"A l'aube des années 80, le Mossad



va s'entendre avec Hassan II pour le recrutement d'un conseiller spécial en la personne d'André Azoulay, juif marocain natif d'Essaouira mais qui a fait toute sa carrière à Paris en tant que banquier", soutient M.

Cohen, notant que "ce personnage a des réseaux étendus dans les milieux financiers internationaux". Il explique qu'André Azoulay fait très probablement partie des 45 000 (une estimation réaliste) "sayanim", ces juifs nationaux qui, par patriotisme sioniste, acceptent de collaborer avec le Mossad dans le cadre de leurs activités professionnelles, assurant que "l'objectif du conseiller royal était de préparer le terrain à l'acceptation des relations entre le royaume chérifien et le régime sioniste, en d'autres termes à donner à ces relations qui existaient déjà un caractère public, officiel".

Surtout que l'entité sioniste, poursuit l'écrivain français, "cherchait à gagner une légitimité ouverte, de cœur, avec un pays arabe important".

TUNISIE

Une correspondance sur le "non respect" de certaines dispositions de la Constitution adressée à Mechichi

Le président tunisien, Kais Saïed, a adressé lundi une correspondance au chef du gouvernement, Hichem Mechichi portant sur "les aspects juridiques du remaniement ministériel et le "non respect" de certaines dispositions de la Constitution, a indiqué un communiqué de la présidence tunisienne.

"Il s'agit de rappeler certains principes selon lesquels le pouvoir politique en Tunisie doit exprimer la volonté du peuple", ajoute le communiqué relayé par l'agence TAP. Le président tunisien a ajouté, dans sa lettre manuscrite, que "la prestation du serment ne se définit comme une procédure formelle ou fondamentale mais par l'engagement à respecter le texte du serment et les conséquences qui en découlent non seulement dans la vie sur terre mais aussi devant l'Eternel".

Cette correspondance intervient dans un contexte de crise "institu-

tionnelle et constitutionnelle" déclenchée après le remaniement ministériel annoncé en janvier dernier et en l'absence d'un tribunal constitutionnel.

M. Saïed a émis plusieurs réserves sur le remaniement, en particulier concernent la constitutionnalité de la démarche, les noms proposés et l'absence de compétences féminines.

Il a refusé de recevoir les nouveaux ministres, qui ont obtenu le 26 janvier la confiance du parlement, pour la prestation de serment.

Lundi, le chef du gouvernement Mechichi a décidé, la révocation de cinq membres du gouvernement concernés par le remaniement ministériel. Ils ont été remplacés, à titre intérimaire, par cinq autres ministres en exercice.

Le jour même, le président Kais Saïed a reçu au palais de Carthage, le président de la Ligue Tunisienne des Droits de

l'Homme (LTDH) Jamel Msallem et son Secrétaire général Béchir Laabidi.

"Nous avons demandé au président de la République d'appliquer la loi pour sortir de la crise", a déclaré le président de la LTDH, dans une vidéo partagée par la page de la présidence.

L'ancien président de l'Ordre national des avocats de Tunisie, Mohamed Fadhel Mahfoudh, a proposé la création d'un comité d'arbitrage sur fond de crise "institutionnelle et constitutionnelle" déclenchée après le remaniement ministériel annoncé en janvier dernier en l'absence d'un tribunal constitutionnel.

Le 16 janvier, M. Mechichi avait annoncé un nouveau remaniement ministériel qui s'est élargi à onze ministres avec en plus, la suppression d'un ministère et d'un secrétaire d'Etat. Cependant, le président Saïed a déclaré, lors d'une réunion du Conseil de la sécurité na-

tionnelle tunisien, que ce remaniement "n'a pas respecté les dispositions de la Constitution, et que ce changement ministériel n'a pas été débattu en conseil des ministres".

Le lendemain, en revanche, les ministres proposés du gouvernement "Mechichi II", ont obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

Mais ils n'ont à ce jour, pas été reçus par le président pour la prestation de serment, ce qui a poussé Mechichi à recourir au Tribunal administratif lequel a jugé que "seule la Cour constitutionnelle est habilitée à trancher ce genre de litige". Lundi, il a démis de leurs fonctions cinq ministres, concernés par le remaniement et chargé cinq autres en exercice (quatre ministres et une secrétaire d'Etat) d'assurer l'intérim de ces départements, en attendant le parachèvement des procédures relatives au remaniement.

SYRIE

Début des réunions "Astana 15" à Sotchi

Les réunions "Astana 15" sur la crise syrienne ont démarré mardi dans la ville russe de Sotchi, avec la participation des délégations des pays garants, la Turquie, la Russie et l'Iran, ainsi que les délégations du gouvernement syrien et de l'opposition.

Après une interruption de plus d'un an, les réunions de Sotchi ont repris avec le démarrage des réunions techniques bilatérales entre les délégations participantes, qui se poursuivront sur deux jours avec une séance finale au terme de laquelle une déclaration finale sera annoncée.

Le porte-parole de la délégation d'opposition syrienne, Ayman Al-Asimi, a précédemment déclaré à des médias que "les délégations devraient tenir des discussions sur les questions politiques et militaires liées à la Syrie".

Al-Asimi a souligné que les dossiers les plus importants soulevés sont "la transformation d'Idleb en une zone de cessez-le-feu globale,



la question du Comité constitutionnel et les exactions des terroristes à l'est de l'Euphrate".

L'Envoyé spécial des Nations unies en Syrie, Geir Otto Pedersen, participera aux réunions.

Quant aux délégués d'Irak, du Liban, de Jordanie et du Kazakhstan, ils seront présents en tant qu'observateurs.

IRAK

14 roquettes utilisées dans l'attaque de l'aéroport d'Erbil

Quatorze (14) roquettes ont été utilisées dans l'attaque de l'aéroport international d'Erbil, dans le nord de l'Irak, survenue lundi soir, d'après des sources de sécurité américaines.

Quatre de ces roquettes ont touché une base où des soldats américains

étaient stationnés. Selon ces sources citées par des agences mardi, 14 roquettes ont été utilisées dans l'attaque de lundi soir, qui a tué un employé civil, blessé cinq autres ainsi qu'un soldat américain. Les sources ont indiqué que 10 des roquettes sont tombées à l'exté-

rieur de la base américaine et que les quatre autres l'ont touché. Il s'agit de la deuxième attaque du genre menée par des inconnus contre l'aéroport. En septembre dernier une attaque similaire a été menée avec six roquettes, mais sans faire de victimes.

YÉMEN

La coalition détruit un drone lancé depuis le Yémen contre l'aéroport saoudien d'Abha

La coalition militaire intervenant au Yémen a annoncé, mardi, la destruction d'un drone chargé d'explosif lancé depuis le territoire yéménite vers l'aéroport international d'Abha, dans le sud-ouest de l'Arabie saoudite, selon les médias locaux.

La coalition, sous commandement saoudien, a déclaré dans un communiqué que "ses forces ont réussi à intercepter et détruire un drone chargé d'explosif lancé par les membres du mouvement "Ansarullah" dits (houthis) vers l'aéroport international d'Abha, selon la chaîne saoudienne Al-Ikh-

bariya. "Des débris ont été dispersés à la suite de l'opération d'interception à proximité de l'aéroport, sans faire de victimes ni de pertes matérielles", a ajouté le communiqué.

Cette frappe intervient au lendemain de celle perpétrée par des éléments houthis contre les aéroports saoudiens de Djeddah et d'Abha, lundi matin, avec deux drones baptisés "Samad 3" et "Qasaf 2k". Depuis environ 7 ans, le Yémen est en proie à une guerre qui a coûté la vie à 233 000 personnes. 80 % de la population d'environ 30 millions de personnes est



devenue dépendante de l'aide pour sur vivre, dans la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations unies.

ETATS-UNIS

Pelosi envisage une commission "de type 11 Septembre" pour enquêter sur l'émeute au Capitole

La présidente de la Chambre des représentants des Etats-Unis, Nancy Pelosi, a annoncé lundi son intention de créer une commission indépendante "de type 11-Septembre" pour mener une enquête sur l'émeute meurtrière du 6 janvier au Capitole, deux jours après l'acquiescement de l'ancien président Donald Trump dans son deuxième procès en destitution par le Sénat divisé à parité.

"Pour protéger notre sécurité, notre prochaine mesure consistera à créer une commission extérieure et indépendante de type 11-Septembre pour mener une enquête et faire un rapport sur les faits ainsi que les causes liés à l'attaque terroriste domestique du 6 janvier 2021 ayant visé le bâtiment du Capitole des

Etats-Unis (...) et concernant l'ingérence dans la passation pacifique du pouvoir", a écrit Mme Pelosi dans une lettre aux démocrates de la Chambre.

"Au cours des dernières semaines, le général Honore a évalué nos besoins en matière de sécurité en examinant ce qui s'est passé le 6 janvier et la façon dont nous pourrions nous assurer que cela ne se reproduise plus", a poursuivi Mme Pelosi, faisant référence au lieutenant général à la retraite Russel Honore, à qui elle a fait appel pour revoir "l'infrastructure de sécurité" du Capitole après l'émeute.

"Il ressort clairement de ses conclusions et du procès en destitution que nous devons découvrir la vérité sur la façon dont cela s'est passé", a-t-elle af-

firmé, ajoutant que la Chambre proposerait également des dépenses supplémentaires pour renforcer la sécurité du Capitole.

Une commission de type 11-Septembre serait établie en vertu d'une législation approuvée par les deux chambres du Congrès et promulguée par le président en exercice, a expliqué la chaîne américaine CNN, ajoutant que ses membres ne seraient pas des élus et ne feraient pas non plus partie du gouvernement.

Le Sénat américain a acquitté samedi Donald Trump du chef d'incitation à l'insurrection conduisant à des violences mortelles au Capitole, au cours desquelles cinq personnes ont perdu la vie, dont un policier.

EQUATEUR

Des autochtones annoncent une marche sur Quito

Des indigènes d'Equateur ont annoncé lundi une marche sur la capitale Quito pour protester contre la fraude électorale dont leur candidat pour la présidence équatorienne, Yaku Perez, se dit victime.

Cette marche vers Quito et d'autres rassemblements ont été annoncés lors d'une conférence de presse par Carlos Sucuzhañay, président de la Confédération des peuples de nationalité kichwa d'Equateur (Ecuadorunari), qui groupe les autochtones de la région andine.

"A partir de minuit il y a aura des rassemblements régionaux et aussi une marche sur la ville de Quito", a déclaré ce responsable.

Depuis le premier tour des élections présidentielle et législatives, le 7 février, les secteurs indigènes et de gauche ont tenu plusieurs rassemblements pacifiques de soutien à Yaku Perez devant les sièges des autorités électorales de Quito et de Guayaquil, la grande ville portuaire du sud-ouest.

"Nous n'allons pas permettre une fraude électorale dans notre pays", a déclaré M. Sucuzhañay, soulignant que les indigènes se sont jusqu'à présent adressés aux autorités compétentes "de manière démocratique, de manière pacifique".

Yaku Perez, un dirigeant indigène et avocat écologiste de 51 ans, affirme que lors du premier tour de la présidentielle une fraude a été commise pour l'empêcher d'accéder au second tour, prévu le 11 avril.

Il a demandé un recomptage d'une grande partie des votes, auquel le Conseil national électoral (CNE) a accepté de procéder.

Selon les résultats presque complets publiés par le CNE, auxquels ne manquent plus que 0,46% des bulletins, M. Perez arrive troisième avec 19,38% des voix, devancé de peu pour la deuxième place qualificative par le candidat de droite Guillermo Lasso avec 19,74%.

Le candidat indigène estime que la fraude l'a fait passer de la deuxième à la troisième place pour lui interdire le second tour.

Le premier tour a été largement dominé, avec 32,71% des voix selon les résultats publiés par le CNE, par Andres Arauz, un économiste de gauche soutenu par l'ancien président équatorien Rafael Correa, qui vit en exil en Belgique.

Un autre groupement d'indigènes, la Confédération des nationalités et peuples indigènes de la côte équatorienne (Conaice), a elle aussi appelé à "une marche pacifique, sans violence", selon les termes de son président, Javier Aguavil.

La marche visera à exiger "que le CNE respecte le vote qui a eu lieu dans les urnes", a-t-il dit.

Le vainqueur du second tour de l'élection succèdera au président Lenin Moreno, dont le mandat de quatre ans prend fin le 24 mai.

La mission d'observation que l'Organisation des Etats américains (OEA) a envoyée en Equateur pour les élections a exprimé lundi sur Twitter sa "préoccupation" devant l'incertitude qui règne sur le processus politique.

Dans un communiqué, la mission a lancé "un appel énergétique au CNE" en soulignant "le manque de précisions dans le processus électoral".

Elle lui a demandé de "fournir une information précise et régulière concernant l'état d'avancement" de ce processus.

Le CNE a annoncé samedi que sur la demande de Yaku Perez, à laquelle s'est joint son rival Guillermo Lasso, quelque 6 millions de votes, soit 45% des votes exprimés lors du premier tour de la présidentielle, allaient être recomptés.

PATRIMOINE

Tlemcen : vers le parachèvement de la restauration d'une trentaine de sites historiques

L'office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC) de Tlemcen s'attelle actuellement à l'élaboration d'une trentaine de fiches techniques pour parachever les opérations de restauration des sites historiques, a-t-on appris mardi auprès de son directeur.

Plusieurs sites historiques dont notamment des vieilles mosquées et des minarets, remontant à diverses époques, dont les travaux de restauration ont démarré depuis des années et puis arrêté à cause des problèmes financiers vont être relancés, selon Benazza Mohamed.

Le ministère de tutelle, a-t-il précisé a programmé le parachèvement des projets inachevés en attendant la finalisation des fiches techniques et les estimations financières qui sont en cours d'élaboration par ledit office de Tlemcen. Une seule fiche technique est déjà achevée, a ajouté la même source. Il s'agit du minaret de la ville de Hennaya (époque zianide) qui nécessite quelques travaux légers et une clôture devant la préserver des facteurs de dégradation, a-t-on fait savoir.

La capitale des zianides, compte à elle seule, plus de 70 % du patrimoine archéologique musulman dans le pays, a-t-il expliqué.

Plusieurs sites tels que la mosquée d'Ibn merzouk, la mosquée de Sidi Belahcene et le minaret de Jema Sid El Benna avaient bénéficié de travaux de restauration, mais en 2013, les travaux sont arrêtés et ces sites attendent toujours la reprise des travaux pour



les sauver d'une dégradation certaine.

Ces sites d'une beauté architecturale imprenable qui remontent à diverses époques zianide, almoravide et mérinide entres autres, sont de véritables atouts de développement du tourisme culturel et culturel, indiquent des présidents d'associations culturelles et touristiques de la wilaya. De grandes opérations de restauration et de pré-

servation ont eu lieu en dans le cadre de la manifestation "Tlemcen capitale de la culture islamique" en 2011, dans divers sites historiques, notamment le minaret de Mansourah, la citadelle d'el mechouar, bab el kermadine, les remparts d'agadir et autres sites historiques représentant le patrimoine archéologique musulman national, rappelle-t-on.

CONCOURS NATIONAL DE POÉSIE À L'UNIVERSITÉ SÉTIF 2 1^{er} prix à Abderrahmane Dhabaoui de l'université Tlemcen

L'étudiant Abderrahmane Dhabaoui de l'université Abou Bakr Belkaid de Tlemcen a remporté le premier prix de la cinquième édition du Concours national de poésie organisé par l'université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2).

Le responsable de l'organisation de cet événement littéraire, Azzeddine Rebika, a affirmé lundi à l'APS que le poème "Rissala faouka El Ma" de Abderrahmane Dhabaoui a remporté la première place du concours national de poésie, organisé cette année par l'université

Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2) avec la participation de 59 établissements universitaires du pays.

La deuxième place du concours, organisé à distance en raison de la pandémie de Covid-19, est revenue à l'étudiant Brahim Belloul de l'université Hama Lakhdar d'El Oued pour son œuvre poétique "Haba inani zaitouna ayouha El watan", tandis que la troisième place a été décrochée par l'étudiant Hamza El Alloui de l'Université Chadli Bendjedid d'El Tarf. De son côté,

le président du jury, le poète Abdelmalek Boumendjel a fait savoir que la cinquième édition de ce concours a suscité un grand intérêt auprès des étudiants de diverses filières, notamment médicale, scientifique et technique, ajoutant que la participation ne s'est pas limitée aux étudiants de lettres et sciences humaines. Il a relevé dans ce sens que la participation des 59 établissements universitaires s'est soldée par un nombre total de 125 œuvres en compétition.

Les étudiants ont ainsi décliné des œuvres poé-

tiques louant la mère patrie, des personnages historiques et des épopées héroïques, d'autant plus que le comité d'organisation a défini la thématique du concours sous le slogan "watanien".

A noter que le jury a préalablement procédé à une sélection des œuvres qui méritait de concourir avant de retenir 10 œuvres en lice pour les trois premières places.

Les trois lauréats de cette édition seront honorés le 18 février, à l'occasion de la journée nationale du chahid.

ETABLISSEMENT ARTS ET CULTURE

Diverses activités de proximité pour célébrer la Journée nationale du Chahid

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger annonce la reprise de ses activités à la faveur d'un programme en lien avec l'histoire de la guerre de libération nationale, à l'occasion de la Journée nationale du Chahid célébrée le 18 février de chaque année, indiquent les organisateurs dans un communiqué.

Des activités dédiées aux célébrations de la Journée nationale du Chahid sont prévues à Alger, jusqu'au 26 février, dans tous les espaces rattachés à l'établissement organisateur, avec pour but de "consolider le lien entre les générations" en rappelant aux jeunes, à travers plusieurs expositions sur différents supports, "les atrocités commises par l'occupant français à

l'égard du peuple algérien" et les "sacrifices consentis par les martyrs de la Révolution".

Ainsi, tous les jours de 9h00 à 17h00, les bibliothèques de Mahalma et Souidania, la bibliothèque multimédias des Eucalyptus ainsi que l'espace des activités culturelles "Rachid-Kouache" de Bab El Oued, abriteront plusieurs expositions de livres sur l'histoire de la révolution algérienne, de photos retraçant les plus grandes stations de la lutte armée contre le colonialisme français, de portraits de martyrs et de textes et chansons patriotiques.

Les espaces d'activités culturelles "Agha" et "Bachir-Mentouri" accueilleront à leur tour, des exposés sur la

Journée nationale du Chahid, à travers des documents d'archives, des coupures de presse, des photos, la déclaration du 1er novembre et une conférence traitant de la même thématique, animée par Said El Hachemi.

A la bibliothèque multimédias de Draria, les célébrations de la Journée nationale du Chahid seront également marquées par plusieurs expositions de livres anciens et de photos sur la lutte armée pour l'indépendance nationale, ainsi que la projection d'un documentaire sur la guerre de libération pour clore cet événement commémoratif avec une série d'hommages qui seront rendus aux familles des martyrs.

CINÉMA-DISTRIBUTION

L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri retenue dans le casting du nouveau film "Les trois mousquetaires"

L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri a été retenue dans le casting du nouveau film "Les trois mousquetaires", adapté du roman classique éponyme d'Alexandre Dumas, indique-t-on dans la revue américaine spécialisée, "Variety".

Dans une nouvelle adaptation époustouflante du roman d'Alexandre Dumas, ce nouveau film, réalisé par Martin Bourboulon, Lina Khoudri interprétera le personnage de Constance Bonacieux, femme d'un bourgeois et employée de la reine "Anne", aux côtés de comédiens français de renom qui se sont distingués à l'échelle internationale par leurs rôles dans de grandes productions hollywoodiennes, à l'instar d'Eva Green et Vincent Cassel.

Dans cette grande production cinématographique, les acteurs, Eva Green, Vincent Cassel, Romain Duris, François Civil et Louis Garrel incarneront respectivement les personnages de l'"antagoniste Milady de Winter", les mousquetaires, "Athos", "Aramis", "D'Artagnan et le "Roi Louis XIII".

Ce nouveau long métrage, dont le tournage débutera à la fin de l'été 2021, sera présenté en deux parties, "D'Artagnan" et "Mila dy" et coûtera à la production 73 millions de dollars.

Le tournage de ce film d'aventures qui durera "sept à huit mois", selon Alexandre de la Petellière, co-scénariste du film avec Mathieu Delaporte, est la plus importante production cinématographique en France et en Europe (à l'exception du Royaume Uni) depuis la propagation de la pandémie de la Covid-19.

L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri a déjà été primée dans plusieurs films, dont "les biens heureux" de Sofia Djama, à la Mostra de Venise, "Papicha" de Mounia Meddour, au 12e Festival du film francophone d'Angoulême, recevant en 2020, le César du meilleur espoir français.

MUSIQUE

Décès à New York de Johnny Pacheco, légende de la salsa

Le légendaire musicien Johnny Pacheco, considéré comme l'un des pères de la salsa, est mort lundi à New York à l'âge de 85 ans, a annoncé sa famille.

Musicien, compositeur et producteur, Johnny Pacheco, né en 1935 en République dominicaine, avait notamment fondé le label discographique Fania Records et le groupe historique Fania All-Stars, par lequel sont passées des icônes de la salsa comme Celia Cruz, Hector Lavos ou Willie Colon.

"Avec une grande douleur dans l'âme et un grand vide dans mon cœur, je vous annonce que le maestro Johnny Pacheco est mort aujourd'hui dans la paix...", a déclaré son épouse, dans un communiqué publié au nom de la famille sur le compte Facebook officiel de l'artiste. Le musicien avait été hospitalisé d'urgence il y a quelques jours pour une pneumonie. Né le 25 mars 1935 dans la ville dominicaine de Santiago de los Caballeros, Juan Azarias Pacheco, devenu par la suite Johnny Pacheco, était arrivé à New York avec sa famille alors qu'il était enfant.

Après des études musicales à la célèbre Juilliard School de New York, il avait commencé sa carrière dans les années 50 et avait accédé à la célébrité avec l'orchestre Pacheco y su Charanga. "El faisán" et "Quitate tu" sont deux des plus de cent chansons que Johnny Pacheco a enregistré ou composées.

INTERNET

L'ONU condamne les coupures d'internet en Birmanie

L'ONU condamne les coupures d'internet en Birmanie qui sapent "les principes démocratiques fondamentaux" et nuisent "à des secteurs-clés, y compris les banques", a affirmé lundi le porte-parole adjoint de l'Organisation, Farhan Haq.

Lors d'un entretien téléphonique avec Soe Win, commandant adjoint de l'armée birmane, l'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, la Suisse Christine Schraner Burgener, a averti que ces coupures "exacerbent les tensions nationales", a ajouté le porte-parole de l'ONU.

La Birmanie a connu entre lundi et mardi des "coupures d'internet" dans l'ensemble du pays pour la deuxième nuit consécutive, selon l'ONG de surveillance d'internet NetBlocks.

Les arrestations de dirigeants politiques, de fonctionnaires, d'acteurs de la société civile et de représentants des médias sont profondément préoccupantes, tout comme les restrictions sur internet et les services de communication", a insisté Farhan Haq lors du point-pressé quotidien de l'ONU.

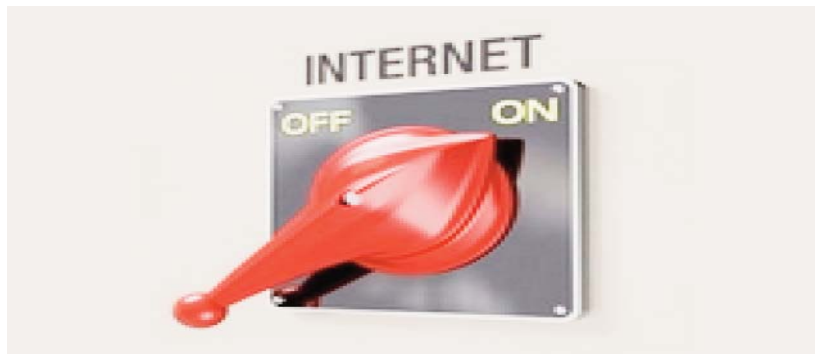
"Ils ne doivent pas être perturbés pour garantir le droit à la liberté d'expression, qui comprend l'accès à l'information", a-t-il réclamé.

L'émissaire de l'ONU compte continuer à s'entretenir avec la hiérarchie militaire birmane "pour un dialogue franc et ouvert tant qu'elle estimera que cela permet de renverser la situation actuelle et de faire respecter la volonté du peuple de Birmanie", a aussi dit le porte-parole.

Christine Schraner Burgener

"continue d'insister auprès de l'armée sur le fait qu'elle doit s'abstenir de toute violence et respecter pleinement les droits humains, les libertés fondamentales et l'Etat de droit", a-t-il ajouté.

Selon lui, l'émissaire "a fait savoir à l'armée de la Birmanie que le monde surveillait de près" la situation dans le pays "et que toute forme de réaction brutale risquait d'avoir de graves conséquences".



INTERNET - FISCALITÉ

Le Maryland, premier Etat américain à taxer la publicité numérique

Des élus américains veulent réguler les géants de la tech, mais aussi les taxer, comme dans le Maryland, premier Etat du pays à avoir approuvé vendredi un impôt sur la publicité en ligne, un secteur largement dominé par Google et Facebook. Le Parlement de ce petit Etat en banlieue de la capitale Washington s'est prononcé en faveur d'une loi censée générer environ 250 millions de dollars au bout d'un an, qui seront destinés aux écoles. "Le Maryland va devenir le premier Etat du pays à s'assurer que les +big tech+ payent leur part pendant qu'ils engrangent des milliards de dollars par an grâce à nos données personnelles pour vendre des pubs numériques", a déclaré vendredi sur Facebook le sénateur Bill Ferguson, principal rapporteur du texte. "Des entreprises comme Amazon, Facebook et Google ont vu leurs profits augmenter de manière spectaculaire pendant la pandémie de Covid-19 tandis que nos petites entreprises

peinent à survivre". Les lobbys de la Silicon Valley argumentent au contraire, aux côtés des républicains, que les coûts de ce type de législation seront répercutés aux entreprises, petites et grandes, qui achètent des espaces publicitaires sur les plateformes. "Le Maryland a l'honneur douteux d'être le seul Etat du pays à avoir approuvé une loi aussi mauvaise, avec en plus la distinction de l'avoir fait pendant une pandémie et une crise économique", a réagi dans un communiqué Robert Callahan, un vice-président de la Internet Association, qui représente la plupart des grands groupes technologiques. D'autres Etats américains pourraient bientôt emboîter le pays au Maryland, alors que leurs caisses sont vides après une année de restrictions imposées aux activités économiques. Ses efforts s'inscrivent dans le cadre d'un débat de plus en plus important en Amérique du Nord, sur le pouvoir économique et politique des sociétés de la Si-

licon Valley. Google et Facebook font face à des poursuites de diverses autorités pour abus de position dominante et Amazon et Apple pourraient en subir aussi. A gauche comme à droite, des élus veulent en outre imposer plus de responsabilités aux réseaux sociaux, du respect de la confidentialité des données à la modération des contenus. Larry Hogan, le gouverneur républicain du Maryland, avait apposé son veto au nouvel impôt, mais vendredi le Sénat local a voté en faveur d'un contournement de ce veto, après la chambre des représentants jeu di. "Ce n'est pas la fin de ce combat", a-t-il dit sur Twitter. "Ca ne peut pas se passer comme ça". Quelques pays européens ont déjà adopté des taxes sur le numérique, qui leur ont valu des représailles sous forme de droits de douane supplémentaires de la part du gouvernement de Donald Trump.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE EL T ARF
DAIRA DE DREAN
COMMUNE DE DREAN
N° FISCAL : 096236139048319/01

appel d'offre infructueuse

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de services publics, Le président de l'assemblée populaire communale de Dréan informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'avis D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2020 QUE L'AVIS D'ATTRIBUTION PARU AUX QUOTIDIENS .DK NEWS DU 05/01/2021 EN DATE DU 03/01/2021

Lot N°03: AMENAGEMENT AXE RD POINT ABADLIA SAID AU PASSAGE A NIVEAU BORDJ NEM.

appel d'offre infructueuse selon l'article 40 du décret présidentiel. N° 15/247 du 16/19/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

que la procédure d'évaluation des offres a donné le résultat suivant:

désignation	L'entreprise	Montant global après correction	Délais d'exécution	Observation
Lot N°03: AMENAGEMENT AXE RD POINT ABADLIA SAID AU PASSAGE A NIVEAU BORDJ NEM.	GHOUAFRIA CHERIF	14 723 938,00	06 MOIS	Le montant proposé par l'entreprise a dépassé le montant de la fiche technique

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE GHARDAIA
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE
DAIRA D'EL-MENIAA
COMMUNE D'EL-MENIAA
M.F: 698447025138224

AVIS D'Attribution provisoire
D'une opération de réalisation
D'un projet après appel D'OFFRE
Ouvert avec exigence de capacités minimales

Conformément aux prescriptions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel N° 247-15 de la 16/09/2015 portant organisation des marchés publics, Monsieur le président de l'assemblée populaire communale d'El-Meniaa wilaya de Ghardala porte à la connaissance de tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres Ouvert avec exigence de capacités minimales N° 99/2020 en date du 24/12/2020 paru dans les journaux EI JAZAIR et DK NEWS relatif au projet suivant :

Fourniture de Cantine Scolaires Avec L'articles Suivantes :

Lo1 : Viande rouge, viande blanche frais.
Lo2 : Légumes et fruits frais.
Lo3 : Produits alimentaires généraux.
Lo4 : Le lait et ses dérivés.
Lo5 : Pain.

Et qu'après les mesures d'évaluation des offres pour la réalisation de ce projet, l'attribution provisoire de cette opération sera comme suit :

N°	Dénomination du projet	Entreprise retenue	Montant	Notation /50	Durée de réalisation
01	Lo1 :Viande rouge, viande blanche frais.	FRADJ Youcef Magazine Superat EL MENIAA 198647020081228	Min : 1.480.000.00DA Max : 27.297.000.00 DA	35 pts	01 année
02	Lo2 : Légumes et fruits frais .	SARL PEACE DOOR METLILI GHARDAIA 000647086291821	Min : 7.979.795.00 DA Max : 52.735.170.00 DA	55 pts	01 année
03	Lo3 : Produits alimentaires généraux	FRADJ Youcef Magazine Superat EL MENIAA 198647020081228	Min : 1.601.500.00 DA Max : 42.556.300.00 DA	39 pts	01 année
04	Lo4 : Le lait et ses dérivés.	FRADJ Youcef Magazine Superat EL MENIAA 198647020081228	Min : 850.000.00 DA Max : 37.050.000.00 DA	35 pts	01 année
05	Lo5 : Pain.	FRADJ Mohammed Entreprise de fourniture d'équipement, matériaux alimentaire pour les hôtels, cafés, restaurants et groupes EL MENIAA 158470201012483	Min : 27.000.00 DA Max : 5.475.000.00 DA	36 pts	01 année

Les soumissionnaires ayant participé à cet appel d'offre, peuvent en cas de leur non consentement faire recours auprès de la commission des marchés publics de la commune d'EL-MENIAA dans un délai ne pouvant dépasser 10 jours à partir de la date de publication de cet avis aux journaux, et pour eux qui sont intéressées de se rapprocher de mes services au plus tard trois(03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Doc



Serena, actrice et sœur aînée d'Elisa, est hospitalisée pour une importante anémie. De son côté, l'infirmière en chef Teresa prend en charge son ex-mari, Corrado, dont l'éruption cutanée dans l'abdomen pourrait être provoquée par une tumeur. Agnese, elle, est jalouse de voir Andrea et Giulia retrouver de bonnes relations. Pendant ce temps, Alba, qui attend Riccardo dehors, est triste de le voir partir avec Maria.

france 2 21:05

La faute à Rousseau



Après dix ans de vacances à la fac, Benjamin Rousseau, 46 ans, accepte à nouveau d'enseigner la philosophie au lycée La Fontaine. Le premier jour de la rentrée scolaire, cet homme rebelle et un brin incontrôlable découvre que Théo, son fils de 17 ans en pleine recherche d'identité, figure parmi ses élèves. Arrivé en retard, Paul, mystérieux et beau garçon, intègre la classe. Lors d'un cours suivant, ce dernier révèle à ses camarades et à Benjamin Rousseau qu'il a été condamné à 280 heures de travaux d'intérêt général à la suite d'un accident de scooter.

france 3 21:05

Des racines et des ailes



En Bretagne, rencontre avec celles et ceux qui magnifient ce territoire. Héritières et héritiers d'un savoir-faire exigeant et maîtrisant des techniques d'exception, ils défendent l'identité et le patrimoine breton : Didier Olivry, responsable du Conservatoire du littoral de Bretagne, Loïc Maillard, un tailleur de pierre, la sommelière Carine Bigot, le cidriculteur Eric Baron, David Akpamagbo, un fabricant de beurre, Lucile Viaud, une jeune designeuse, le chef Hugo Roellinger, Erwan et Gurvan Tymen, des paysagistes de renommée internationale.

CANAL+ 22:30

Football / Ligue 1 Uber Eats



Le derby du sud entre les Phocéens et les Aiglons niçois est toujours un match disputé et indécis. Lors de ce match en retard de la 11e journée, Steve Mandanda et les Marseillais affrontent une équipe azurée qui stagne dans le milieu de tableau. Emmenés notamment par Kasper Dolberg et Jeff-Reine Adelaïde, les Aiglons se rendent au Stade Vélodrome avec l'objectif de ramener le point du match nul. Ils devront pour cela se montrer vigilants en défense et surveiller notamment la nouvelle recrue phocéenne, le Polonais Arkadiusz Milik.

6 21:05

Top chef



Cette semaine, les quatre brigades de trois cuisiniers et le candidat solitaire commencent par s'opposer autour du « jardin de légumes », fameuse salade végétale inventée par Kei Kobayashi, un chef trois étoiles, installé à Paris et d'origine japonaise. Les concurrents se rendent ensuite à La-guiole, dans l'établissement de Michel Bras, le créateur du biscuit au cœur coulant. Là, ils doivent réaliser une version totalement inédite du coulant, en salé ou en sucré. Enfin, pour l'épreuve de la dernière chance, les cuisiniers non qualifiés sont invités à travailler le filet de bœuf.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2409

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

6	3			7	8				
5									3
4			7						6
		9	5						
	2			5					
		6	2						
3			9			7			
7									1
4	1			3	6		9		
						7	3		
						6			
						1	5		
1	6			7	2			1	
2						5			8
9			7					2	
		1	6					5	
	8			3				9	3
		5	9				1		
8			4					7	8
7						5		8	
						8			3
5	9					7			
						8			7
						9	6		
								4	2



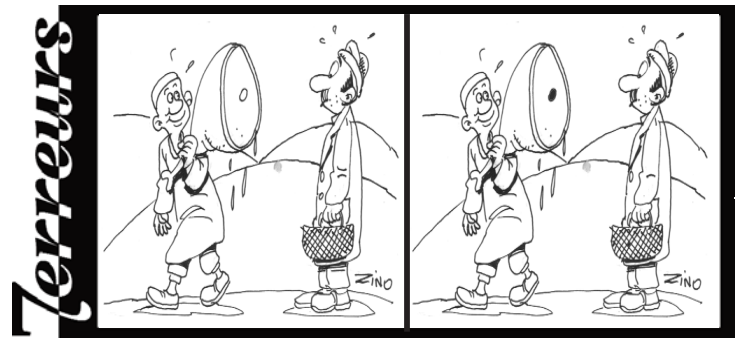
«Une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie.»

André Malraux

Mots croisés N°2409

- Horizontalement:**
- Somnifère
 - Vendras - Possible origine de torrent
 - Époque active - Bien préparer sa peau
 - Valeur du silence - Partie de course - Accueil amusant
 - Reste sans mouvement - Prudents avec le liquide
 - Gaz de pub - Affluent du Rhône
 - Accord parfait - Coin chauffant
 - Alliée - Voisin du jejunum
 - Terre à pots - On y trouve un monde fou - Début de décompte
 - Palmier à huile - Sorti de la norme
- Verticalement:**
- Pas très reluisante
 - Petit parasite - Pronom pour lui
 - Chef d'état - Complète
 - Rapace - Plat vietnamien
 - Vieil esclave - Démentis
 - Obstinations
 - Cité de fouilles - Travail de modèle - Pareil en petit
 - Reconduit - Espoir de naufragé
 - Baie de Honshu - Transmises par la parole
 - Cellule sexué
 - Déchet à éliminer - Fauve
 - Métisse

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1109

envenimer	↓	situas attraction universelle	↓	allié	↓	ferait un trou partie du pinceau	↓	loutres de mer technique raffinée	↓	jeune cochon	↓	point du levant patron d'arche	↓
villes	↓		↓	extirperas	↓								
rissolera au four empreinte	→					soutien d'orphelin mit à part	→			pièce de viande rivière de Chine	→		
départs de navire	→											saillie du palais	↓
prévins	↓												grosse correction
mot de liaison	→			modérés	→								
adipeux	↓			équipait le cheval	↓								
						âge géologique l'opposé du zénith	↓			vieux indiens	→		
fit la peau lisse	→	persévérances extraordinaires	→										
attaque de banque revoie le jour	→												
abri de bateaux	→	rage de poète remâchera	→										
propulsé	→			profitables	→								
répandai	→			note	→								
abri d'oisillons s'étiolait (se)	→			mouvement de la mer proverbes	↓								
abris d'oisillons s'étiolait (se)	→			boite à boulot déesse d'Égypte	↓								
dons de défunt	→												
calme	→												
passerai au crible	→												

Solution

Sudoku n°2409

2	6	3	4	1	9	7	8	5	9	6	6	7	8	2	4	1	3				
6	1	7	8	2	6	4	9	3	7	1	2	3	4	5	9	6	8				
4	8	9	5	7	3	1	2	6	8	4	3	1	6	9	7	5	2				
8	7	4	9	3	6	6	1	2	2	9	8	4	5	1	3	7	6				
6	9	2	7	8	1	5	3	4	4	3	1	2	7	6	5	8	9				
1	3	5	6	4	2	8	7	9	6	5	7	9	3	8	2	4	1				
3	5	6	1	9	8	2	4	7	6	3	1	5	8	9	6	2	4	1	3	7	
7	2	8	3	6	4	9	5	1	8	7	4	3	2	6	5	1	7	8	9	4	
9	4	1	2	5	7	3	6	8	5	9	2	1	7	4	8	9	3	6	2	5	
4	1	2	7	8	3	6	9	5	6	4	5	9	2	3	7	8	1	1	7	2	
2	8	7	3	6	4	1	9	5	3	4	8	2	6	7	8	4	1	3	9	5	
9	3	5	2	7	1	6	8	4	2	5	7	9	1	3	2	5	7	8	6	4	
3	9	4	1	8	6	5	7	2	9	6	4	5	9	2	3	7	8	1	1	7	2
5	6	8	4	2	7	3	1	9	7	8	1	5	6	4	2	3	9	5	5	6	7
1	7	2	6	3	9	4	8	5	3	2	9	7	1	8	5	4	6	6	6	7	2
8	2	1	7	4	5	9	3	6	5	7	2	4	8	6	9	1	3	3	3	4	5
7	4	3	6	9	2	8	5	1	8	3	4	1	9	2	6	5	7	7	7	8	9
6	5	9	8	1	3	2	4	7	1	9	6	3	7	5	4	2	8	8	8	9	1

Mots Croisés n°2409

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	B	A	R	B	I	T	U	R	I	Q	U	E
2	E	C	O	U	L	E	R	A	S	■	R	U
3	S	A	I	S	O	N	■	M	E	G	I	R
4	O	R	■	E	T	A	P	E	■	A	N	A
5	G	I	T	■	E	C	O	N	O	M	E	S
6	N	E	O	N	■	I	S	E	R	E	■	I
7	E	N	T	E	N	T	E	■	A	T	R	E
8	U	■	A	M	I	E	■	I	L	E	O	N
9	S	I	L	■	A	S	I	L	E	■	U	N
10	E	L	E	I	S	■	D	E	S	A	X	E

Grille géante n°1109

•	A	•	P	•	C	•	O	•	I	•	P	•	E
A	G	G	L	•	M	•	A	•	E	•	R	•	S
G	R	A	C	•	E	•	T	•	R	•	I	•	T
T	R	A	C	•	R	•	E	•	R	•	N	•	O
V	A	I	S	•	E	•	V	•	E	•	L	•	L
A	V	I	S	•	E	•	V	•	E	•	L	•	L
E	T	A	S	•	S	•	O	•	B	•	A	•	R
G	R	A	T	•	E	•	S	•	O	•	L	•	I
E	P	I	L	•	A	•	C	•	A	•	I	•	T
R	E	N	H	•	O	•	L	•	A	•	D	•	E
P	O	R	T	•	I	•	R	•	E	•	N	•	T
P	O	R	T	•	I	•	R	•	E	•	N	•	T
S	E	M	A	•	I	•	U	•	O	•	M	•	I
F	A	L	E	•	G	•	R	•	E	•	S	•	E
S	A	S	S	•	E	•	R	•	A	•	I	•	E

TOKYO-2020

Début du processus de sélection d'un nouveau patron

Le comité chargé de trouver un nouveau président pour les Jeux olympiques de Tokyo a entamé des discussions mardi, selon des médias japonais, alors que des militants exigent la plus grande transparence dans le processus de sélection.

Ce comité s'est réuni pour la première fois afin de choisir à une date indéterminée le successeur de Yoshiro Mori, 83 ans, qui a démissionné vendredi après le tollé provoqué par ses affirmations sexistes selon lesquelles les femmes parlaient trop lors des réunions, ce qui était selon lui "embêtant".

Le comité devrait être composé de huit membres, avec une répartition égale entre les hommes et les femmes. Mais des militants pour l'égalité des sexes ont demandé davantage de transparence dans le processus, les organisateurs des Jeux, prévus du 23 juillet au 8 août, refusant d'identifier les membres du comité de sélection afin de les protéger de l'attention des médias.

Les Jeux 2020 de Tokyo, qui ont été reportés en raison de la pandémie de Covid-19, devraient commencer en juillet.

Les organisateurs martèlent qu'ils auront lieu malgré des doutes quant à la faisabilité de l'événement du fait de la situation sanitaire mondiale.

La formation du comité de sélection, dirigé par Fujio Mitarai, 85 ans, PDG du groupe Canon, a été annoncée vendredi après une tentative infructueuse de Yoshiro Mori de proposer l'ancien footballeur Saburo Kawabuchi, 84 ans, comme son successeur.

Selon des informations de presse, le nouveau président du comité d'organisation Tokyo-2020 pourrait être nommé avant la fin de la semaine.

Parmi les noms cités figurent la ministre chargée des Jeux olympiques Seiko Hashimoto, le président du Comité olympique japonais Yasuhiro Yamashita et l'ancien lanceur de marteau Koji Murofushi.

HANDBALL / TRANSFERT

Berkous rejoint Istres pour deux saisons

Le handballeur international algérien Messaoud Berkous (GS Pétroliers) rejoindra la formation française d'Istres (Div.1) pour deux saisons à partir de l'été prochain, a annoncé mardi le club dans un communiqué publié sur son site officiel.

"C'est ma première expérience à l'étranger! Je connais du monde qui a joué là-bas, c'est une belle ville. C'est un rêve pour moi de jouer en Starligue.

Je suis ravi de signer, je suis les matchs d'Istres dès que je peux", a indiqué l'arrière gauche au site officiel istrien.

"C'est un club ambitieux en particulier avec les nouvelles recrues et j'ai hâte de vivre cette nouvelle aventure", a ajouté Berkous (31 ans).

De son côté, l'entraîneur d'Istres handball, Gilles Derot, s'est réjoui de l'arrivée du meilleur joueur algérien lors des dix dernières années.

"Sa candidature m'a agréablement surpris, c'est un joueur de niveau international. Avoir un joueur de ce niveau-là dans notre effectif pour la saison prochaine, c'est bien sûr une plus-value. Il est arrière gauche et ça sera un gros plus offensivement. Défensivement, je le connais un peu moins bien".

Avant de conclure: "Pour finir, humainement, c'est un garçon qui a l'air très bien, stable et il devrait rapidement s'adapter à notre style de jeu et à la vie du groupe".

Berkous (145 sélections) avait eu auparavant quelques piges avec des clubs arabes, prenant part à des tournois internationaux, dont la Coupe du monde des clubs avec Al-Sadd (Qatar) en 2013 et le Championnat d'Afrique des clubs champions avec le club égyptien du Zamalek en 2017.

APS

JUDO / COUPE D'ALGÉRIE MILITAIRE
Les équipes de 1^{ère} région militaire et du Commandement de la Gendarmerie Nationale sacrées

Les judokas messieurs de la 1^{ère} région militaire (RM) et leurs homologues dames du Commandement de la Gendarmerie Nationale (CGN), ont remporté la Coupe d'Algérie militaire de la discipline, organisée lundi et mardi, à la salle omnisports du Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM) de Ben Aknoun, Messaoud-Boudjriou (Alger).

Chez les messieurs, la formation de la 1^{ère} RM a battu en finale l'équipe de la 2^e RM, alors que le podium a été complété par les équipes du CGN et du Commandement des forces aériennes. L'entraîneur de la 1^{ère} RM, Abdessamed Mazari, s'est félicité de la consécration de son équipe, soulignant la domination de ses judokas sur les tatamis.

"Malgré la difficulté de notre mission et la participation de 21 équipes, nous avons réussi à conserver le trophée. Félicitations aux athlètes", a-t-il déclaré. Chez dames, les judokates du Commandement de la Gendarmerie Nationale (CGN) se sont imposées en finale devant celles du Commandement des forces navales. Les deux médailles de bronze sont revenues à l'Ecole supérieure de la marine et l'Académie militaire de Cherchell. L'entraîneur de la CGN, Mohamed Lamine Khelifi, a reconnu que la conquête de ce trophée



a été difficile face à des équipes d'un bon niveau. "Je félicite mes athlètes qui ont travaillé très dur durant la préparation. Ce trophée vient récompenser leurs efforts", a-t-il dit. De son côté, le président de la Fédéra-

tion algérienne de judo (FAJ), Rachid Laras, a salué la réussite de ce tournoi, estimant que "les athlètes militaires ont montré un très bon niveau grâce aux efforts des staffs techniques, qui veillent à préparer les

athlètes dans les meilleures conditions". 121 judokas (98 messieurs et 23 dames), représentant 26 équipes relevant de différentes Régions et Ecoles militaires, ont pris part à la Coupe d'Algérie militaire.

TENNIS / CIRCUIT PRO-FÉMININ À MONASTIR

Ibbou débutera contre la Serbe Andjela Jocovic

L'Algérienne Inès Ibbou sera opposée à la Serbe Andjela Jocovic, au premier tour d'un tournoi international féminin, prévu mercredi à Monastir (Tunisie), selon le programme de compétition dévoilé mardi par les organisateurs. De part son classement mondial, Ibbou a été classée tête de série N4 de ce tournoi, prévu sur surface rapide et doté d'un prize-money de 15.000 USD.

En double, l'Algérienne a choisi de faire équipe avec la Serbe Elena

Milovanovic. Pour leur premier match dans ce tableau, Ibbou et son équipière seront opposées à un tandem Espano-serbe, composé de Valeria Koussenkova et Nevena Skovic.

Une première pour l'Algérienne depuis environ 45 jours, car après avoir observé un arrêt forcé pendant un mois, suite à l'annulation de plusieurs compétitions en Tunisie, consécutivement à une hausse des cas de contamination au coronavirus, Ibbou s'était contentée de jouer uniquement

en simple, à son retour à la compétition, il y a deux semaines.

Cependant, et ayant plus ou moins retrouvé son rythme de croisière à travers ses deux précédents tournois, l'Algérienne s'est sentie capable d'évoluer sur les deux tableaux (simple et double) lors de ce troisième tournoi, d'où sa décision de s'y engager.

Ibbou (22 ans) reste sur une finale perdue contre la Tchèque Linda Fruhvirtova : 6-2, 6-2, dans le précédent tournoi, clôturé dimanche à Monastir.

OUARGLA

Nouvelles structures sportives et juvéniles

De nouvelles installations sportives et juvéniles ont été concrétisées à travers la wilaya de Ouargla dans le but de promouvoir la pratique sportive et le développement du potentiel sportif local, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Ces structures consistent en la réalisation, au niveau de la zone des équipements publics au chef lieu de wilaya, d'une aire de jeux dotée d'une pelouse synthétique, d'une piscine semi-olympique

(bassin de 25 mètres) avec ses structures d'accompagnement (vestiaires, douches, infirmerie et cafétéria). Il s'agit également de la réception d'un lycée sportif régional, d'une salle omnisports de 3.000 places, d'une autre pour les arts martiaux, ainsi que d'une piste d'athlétisme avec 10 couloirs. Le wali d'Ouargla, M. Aboubakr Seddik Boucetta, a annoncé, lors d'une récente inspection de projets du secteur de la jeunesse et

des sports, que toutes les structures en cours de réalisation au niveau du pôle sportif seront opérationnelles durant le premier semestre de l'année en cours. D'autres projets vont venir renforcer, l'état prochain, le patrimoine sportif d'Ouargla et consistent en une piscine de proximité dans la commune d'Ain El-Beida (daira de Sidi-Khouiled), d'un bassin de natation au niveau du ksar d'Ouargla, et d'un stade de proximité

au quartier Saïd-Otha. Le secteur de la jeunesse et des sports dispose dans la wilaya d'Ouargla de 24 stades de football revêtus de pelouses synthétiques, sept (7) bassins de natation, deux (2) piscines de proximité, trois (3) piscines semi-olympiques, trois (3) salles de sports, quatre (4) autres omnisports, 90 aires de jeux de type "Matic", selon les données de la direction de la jeunesse et des sports d'Ouargla.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TIR SPORTIF

L'AG électorale le 11 mars à Alger

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de tir sportif (FATS) se tiendra le 11 mars au siège du Comité olympique et sportif algérien (Alger) à partir de 9h00, a indiqué mardi l'instance fédérale. Les membres de l'AG éliront à cette occa-

sion leurs président et bureau fédéral pour le nouveau mandat olympique 2021-2024. Cette AGE sera précédée du déroulement, le 25 février au siège du Comité olympique toujours (9h00), de l'assemblée générale ordinaire pour l'examen des bilans moral et fi-

nanier de 2020 et du mandat olympique 2017-2020. La session ordinaire de l'AG verra également l'installation des différentes commissions électORALES (candidatures, recours et passation de consignes) en vue de la tenue de l'AGE.

La visite officielle du président de la Fifa Infantino à Alger reportée (FAF)

La visite officielle que devait effectuer le président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino, à Alger les 21 et 22 février, a été reportée, a annoncé mardi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

"Pour des raisons de contingences particulières, la visite du président de la Fédération internationale de football association (Fifa), M. Gianni Infantino, est reportée à une date prochaine", a indiqué l'instance dans un communiqué.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre du "rapprochement avec les associations membres".

Elle devait permettre au président de la Fifa d'"échanger avec les officiels du football algérien sur la promotion des valeurs et le développement du sport-roi", avait indiqué l'instance fédérale à



l'annonce de l'arrivée d'Infantino, lundi soir. Gianni Infantino s'était

déjà rendu en Algérie en novembre 2015, alors qu'il occupait le poste de se-

crétaire général de l'Union européenne de football (UEFA).

LIGUE 1 (LICENCE PROFESSIONNELLE)

Un délai de grâce de 15 jours accordé au MCO et à l'USMBA (LFP)

Le MC Oran et l'USM Bel-Abbes, ont écopé chacun d'une amende de 300.000 dinars pour non-respect du dépôt des documents pour l'octroi de licence de club professionnel, et se sont vu accorder un délai de grâce de 15 jours à compter du 15 février 2021, a annoncé la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP).

"Après avoir pris connaissance des arguments présentés par les deux clubs MC Oran et USM Bel Abbes, et tenant compte des de-

mandes d'un délai de grâce formulées par les deux clubs, la commission de discipline accorde un dernier délai de grâce de 15 jours à compter du 15 février 2021, pour que les deux clubs se conforment aux instructions de la FAF", a indiqué la LFP sur son site officiel.

Le 12 janvier dernier, la commission de discipline de la LFP a annoncé avoir accordé un deuxième délai de 30 jours, à compter du 11 janvier 2021, à dix clubs de Ligue 1 suite au "non-respect

de dépôt des documents pour l'obtention de la licence professionnelle", finalement non respecté par le MCO et l'USMBA, derniers clubs à n'avoir pas encore complété leurs dossiers.

"Par défaut, la commission procédera à l'application des sanctions disciplinaires", conclut l'instance dirigeante de la compétition.

Pour rappel, ils sont désormais 18 clubs, sur les 20, à avoir satisfait aux obligations du cahier des charges pour la saison 2020-2021.

JS SAOURA

Djalit à la barre technique en attendant la désignation d'un nouvel entraîneur

L'entraîneur-adjoint Mustapha Djalit assurera l'intérim à la tête de la barre technique de la JS Saoura, en attendant le recrutement d'un nouvel entraîneur en remplacement de Meziane Ighil, indique mardi le club de Ligue 1 de football.

La prise en charge de la barre technique du club par Djalit, en compagnie

de l'entraîneur des juniors Gourari Abdelkader, du préparateur physique Larbi Morsli et de l'entraîneur des gardiens Salah Laouti, vient en prévision du prochain déplacement de l'équipe à Chlef pour y affronter l'ASO, samedi au titre de la 14e journée de championnat, précise la JSS sur sa page officielle Face-

book. La désignation provisoire de Djalit intervient au lendemain de la séparation à l'amiable entre la direction du club et l'entraîneur Meziane Ighil, lundi.

Arrivé à la JSS en janvier 2020, Ighil quitte à la surprise générale le club malgré une bonne entame de saison.

Les trois dernières

contre-performances de rang en déplacement pourraient être à l'origine de cette séparation à l'amiable.

Au terme de la 13e journée de Ligue 1, la JS Saoura pointe à la troisième place du classement avec 23 points et un match en retard à domicile face au leader l'ES Sétif (27 pts).

CHAMPIONNAT SAOUDIEN - AL ETTIFAQ

M'Bolhi de retour à l'entraînement

Rais M'Bolhi, le gardien international algérien du club saoudien Al Ettifaq a repris les entraînements lundi, après s'être entièrement remis d'une blessure au genou, qui l'avait éloigné des terrains pendant six semaines.

Le champion d'Afrique 2019 (34 ans) avait contracté cette blessure au tout début du mois de janvier, pendant la séance d'entraînement qui avait précédé le match de la 11e journée du championnat local contre Al-Wihda.

M'Bolhi avait subi toute une série d'examens après cette blessure, et le diagnostic a été défavorable, puisque son club avait annoncé une indisponibilité de six semaines dans la foulée.

Ce délai étant désormais écoulé, et sa convalescence s'étant très bien passée, le gardien algérien a pu re-

prendre du service lundi, en solo, en attendant de retrouver la plénitude de ses moyens, pour pouvoir réintégrer le groupe.

Pour rappel, juste après sa blessure, M'Bolhi s'était rendu à Dubaï, pour s'y soigner et y suivre sa rééducation, avant de revenir en Arabie saoudite.

La guérison du portier N1 des Verts est une bonne nouvelle pour le sélectionneur Djamel Belmadi, qui s'apprête à disputer deux



matchs importants, au mois de mars prochain, respectivement contre la Zambie et le Botswana, pour le compte des 5e et 6e journées des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations.

LIGUE 1 / WA TLEMCEN

Le conseil d'administration en quête de nouveaux sponsors

Le nouveau conseil d'administration du WA Tlemcen s'est lancé à la recherche de contrats de sponsoring à même d'endiguer la crise financière dans laquelle se débat cette formation de Ligue 1 de football, a-t-on appris mardi de cette dernière.

Trois membres de ce conseil ont été désignés, lors de la réunion de cette instance il y a quelques jours, pour mener les contacts avec des opérateurs économiques privés dans l'espoir de les convaincre d'établir avec le club des contrats de sponsoring, précise la même source.

Tous les espoirs sont placés sur cette action afin de permettre au WAT de dépasser la conjoncture difficile qu'il traverse sur le plan financier, indique-t-on de même source.

La formation des "Zianides", qui retrouve l'élite cette saison après sept ans passés dans les divisions inférieures, a réussi jusque-là à décrocher un seul contrat de sponsoring avec une filiale du groupe Sonatrach, d'un montant de 50 millions de dinars à attribuer en trois tranches, rappelle-t-on.

Les problèmes financiers de la formation de l'extrême ouest du pays ont eu des répercussions négatives sur le parcours de l'équipe en Ligue 1.

Le WAT reste d'ailleurs sur une sévère défaite à domicile contre le Paradou AC (4-1), après trois matchs sans défaite au cours desquels l'équipe a réussi à remporter deux victoires de rang.

Selon l'entraîneur Djamel Benchedli, qui s'apprête à diriger son quatrième match sur le banc des "Zianides", le report du précédent match contre le CR Beouizdad "est tombé à point nommé pour permettre de remettre de l'ordre dans la maison". "Nous avons profité de cet arrêt forcé pour effectuer un stage à Tlemcen qui nous a permis de travailler sur les lacunes constatées depuis le début de cet exercice. Personnellement, je suis optimiste quant à un retour en force de mon équipe lors des prochaines journées, mais à condition que toutes les parties concernées soient mobilisées", a indiqué Benchedli à l'APS.

Le successeur d'Aziz Abbes n'a pas caché son intention d'avoir voulu rendre le tablier après la défaite face au PAC, "pour avoir constaté des choses qui ne fonctionnaient pas bien dans le club. J'ai eu une discussion franche avec les dirigeants à ce propos et ils m'ont promis que tout allait rentrer dans l'ordre", a-t-il encore dit.

LIGUE 1 TUNISIENNE (ES TUNIS)

Trois mois d'indisponibilité pour l'Algérien Tougaï

Le défenseur algérien de l'ES Tunis (Div.1 tunisienne de football) Mohamed Amine Tougaï, opéré samedi avec succès suite à une fracture au niveau du talon, sera indisponible pour au moins une durée de trois mois, rapporte mardi la presse locale.

Formant la charnière centrale de l'EST avec l'autre défenseur algérien Abdelkader Bedrane, Tougaï (21 ans) s'est blessé samedi, lors de la réception des Sénégalais de Teungueth FC (2-1), dans le cadre de la 1re journée (Gr. D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Un véritable coup d'arrêt pour le jeune défenseur algérien (21 ans) qui a commencé à faire ses preuves cette saison avec l'Espérance, arrachant une place de titulaire en défense centrale.

Mohamed Amine Tougaï avait rejoint l'Espérance en décembre 2019, pour un contrat de quatre ans et demi, en provenance du NA Hussein-Dey (Ligue 1/ Algérie).

Les "Sang et Or" seront au rendez-vous mercredi avec le match en déplacement face à la JS Kairouanaise (14h00) en championnat, avant de se rendre en Algérie, pour défier le MC Alger, mardi 23 février, au stade du 5-juillet (20h00), dans le cadre de la 2e journée de la phase de poules de la Ligue des champions.

Le club sénégalais Teungueth FC, recevra le même jour le vice-champion d'Afrique Zamalek (17h00 algériennes), tenu en échec vendredi dernier au Caire face au "Doyen" (0-0).

LIGUE 1 - USM ALGER Le Burkinabè Belem passe la visite médicale

L'attaquant international burkinabè de l'USM Alger (Ligue 1 de football), Hamed Belem (21 ans), a passé la visite médicale d'usage après avoir paraphé son contrat d'une durée de deux ans et demi, a annoncé mardi le club algérois sur sa page officielle Facebook.

La formation usmiste a publié une vidéo montrant Belem à son arrivée au stade Omar-Hamadi (Bologhine) ainsi que des photos de son maillot rouge et noir, floqué du numéro 13 au dos.

"Je suis vraiment très content de m'engager avec l'USMA. L'ancien attaquant Balbone m'a beaucoup parlé de l'USMA, en me disant que c'est une très bonne équipe qui m'aidera à progresser et à aller très loin.

Je dis aux supporters usmistes que je ne vais pas vous décevoir et que je ferai de mon mieux pour les satisfaire", a déclaré le nouvel attaquant burkinabè à l'issue de la traditionnelle visite médicale.

Le contrat de l'ancien sociétaire du FC Rahimo (Div.1/Burkina Faso) court jusqu'en 2023.

Il est arrivé lundi à Alger à bord d'un vol spécial en provenance du Mali, en compagnie de la délégation de la JS Kabylie, représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, qui s'est inclinée devant le Stade malien (2-1), en match aller des 16es de finale "bis", disputé dimanche à Bamako.

RÉFÉRENDUM DE L'UAPS Bounedjah deuxième meilleur footballeur évoluant dans les championnats arabes

L'attaquant international algérien d'Al Sadd du Qatar, Baghdad Bounedjah, a pris la deuxième place du classement du meilleur footballeur arabe évoluant dans les championnats arabes de l'année 2020, selon les résultats du référendum annuel organisé par l'Union arabe de la presse sportive (UAPS), dévoilés mardi.

La première place est revenue au Tunisien d'Al Ahly d'Egypte, Ali Maaloul, alors que le Syrien Omar Al Souma (Al Ahly Djeddah) a terminé à la 3e place du podium.

Un autre algérien, Ryad Mahrez (Manchester City) s'est distingué lors de ce référendum annuel, en s'adjugeant également la deuxième place du classement du meilleur joueur arabe exerçant dans les championnats étrangers, devancé par l'Egyptien Mohamed Salah (Liverpool). Le Marocain Achraf Hakimi (Inter Milan) complète le podium.

De son côté, le milieu de terrain algérien de l'AS Milan Ismail Bennacer, auteur d'une bonne entame de saison s'est classé à la 5e position.

D'autre part, le club d'Al Ahly d'Egypte a remporté le titre de meilleur club arabe de l'année, lors de ce référendum auquel ont pris part 177 journalistes représentant 18 pays arabes dont l'Algérie.

APS

LIGUE 2 / MC SAÏDA L'ouverture du capital social au menu d'une AG extraordinaire

Des décisions importantes pour l'avenir du MC Saïda devraient être prises lors de l'assemblée générale extraordinaire (AGE) des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) prévue pour les prochaines heures, a-t-on appris mardi du président du club sportif amateur (CSA).

Parmi les décisions devant être annoncées à l'issue de cette AGE, l'ouverture du capital social de la SSPA, et ce "dans l'espoir de dépasser la crise financière que traverse cette formation de Ligue 2 de football", a indiqué à l'APS, Mohamed Messaïdi, le patron du CSA, actionnaire majoritaire de la SSPA.

Le recours à cette procédure devrait permettre l'intégration de nouveaux actionnaires à même d'injecter des fonds pour débloquer une situation financière qui va de mal en pis et qui s'est répétée négativement sur les préparatifs du MCS pour la nouvelle saison, a précisé la même source.

Déplorant l'incapacité des actuels actionnaires du club à assumer leurs responsabilités, le président du CSA a souligné que l'ouverture du capital social de la SSPA constitue l'une des solutions préconisées par le wali de Saïda lors de la réunion qu'il a tenue avec les dirigeants la semaine dernière.

Selon la même source, un ancien président du conseil d'administration du MCS a émis le vœu de prendre en main le club en y injectant une somme d'argent, "et tout devrait être tiré au clair lors de l'AGE".

Le club de l'Ouest du pays a connu une intersaison mouvementée, marquée par une grève prolongée des joueurs



qui ont refusé de reprendre l'entraînement avant d'être régularisés.

Les nouvelles recrues, au nombre de 12 engagées en provenance de formations de paliers inférieurs, ne sont toujours pas qualifiées à cause des dettes du MCS envers la Chambre nationale de résolu-

tion des litiges (CNRL), rappelle-t-on.

Lors de la première journée de Ligue 2, jouée le week-end passé, les "Vert et Rouge" se sont inclinés sur le terrain du CR Témouchent (2-0), avec un effectif constitué dans sa majorité de joueurs de l'équipe de la réserve.

LIGUE 1 (13E JOURNÉE) Trois mois de suspension pour le DG de l'AS Ain M'lila (LFP)

Le Directeur Général de l'AS Ain M'lila Bensid Elhadi a écopé de trois (03) mois de suspension dont (Un) 01 mois avec sursis (interdiction du terrain et des vestiaires) pour "atteinte à la dignité et à l'honneur", lors de la rencontre en déplacement

face à l'USM Alger comptant pour la 13e journée du championnat de Ligue 1, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Réunie ce lundi, la Commission de discipline a infligé un match de suspension et 30.000 DA

d'amende à quatre joueurs pour "contestation de décision": Khadir Sofiane (USMBA), Kaïbou Abdel Kader (JSMS), Sebte Touhami (CABBA) et Meftah Mohamed (NAHD). D'autre part, le CA Bordj Bou Arreridj a été sanctionné de deux

amendes : 50.000 DA pour "mauvaise organisation" et 200.000 DA pour "absence de l'entraîneur sur la main courante". De son côté, l'Olympique de Médéa a été condamné à une amende de 50.000 DA pour "mauvaise organisation".

LIGUE 1 - JS SAOURA Séparation à l'amiable avec l'entraîneur Ighil

La direction de la JS Saoura et l'entraîneur Meziane Ighil ont trouvé lundi un accord pour une séparation à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. "Un accord pour une séparation à l'amiable a été conclue ce lundi entre la direction du club et l'entraîneur Me-

ziane Ighil" a indiqué la JS Saoura sur sa page officielle Facebook. Arrivé à la JSS en janvier 2020, Ighil quitte à la surprise générale le club malgré une bonne entame de saison. Les trois dernières contreperformances de rang en déplacement pourraient être à l'origine de cette séparation à l'amiable. Au terme

de la 13e journée de Ligue 1, la JS Saoura pointe à la troisième place du classement avec 23 points, avec un match en retard à domicile face au leader l'ES Sétif (27 pts). La JSS sera en déplacement samedi prochain à Chlef, pour y affronter l'ASO dans le cadre de la 14e journée de championnat de L1.

LIGUE 1 - MC ALGER Résiliation du contrat de Djabou à l'amiable

La direction du MC Alger et le milieu offensif Abdelmoumen Djabou, ont trouvé lundi un accord pour une résiliation du contrat à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de foot-

ball dans un communiqué publié sur sa page officielle.

L'ancien international de 34 ans avait rejoint le "Doyen" en 2019 en provenance de l'ES Sétif, pour un contrat de deux saisons, mais sans pour autant

parvenir à confirmer tout son talent. Il devient le premier joueur à quitter le MCA, avant même l'ouverture de la période du mercato d'hiver, prévue au terme de la phase aller en mars prochain. Le Mou-

loudia reste sur un match nul en déplacement, vendredi au Caire face aux Egyptiens du Zamalek (0-0), dans le cadre de la 1re journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

LIGUE 2 Les dates de la phase aller arrêtées (LNFA)

La Ligue nationale de football amateur (LNFA) a fixé les dates des matches de la phase aller du championnat de Ligue 2 dont la première journée s'est déroulée vendredi et

samedi derniers. Selon le calendrier dévoilé mardi, la phase aller prendra fin le 10 avril. La LNFA prévoit deux journées en milieu de semaine : la 6e (16 mars) et la 9e (30 mars).

Dates de la phase aller de Ligue 2:

Vendredi 19 et samedi 20 février : 2e journée

Vendredi 26 et samedi 27 février : 3e journée

Vendredi 5 et samedi 6 mars : 4e journée

Jeudi 11 mars : 5e journée

Mardi 16 mars : 6e journée

Samedi 20 mars : 7e journée

Vendredi 26 mars : 8e journée

Mardi 30 mars : 9e journée

Samedi 3 avril : 10e journée

Vendredi 9 et samedi 10 avril : 11e journée (fin de la phase aller).

Choupo-Moting bientôt prolongé ?

Ayant signé un an avec le Bayern Munich, Eric Maxim Choupo-Moting pourrait bien prolonger l'aventure en Bavière. Arrivé en fin de contrat avec le PSG, Eric Maxim Choupo-Moting avait choisi de ne pas prolonger. Libre, il a alors fait son retour en Allemagne, s'engageant avec le Bayern Munich. Et alors que le Camerounais avait signé un contrat d'un an, il pourrait prochainement parapher un nouveau bail. En effet, selon les informations de Sport1, le Bayern Munich serait pleinement satisfait de Choupo-Moting, qui ne s'est jamais plaint de son rôle de doublure. Et pour récompenser l'investissement de l'attaquant, un nouveau contrat pourrait lui être offert.



MAUVAISE NOUVELLE POUR POGBA ?

Paul Pogba pourrait être absent plus longtemps que prévu, suite à sa blessure à la cuisse. D'après les renseignements recueillis par le Mirror, le milieu de terrain restera éloigné des pelouses, ces prochaines semaines. Son problème musculaire serait plus sérieux que prévu et Ole Gunnar Solskjaer va devoir se passer de ses services lors des prochaines rencontres. Il devrait notamment manquer la double-opposition prévue face à la Real Sociedad, en Ligue Europa, et les matchs contre Newcastle, Chelsea, voire Manchester United, en Premier League. Très critiqué à Manchester depuis le début de la saison, Pogba avait marqué des buts importants, en janvier, démontrant qu'il restait concentré sur ses objectifs avec les Red Devils. Son agent, Mino Raiola, avait mis le feu aux poudres en indiquant que le Français souhaitait quitter Manchester, début décembre. Il a depuis tenté de calmer le jeu, précisant qu'il ne s'agissait que de son opinion personnelle. Pogba dispose d'un contrat portant jusqu'en juin 2022. Il a disputé 185 matchs et marqué 37 buts, toutes compétitions confondues, depuis son retour dans la ville anglaise. Cette saison, il en est notamment à 3 buts inscrits en 19 apparitions en Premier League.

LE FEUILLETON RAMOS BIENTÔT BOUCLÉ ?

Annoncé sur le départ, Sergio Ramos privilégie toujours un avenir au Real Madrid. Les relations entre les deux camps se seraient d'ailleurs améliorées ces derniers jours, de quoi faire renaître l'optimisme en interne.

Libre à l'issue de la saison, Sergio Ramos se rapproche dangereusement d'un départ. Les négociations pour sa prolongation sont au point mort, et certains en Espagne n'hésitent à indiquer que le départ du défenseur est déjà acté. Ce dimanche soir, dans la célèbre émission El Chiringuito, Josep Pedrerol s'est notamment montré catégorique pour l'avenir de Sergio Ramos : « Je ne vois aucune possibilité pour que Sergio Ramos reste au Real Madrid. (...) Sergio Ramos s'en va, il s'en va. La grande question est de savoir quand il dira qu'il s'en va, et où il s'en ira. » Pourtant, d'autres médias expliquent qu'il y a encore une chance de voir l'international espagnol prolonger au Real Madrid, d'autant que le dialogue est renoué entre les deux parties. À l'occasion de la rencontre entre le Real Madrid et le FC Valence ce dimanche, Sergio Ramos a été vu en train d'échanger avec le deuxième vice-président Eduardo Fernández de Blas, le directeur général José Ángel Sánchez et le directeur de la communication du club, Antonio Galeano, ce qui n'est pas passé inaperçu compte tenu de la situation contractuelle du capitaine madrilène. D'après la Cuatro, la prolongation du joueur n'aurait pas été évoquée au cours de cette discussion. Le conseil d'administration aurait principalement évoqué avec Sergio Ramos sa convalescence après son opération du genou gauche. Mais cela permet de noter un rapprochement entre deux camps que l'on disait en froid ces derniers jours. La Cuatro ajoute que le Real Madrid espère toujours trouver un accord avec Sergio Ramos dans les prochaines semaines, et Florentino Pérez, actuellement touché par le Covid-19, aurait déjà prévu de discuter en privé avec son joueur. La réunion de la dernière chance peut-être, puisque le PSG, Manchester City et United seraient notamment à l'affût selon le média ibérique.

TOTTENHAM ET LIVERPOOL VISENT EZRI KONSA

Les deux cadors anglais visent le jeune défenseur central.

Selon les dernières informations venues d'Angleterre et plus précisément du média The Athletic, les formations de Liverpool et de Tottenham auraient une cible en commun en vue du prochain mercato. Les deux clubs anglais auraient coché le nom d'Ezri Konsa. Âgé de 23 ans, ce dernier évolue actuellement sous les couleurs d'Aston Villa où il est lié jusqu'en juin 2023.

International Espoirs anglais, le natif de Londres a disputé cette saison 21 rencontres toutes compétitions confondues. Côté transfert, le joueur des Villans serait déjà estimé à 25 millions d'euros.



MOURINHO TROP CHER POUR ÊTRE LIMOGÉ ?

Avec la défaite de son équipe face à Manchester City (3-0), José Mourinho et Tottenham pointent à la 9ème place du classement de Premier League. Bien trop loin des objectifs fixés par ses dirigeants. Le Daily Mail rapporte en effet que José Mourinho pourrait toucher le jackpot en cas de départ forcé. Sous contrat jusqu'en juin 2023, l'ancien coach de Manchester United émarge à 17 millions d'euros par an. Toutefois, l'opportunité de remporter la League Cup le 25 avril prochain face à Manchester City pourrait changer la donne au sein des Spurs.

ANCELOTTI CONVOITE RABIOT

Carlo Ancelotti, désormais manager d'Everton, n'a pas oublié son ancien joueur, Adrien Rabiot. Le technicien italien aimerait bien le récupérer chez les Toffees.

Selon des informations rapportées par France-Football, Everton et Carlo Ancelotti convoiteraient toujours Adrien Rabiot. Déjà lors du mercato estival 2020, ils avaient tenté de recruter l'international français. Mais la Juventus avait refusé d'engager des discussions au sujet d'un transfert. Ce ne serait que partie remise. D'autant que cette fois, les dirigeants du club italien seraient un peu plus ouverts à l'idée d'une vente de l'ancien joueur du PSG. Le magazine français précise que les dirigeants d'Everton pourraient transmettre une offre de 30 millions d'euros pour recruter Adrien Rabiot. Affaire à suivre...

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
 «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ZIMBABWE

M. Boukadoum félicite le nouveau ministre zimbabwéen des Affaires étrangères et du Commerce international

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a félicité, mardi, M. Frederik Shava pour sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la République du Zimbabwe. "J'ai félicité, aujourd'hui, dans un entretien téléphonique, mon frère et collègue, M. Frederik Shava, pour sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la République amie du Zimbabwe", a écrit M. Boukadoum sur son compte Twitter. "Nous avons convenu de travailler ensemble et de consolider les efforts, en vue de raffermir les relations bilatérales et coordonner les positions autour des questions internationales et africaines d'intérêt commun", a-t-il ajouté.



ARMÉE

Coup d'envoi des journées d'information sur l'Ecole supérieure de l'administration militaire d'Oran

Le coup d'envoi des journées d'information sur l'Ecole supérieure de l'administration militaire (ESAM) "Moudjahid Akhamokh Hadj Moussa", relevant de la 2^e Région militaire à Oran, a été donné lundi, à partir du centre territorial d'information de l'Armée nationale populaire (ANP), sis à Haï Essalem (Oran). Le général Gharbi Ahmed, commandant de l'école, qui a ouvert la manifestation au nom du général major, commandant de la deuxième région militaire (2RM), a souligné dans son discours d'allocation que "le degré de professionnalisme et de performance atteint par l'ANP nous oblige, en tant qu'institution formatrice, à opter pour une politique de communication de proximité, et ce conformément aux directives du général de corps d'armée,

Chef d'Etat-major de l'ANP, portant sur la nécessité de renforcer le lien Armée-Nation". A cette occasion, un exposé a été donné sur les spécialités et formations enseignées à l'école, ainsi que les conditions d'accès à cette institution. Cela a été suivi par une visite au niveau des différents stands pédagogiques, où sont présentés les équipements et moyens traduisant le développement et la modernisation de l'arme de l'intendance, qui fait partie de la logistique des unités de l'ANP.

Les organisateurs ont souligné, en outre, que ces journées d'information visent à faire découvrir au public les différentes spécialités de formation de l'arme de l'intendance, ainsi qu'à se rapprocher des différents ateliers proposés pour fournir des expli-

cations adéquates sur la formation à l'Ecole supérieure d'administration militaire, qui opère sous la tutelle pédagogique conjointe du ministère de la Défense nationale et de celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'école adopte depuis quelques années le système licence-master-doctorat (LMD) dans la formation des élèves officiers en activité. Ces derniers bénéficient de stages bloqués et stages pratiques au niveau des unités de combat de différentes spécialités, selon le cursus de formation suivi. Des visites d'étude dans des institutions militaires ou des institutions publiques économiques, sont aussi organisées, a-t-on aussi informé. Parmi les autres objectifs visés par cette école, "attirer la catégorie de jeunes qui s'apprennent à passer l'examen du baccalauréat et qui souhaitent rejoindre les rangs de l'ANP et leur fournir des explications détaillées sur le processus de recrutement et les conditions d'accès". En plus de cette catégorie d'étudiants, l'école ouvre également ses portes aux jeunes titulaires d'un diplôme universitaire (licence, master ou ingénieur) dans certaines spécialités, ainsi que selon des conditions spécifiques liées à l'âge, à la situation familiale et à la condition physique, a-t-on fait savoir.

L'Ecole supérieure d'administration militaire a été créée en 1968 à Beni Messous (Alger) et transférée à son siège actuel à Oran en 1975. Elle porte le nom de feu "Moudjahid Akhamokh Haji Moussa depuis 2014", rappelle-t-on.

JUSTICE

La Cour de justice d'Oum El Bouaghi appelle à porter plainte dans une affaire d'usurpation de la qualité de procureur général

Un appel a été lancé par la Cour de justice d'Oum El Bouaghi aux citoyens ayant été victimes d'arnaques les invitant à porter plainte ou à témoigner dans une affaire d'usurpation de la qualité de procureur général et d'escroquerie, indique-t-on mardi dans un communiqué de cette institution judiciaire. "En vertu de l'article 17 alinéa 5 du

code de procédure pénale, le parquet du tribunal d'Ain Beida informe le public que la personne dénommée Mezaoui Fateh est recherchée pour usurpation de la qualité de procureur général auprès de la Cour de justice d'Oum El Bouaghi et pour délit d'escroquerie de plusieurs personnes à qui il promettait des postes d'emploi en usant de son pouvoir de

par sa fonction". Le communiqué qui met en avant la photo de l'individu recherché surnommé "Babi" indique que le parquet près le tribunal d'Ain Beida appelle toute personne ayant été victime d'escroquerie par l'individu recherché à se présenter au parquet pour enregistrer sa plainte ou auditionner son témoignage dans l'affaire.

COUR D'ALGER

10 ans de prison requises contre le DG d'Ennahar Anis Rahmani

Le Procureur général près la Cour d'Alger a requis lundi une peine de dix (10) ans de prison ferme, assortie d'une amende de 100.000 DA à l'encontre du Directeur général du groupe Ennahar, Mohamed Mokaddem, appelé Anis Rahmani, outre la confiscation des saisies.

L'accusé Mohamed Mokaddem est poursuivi pour enregistrement et diffusion à travers la chaîne Ennahar d'une communication téléphonique qu'il avait eue avec un colonel de l'ANP sans autorisation préa-

lable. Lors de son audition par la Cour, Mohamed Mokaddem a nié avoir été impliqué dans "la menace de l'intégrité territoriale ou la diffamation" contre l'Institution de l'Armée nationale populaire (ANP). Le tribunal de première instance de Bir Mourad Rais avait requis, le 15 novembre dernier, une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans ferme, assortie d'une amende de 100.000 DA à l'encontre de l'accusé qui a décidé de faire appel au niveau de la Cour d'Alger.

APS

MAROC-ISRAEL

La normalisation entre le régime marocain et l'entité sioniste vise à exercer des pressions sur l'Algérie (Jacob Cohen)

L'écrivain français d'origine marocaine, Jacob Cohen a soutenu mardi que la normalisation des relations diplomatiques entre le régime marocain et l'entité sioniste vise à exercer des pressions sur l'Algérie pour l'amener à plus de "souplesse" dans les domaines énergétique, économique, sécuritaire ou diplomatique, estimant que

l'Algérie "demeure le seul grand pays arabe d'importance ayant déjoué les tentatives diverses contre son intégrité territoriale". A travers la normalisation avec l'entité sioniste, le régime marocain veut obtenir un appui dans sa "confrontation avec le voisin algérien", a affirmé Jacob Cohen dans un entretien à l'APS, indiquant que cette "confrontation est regrettable pour les deux peuples".

Selon lui, "pour ces commanditaires principaux, les Etats-Unis et l'entité sioniste, c'est enfin l'occasion pour être aux premières loges pour surveiller et mener des actions subversives visant à exercer des pressions sur l'Algérie pour l'amener à plus de souplesses dans les domaines énergétique, économique, sécuritaire ou diplomatique".

L'écrivain français a également souligné qu'"à ce jour, l'Algérie demeure le seul grand pays arabe d'importance qui maintient une politique d'indépendance tout en ayant déjoué les tentatives diverses contre son intégrité territoriale, par l'exploitation des spécificités régionales, ou le choix de son régime politique, et sans avoir connu le destin tragique de grands Etats nationalistes voués au chaos".

Par ailleurs, M. Cohen assure qu'"à travers cette normalisation on se dirigerait malheureusement (...), à une forme de retour à la guerre froide, c'est-à-dire aux conflits régionaux sous la houlette de grandes puissances extérieures".

A une question sur des enquêtes journalistiques faisant état de "pressions exercées sur la Tunisie et la Mauritanie pour les engager dans la voie de la normalisation en vue d'isoler l'Algérie et la confiner", Jacob Cohen a fait savoir que les normalisations réalisées avec le régime sioniste "ne sont pas allées sans de très fortes pressions américaines". Il cite le cas du Soudan qui n'a pas normalisé avec l'entité sioniste que "parce que le parrain américain a daigné le retirer de la liste infamante des Etats liés au terrorisme", rappelant que "ce sont les services secrets israéliens qui ont entraîné la sécession de leurs provinces méridionales devenues le Sud-Soudan" ce qui amené selon lui, les dirigeants de Khartoum "à être prudents".

"Il est donc tout à fait crédible que des pressions ont été exercées, et s'exerceront, sur la Tunisie et la Mauritanie pour suivre la même voie", a-t-il expliqué. Néanmoins, l'écrivain français d'origine marocaine, pense que "cela paraît compliqué et prendra du temps surtout avec l'hostilité foncière des Tunisiens contre toute normalisation avec le régime sioniste", rap-

pelant que, la Mauritanie avait déjà établi des relations diplomatiques avec l'entité sioniste, suspendues en 2009 grâce aux manifestations massives de la population.

L'écrivain antisioniste relève les dangers de toute normalisation dans la région que ce soit en Tunisie ou en Mauritanie. "Si cela devait arriver, la position de l'Algérie se compliquerait, dans le sens où les normalisations vont au-delà de l'établissement de relations diplomatiques", a-t-il prévenu, notant que, "ce serait le glissement progressif vers la constitution d'un front d'encercllement hostile".

"Mainmise du Mossad sur Tinghir", un roman qui retrace le danger du Maroc sur le Maghreb

D'autre part, Jacob Cohen a récemment publié son dernier roman intitulé "Mainmise du Mossad sur Tinghir". Le livre raconte sous forme romanesque l'infiltration du Mossad dans la province de Tinghir au sud-est du Maroc près de la frontière algérienne.

A ce sujet, M. Cohen explique dans une déclaration à l'APS que, son roman "fait suite à un voyage dans la région avec des camarades" pour s'enquérir de la réalité de la situation dans cette région notamment avec l'intérêt particulier porté par le régime sioniste dès 1948 pour cette énorme population juive marocaine.

Il a fait savoir que son roman raconte les menées subversives que le Mossad mène depuis des décennies sur la donne Amazighe et qui pourraient déstabiliser le Royaume, voire le démembrer, faisant savoir qu'il s'agit d'une "fiction, mais particulièrement réaliste". Et d'ajouter : "comme toujours, les agents sionistes avancent masqués, ils s'abritent derrière une initiative de l'UNESCO, dont la présidente est la sœur d'André Azoulay, conseiller du roi. L'organisation internationale offre son aide pour le développement de la province de Tinghir, sur le plan touristique, financier, commercial, à condition de laisser une marge de manœuvre totale aux trois sites dirigés par des Israéliens, dont les motifs seraient philanthropiques".

En ce qui concerne les héros de son roman, "Il y a Victor, qui a reconstruit une synagogue et anime un espace culturel, dans lequel il initie les jeunes à découvrir d'autres religions, en particulier la juive. Ces jeunes apprennent à se libérer des contraintes religieuses, communautaires, sexuelles". Il y a également "le rabbin Pinto et ses disciples, adeptes de la secte ultra de Habad, qui dispensent aux jeunes campagnards des soins élémentaires, des cours de rattrapage et une éducation spirituelle". Il y a enfin "Meir, un agronome aux allures d'officier, qui dirige avec sa petite troupe de même acabit, une vaste palmeraie. Y sont formés en permanence une vingtaine de jeunes, dans le domaine idéologique, de la sécurité et du renseignement. Certains d'entre eux viennent d'autres pays du Maghreb".